*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Resto del Carlino *di* Bologna *del* 1-11-77

## Farnesina: assegnato importante incarico

ROMA, 31 — Il ministro Sergio Romano è da oggi il nuovo direttore generale della cooperazione culturale scientifica e tecnica al ministero degli Esteri.

Nato a Vicenza nel 1929, laureato in giurisprudenza ed entrato nel 1954 nella carriera diplomatica, dopo un periodo trascorso a Londra poi al gabinetto del ministro degli Esteri e alla segreteria della presidenza della Repubblica, veniva nominato ministro a Parigi. Giornalista, scrittore e storico ha pubblicato un saggio su Francesco Crispi e uno sulla guerra di Libia («Quarta sponda», Bompiani), in francese è uscita di recente una sua «Storia d'Italia dal Risorgimento a oggi», molto ben accolta dalla stampa francese.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DECLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* M Popolo *di* Roma *del* 9-11-77

*Verrà redatta dalla Regione*

# Carta dell'emigrazione dei lucani nel mondo

Potenza, 31 ottobre

Una «Carta dell'emigrazione lucana nel mondo» verrà redatta dalla Regione Basilicata al fine di ottenere una mappa di riferimento, utile all'ampliamento dell'azione regionale in favore degli emigrati lucani: se ne è discusso in sede di riunione, a Potenza, nella consulta regionale per l'emigrazione, che ha tra l'altro elaborato proposte innovative della legislazione regionale esistente, onde adeguarla alle esigenze ed ai problemi che sono emersi dal contatto vivo con la realtà degli emigrati lucani.

La consulta ha esaminato anche una ipotesi di riorganizzazione delle strutture amministrative regionali, predisposte a supporto dell'ufficio per gli emigrati, ed il completamento della indagine conoscitiva sul settore.

L'assessore regionale Vincenzo Viti, che ha partecipato alla riunione, presieduta dal prof. Parisi, si è anche riferito ad una proposta elaborata dal suo assessorato e dall'INDECC, con la quale si dovrà dare vita ad un organico progetto di assistenza tecnica agli artigiani emigrati, nella ipotesi del rientro e del loro utilizzo nel sistema produttivo lucano.

A conclusione della riunione l'assessore Viti ed il presidente della consulta Parisi hanno annunciato che le Regioni Puglia e Basilicata organizzeranno prossimamente una «conferenza della emigrazione»: essa servirà a fare il punto sulle politiche già avviate, sui loro risultati, sulla esigenza di un coordinamento per le iniziative da assumere.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Monde di Paris del 1.11.77

# L'immigration familiale en question

Les mesures récentes prises par le gouvernement pour encourager le retour des immigrés dans leur pays d'origine ou pour limiter l'immigration familiale continuent de susciter de nombreuses réactions parmi nos lecteurs, français et étrangers.

*M. Jean Relin de Mougins (Alpes-Maritimes) nous écrit notamment :*

La position qu'a prise *le Monde* sur la suspension de l'immigration familiale est véritablement surprenante. Au lieu de la traiter avec l'esprit d'un économiste ainsi que le fait Lionel Stoléru, votre journal a emboîté le pas à tous les groupements de gauche qui ont saisi cette occasion pour ne voir que le côté prétendument social de la mesure (...).

Pourquoi s'étonner de cette mesure puisque les immigrés qui travaillent chez nous n'avaient pas jugé bon jusqu'à présent de faire venir leur famille ? Ils devront donc continuer à vivre en célibataire comme par le passé en adressant leurs économies au-delà de la Méditerranée. Au surplus, je ne vois pas comment ils pourraient loger facilement et décemment femme et nombreux enfants alors que la vie en communauté leur est déjà imposée.

La presse économique, qui est impartiale, a donné récemment le total de l'aide au logement et à la scolarisation (des étrangers) qui s'élèvera à 1 300 millions de francs en 1978. Il eût été intéressant pour vos lecteurs de rappeler ces chiffres au lieu de les inonder de communiqués sentimentalo-pleurnichards des groupements de gauche (...).

J'en arrive à la question qui se poserait dans l'hypothèse qui n'a rien d'invraisemblable d'une détérioration très grave des conditions de vie prévalant actuellement en Algérie et qui provoquerait un afflux massif des familles venant rejoindre leur chef en France. Devrions-nous alors accueillir bénévolement cette masse de femmes et d'enfants quasi illettrés au risque de mettre en péril notre économie qui se passerait bien de cette menace (...).

*Un groupe de femmes algériennes immigrées écrit :*

Il y a environ 800 000 Algériens en France, mais croyez-vous honnêtement qu'ils sont là pour prendre le pain des Français. Nous avons fait un rapide calcul quant à savoir ce que chaque émigré serait en droit d'attendre comme dédommagement pour avoir non seulement subi la guerre, mais encore avoir fait tourner et marcher avec leur sueur l'industrie française. (...)

Actuellement, tout le monde tombe sur le dos du plus faible, uniquement parce qu'il n'est pas chez lui, et de là à dire qu'il vole le pain des autochtones... Nous autres, femmes émigrées, faisons des sacrifices à longueur de journée et d'année pour nos enfants, pour qu'ils aient un avenir meilleur que le nôtre. Car, enfin, serait-ce une solution que chacun retourne chez lui, bien tranquille dans ses petites pantoufles ? Il y a suffisamment de place pour tout le monde, d'autant plus que ce ne serait pas les émigrés qui seraient les plus perdants dans l'histoire.

## Polémique autour d'une lettre

*De nombreux lecteurs nous ont aussi adressé des commentaires après la publication dans* le Monde *du 7 octobre d'une correspondance de M. Jean Reversade. Ce* « cadre en chômage, de cinquante ans, ayant toujours voté à gauche », *expliquait qu'il était hostile* « à la présence massive de travailleurs étrangers en France ».

*M. Jean-Pierre Lescop, d'Argenteuil, répond :*

A la lecture des arguments développés par ce lecteur, on relève immédiatement l'impasse historique sur le fait que, principalement, ces immigrés viennent de pays colonisés par la France dans un passé récent. M Reversade souligne qu'« *il n'est pas sain de quitter son pays pour gagner sa vie...* » A qui faire croire qu'il n'y a pas de nécessité urgente pour les immigrés de trouver du travail pour survivre ? (...) « *Ils attristent la vie partout* », écrit-il. Cela relève du racisme pur et simple, et du refus de l'étranger. Je ne suis pas cadre, je n'ai pas cinquante ans, ne suis pas chômeur et je n'habite pas le 17e arrondissement ; j'ai seulement vingt-cinq ans mais j'aspire à des idées neuves, et M. Reversade me fait penser aux nostalgiques de l'O.A.S.

***

*M. P. Legoïe, de Neuilly, écrit :*

La lettre de M. Reversade me paraît intéressante à deux points de vue. Le premier c'est qu'elle m'apporte la confirmation du fait que la droite n'a pas le triste privilège du racisme. Peut-être, un jour, réussirons-nous à dépasser le faux débat entre une gauche qui aime à se présenter comme symbole de tout ce qui est généreux et juste (donc incapable de racisme) et une droite qu'elle nous présente trop volontiers sous un jour despotique, viscéralement inhumaine et fondamentalement hostile à toute forme de vraie justice, donc raciste par définition.

Certains propos tenus dans cette lettre ont des accents vraiment maurrassiens : votre lecteur semble être un adepte du principe « chacun chez soi ». Mais que signifie cela au juste ? Un individu n'est pas responsable du degré de développement (ou de sous-développement) du pays dans lequel il est placé par le hasard de sa naissance. Faut-il lui interdire de « tenter sa chance » ailleurs, d'essayer d'améliorer, si peu que ce soit, un sort misérable ?

Cette lettre est également intéressante en ce qu'elle me semble éluder le problème essentiel. (...) A la limite, est-il souhaitable pour les immigrants eux-mêmes de partir naïvement dépenser leurs maigres économies à la poursuite d'un eldorado qu'ils ne trouveront pas ? Sans supprimer autoritairement les migrations, ne faut-il pas quand même, dans l'intérêt de tous, essayer de les régulariser, de les adapter aux possibilités d'accueil ?

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Le Monde *di* Parigi *del* 1-11-77

# M. Chirac : lier le chômage à la présence des immigrants est une réaction primaire

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a évoqué dimanche 30 octobre, dans une interview à la *Nouvelle Agence de presse*, la situation des travailleurs immigrés. Il a notamment estimé : « *Lier le chômage à la présence des immigrants est une réaction primaire. (...) C'est en effet nier l'importance économique des travailleurs immigrés et négliger le rôle essentiel qu'ils jouent dans ce domaine. (...) Il faut remarquer que ceux-ci occupent des emplois qui, sans être nécessairement subalternes, attirent peu les Français, mais bon nombre d'entre eux ont des spécialisations appréciables et indispensables à l'heure actuelle, notamment dans les métiers du bâtiment, où les ouvriers spécialisés étrangers représentent presque la moitié des effectifs, soit 45 %. Là encore plus qu'à un problème de race nous nous heurtons au phénomène de la dépréciation du travail manuel en France.* »

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* La Stampa *di* Torino *del* 1.11.77

## Vigilia di "boom„ per il Paese mediterraneo

# Algeri chiama gli emigrati perché "ha lavoro per tutti„

*(Dal nostro inviato speciale)*

Algeri, ottobre.

La Comunità economica europea si prepara ad abbracciare il Mediterraneo, con la Spagna e il Portogallo da una parte, la Grecia dall'altra. In mezzo ci sarà l'Italia e di fronte il Nord Africa, di cui l'Algeria costituisce, e ancor più costituirà nel prossimo futuro, il Paese di punta. Con queste prospettive, è più che naturale che questi due Paesi, l'Algeria e l'Italia, cerchino di sviluppare e di stringere i loro rapporti. Del nostro sappiamo, o riteniamo di sapere tutto. Ma che cosa sappiamo dell'Algeria?

Fino alle 6 del pomeriggio occorre molta pazienza, ma dopo è facile, sono sufficienti due o tre tentativi, per chiamare in teleselezione l'Italia. Si fa lo «00», si aspetta il suono acuto e prolungato di via libera, poi si compongono il 39, il prefisso della città, senza lo «zero», e il numero dell'abbonato. Questo è già un legame efficiente, che facilita i rapporti e gli affari. Gli algerini si augurano che altri se ne intreccino tra i due Paesi, che non hanno nulla da perdonarsi reciprocamente né da dimenticare, ma devono unicamente sfruttare la complementarità delle loro economie. *«Daremmo tutto il nostro petrolio e il nostro gas per avere i vostri tecnici»*, diceva tempo fa un esponente del loro governo, parlando con un italiano. Forse esagerava, ma i fatti dimostrano che Italia e Algeria sono i *partners* ideali di quel «Continente Mediterraneo» che molti considerano non meno reale, e forse più promettente del continente Europa.

C'è un particolare che colpisce, nella politica economico-sociale dell'Algeria. E' l'atteggiamento del presidente Bumedien e del suo governo nei confronti degli emigrati, il cui numero si valuta tra gli 800 mila e il milione. Rispetto alla popolazione, che è sui 17 milioni di anime, non è un rapporto molto diverso da quello degli emigrati italiani, calcolati intorno ai 4-5 milioni, su 56 milioni di abitanti. Ma mentre il nostro Paese, soprattutto in questo momento, prega in silenzio che rimangano dove sono, e vede con preoccupazione un loro rientro, sia pure assai parziale, l'Algeria sta facendo di tutto per richiamarli in Patria.

*«Abbiamo rinunciato alla quota di 37 mila emigranti l'anno che la Francia ci aveva assicurato»*, dice il ministro del Commercio algerino, M' Hamed Hadj Yala, *«perché stiamo attuando una politica di reinserimento dei lavoratori espatriati»*. Continua: *«Il Paese si sviluppa, e può accoglierli. Così abbiamo preso recentemente misure particolari, che vanno dall'esenzione da qualsiasi tariffa doganale per gli algerini che tornano a casa, portandosi autocarri, automobili, macchine agricole, eccetera, al pagamento di tassi d'interesse preferenziali per gli ex-emigrati che aprono speciali libretti di risparmio-casa per l'acquisto di alloggi»*

Più che le prospettive rappresentate dal petrolio, di cui l'Algeria non è molto ricca, anche se ne produce per 50 milioni di tonnellate l'anno, più dello stesso *boom* del gas naturale, che dagli attuali 13 miliardi di metri cubi dovrebbe salire a 80 miliardi nel 1980, questa politica di richiamo degli emigrati è forse l'aspetto più rassicurante, e promettente, dello sviluppo economico del Paese. L'anno scorso essa ha provocato il rimpatrio di 60 mila lavoratori algerini dalla Francia (*«Circa il 14 per cento dei nostri emigrati in quel Paese»*, ci sottolinea il ministro Yala), e il riflusso è destinato a continuare, perché, aggiunge Yala, *«le nostre industrie hanno bisogno di manodopera qualificata, e riteniamo che più ancora ne avranno bisogno in futuro»*.

Tocca ai Paesi più industrializzati, e per quanto ci riguarda, tocca all'Italia fornire gl'impianti di cui l'Algeria ha bisogno, e addestrare la manodopera locale che dovrà gestirli. Il ventaglio d'iniziative è molto ampio, e comprende tutti i settori, dalla petrolchimica alla siderurgia, dalla meccanica alle infrastrutture. Ma un posto di primo piano occupa anche l'edilizia residenziale, per la quale l'Algeria è pronta a ricevere e ad esaminare proposte delle ditte estere specializzate, e a pagare i loro lavori in dollari. E c'è anche l'agricoltura, che oggi occupa più del 40 per cento della popolazione attiva, ma che non per questo il governo algerino intende trascurare, affidando alla «fuga dai campi» il compito di lasciarla morire per cause naturali, come purtroppo si è fatto in Italia.

La nostra esperienza, negativa, come quella di altri Paesi, ha insegnato all'Algeria che l'agricoltura va gestita, ristrutturata e orientata non dopo, ma prima che da essa si sia allontanata la parte più valida dei suoi occupati. Quindi, in parallelo con lo sforzo di decollo industriale, si sta compiendo il rilancio dell'agricoltura.

*«Dobbiamo costruire mille nuovi villaggi agricoli* — ci dice il ministro Yala — *di cui cento sono già stati ultimati e si stanno popolando, per frenare l'esodo dalle campagne, perché tutti gli algerini, sia che vivano nelle città sia che lavorino nei campi, devono essere coinvolti dal progresso»*. Ed è sufficiente allontanarsi qualche decina di chilometri da Algeri, per rendersi conto delle possibilità che offrono i terreni agricoli circostanti, ai quali non mancano, tra l'altro, i prodotti chimici fertilizzanti, come i fosfati, di cui l'Algeria è tra i maggiori produttori del mondo.

**Mario Salvatorelli**

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI IX - III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 31-11-77

friulano attende grazia dallo scia' di persia

(ansa) - udine, 1 nov - i familiari di giandomenico chiarabellotti, di 24 anni, di fagagna, hanno rivolto allo scia' di persia istanza di grazia affinche' il giovane possa essere scarcerato dalle prigioni di teheran nelle quali e' detenuto dal primo ottobre delo scorso anno.

chiarabellotti e' stato condannato dal tribunale persiano a due anni di reclusione a 30 milioni di lire di multa perche' riconosciuto colpevole di detenzione di sostanze stupefacenti, la pena pecuniaria sara' commutata in altri tre anni di detenzione se i familiari non verseranno la somma di denaro dovuta allo stato persiano.

chiarabellotti, assieme con altri due amici, si era recato invisita in iran, ma al momento del rimpatrio era stato arrestato e condannato.

poiche' i familiari - e' detto nell'istanza - non hanno la possibilita' di pagare la multa non vi sarebbe stata altra possibilita' per fare uscire di carcere il giovane se non quella della grazia.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI IX - 11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 1-11-77

---

italiano arrestato per possesso di stupefacenti

(ansa-upi) - atene, 1 nov - la polizia greca ha arrestato un italiano, cinque americani e una ragazza inglese per detenzione illegale e acquisto di hascisc e cocaina. lo ha annunciato oggi un portavoce della polizia precisando che gli arrestati erano controllati da tre mesi.

l'italiano e' stato identificato dalla polizia per agostino racapulto , di 24 anni, milanese.-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI IX-11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 1-11-77

esteri

arrestati italiani in svizzera per traffico false banconote

(ansa) - ginevra 1 nov - quattro italiani, tre uomini e due donne (dei quali viene taciuta l'identita'), sono stati arrestati oggi dalla polizia ticinese per aver messo in circolazione, nel cantone, banconote, contraffatte da diecimila lire e da cento marchi tedeschi. a bordo della vettura sulla quale viaggiavano i quattro italiani la polizia ha trovato un gran numero di banconote false. lo segnala un dispaccio dell'agenzia di stampa svizzera, che non precisa, comunque, l'ammontare della somma. l'arresto dei trafficanti e' avvenuto in seguito alla denuncia presentata dal gestore di un distributore di benzina, che aveva ricevuto in pagamento delle banconote false.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 1.11.77

convegno su elezioni europee

(ansa) - roma, 1 nov - ''l'europa deve esere costruita dai rappresentanti dei popoli europei, non da quelli dei vari ministeri degli esteri. gli elettori dovranno quindi scegliere quei candidati che si impegneranno per una riforma fondata sulla partecipazione popolare alla politica comune, sulla creazione di organi decisionali non nazionali ma europei, e che tolga al consiglio quei poteri che esso si e' arrogato e che non sa esercitare''.

lo ha affermato l'on. altiero spinelli capogruppo degli indipendenti di sinistra alla camera, il quale e' intervenuto stamane ad una tavola rotonda sul tema ''l'europa. perche'?'' indetta nella sala consiliare di palazzo valentini, nell'ambito di una serie di manifestazioni organizzate dal movimento federalista europeo con il patrocinio della amministrazione provinciale.

spinelli, e' giunto a tali conclusioni analizzando la storia e la evoluzione del movimento europeista e le tendenze disgregatrici che, a suo dire, caratterizzano le attuali strutture.

''mentre all'inizio - ha detto - solo i partiti democristiani dei vari paesi erano stati in grado di avere una visione europea, sembrando le sinistre puntare prevalentemente alla evoluzione interna dei rispettivi paesi, oggi quasi tutte le formazioni politiche si rendono conto della necessita' di una maggiore integrazione''. (segue)

(ansa) - roma, 1 nov - ''all'interno dei vari schieramenti tuttavia - ha proseguito spinelli - esiste una forte differenziazione tra quanti si pongono l'obiettivo di una radicale trasformazione istituzionale e coloro invece che tendono a conservare nelle loro funzioni gli attuali organismi''.

gli aspetti economici della integrazione europea sono stati esaminati dal presidente dell'iri, petrilli, presidente della sezione italiana del movimento europeo, secondo il quale l'europa non potra' realizzarsi se non con una politica economica unitaria, con un'unica bilancia dei pagamenti, col trasferimento dei redditi all'interno dell'area integrata e, soprattutto, con una politica globale che indirizzi i capitali verso le zone piu' ricche di manodopera.

secondo petrilli anche l'auspicato ingresso nel mec di paesi con agricoltura affine alla nostra, se pone delle difficolta' concorrenziali, rende ancora piu' necessaria una visione politica unitaria.

la tavola rotonda e' stata presieduta dal presidente della amministrazione provinciale, mancini, il quale, aprendo i lavori ha invitato i partecipanti ad osservare un minuto di silenzio per ricordare la morte del comandante generale dell'arma dei carabinieri, mino, e di altri cinque militari.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Panorama di Milano del 1·XI·77

DIPLOMAZIA

# Hanno vinto le feluche

I politici volevano ridimensionarla o addirittura abolirla. I diplomatici chiedevano a gran voce di mantenerla e di rafforzarla. Intorno alla carica di segretario generale della Farnesina si è svolto per mesi un aspro braccio di ferro che ha visto impegnati, da una parte il titolare del ministero degli Esteri, Arnaldo Forlani, il sottosegretario Luciano Radi e il capo di gabinetto del ministro, Mario Semprini, e, dall'altra, i diplomatici più in vista (in prima linea il direttore e il vicedirettore degli Affari politici, i ministri plenipotenziari Walter Gardini e Bruno Bottai). L'hanno spuntata questi ultimi: per ora, la carica, la più importante del ministero, non verrà soppressa.

Anzi, a ricoprirla è stato chiamato uno dei più prestigiosi, certamente il più esperto, fra gli ambasciatori italiani in servizio: il barone Franco Malfatti di Montetretto, 57 anni, entrato in diplomazia per nomina politica nel 1947, ex-consigliere di Giuseppe Saragat, quando questi era presidente della Repubblica, dal 1969 a oggi ambasciatore a Parigi (dove è diventato buon amico di François Mitterrand).

**Restaurazione.** Viennese di nascita (parla correntemente tedesco, francese e inglese), medaglia d'argento al valore militare, esponente della Resistenza, un figlio in diplomazia, Malfatti è unanimemente considerato alla Farnesina un uomo potente. Ex-socialdemocratico, passato poi al Psi (in rapporti strettissimi con l'ex-segretario del partito, Giacomo Mancini, ma buon amico anche del segretario attuale, Bettino Craxi, spesso suo ospite a Parigi), vanta relazioni di ferro anche nella Dc, soprattutto con Giulio Andreotti, di cui condivide la passione per le corse dei cavalli.

« Con la sua nomina, l'elaborazione tecnica della politica estera torna ai diplomatici », dicono alla direzione generale degli Affari politici del ministero, dove non è mai stata vista di buon occhio l'influenza crescente esercitata, dal tempo della nomina di Forlani nel luglio dell'anno scorso, dal capo di gabinetto del ministro, un prefetto che non ha esperienza specifica in affari internazionali. Un'influenza che sembrava destinata a scardinare il ruolo del segretario generale (il predecessore di Malfatti, l'ambasciatore Raimondo Manzini, si era dimesso dieci mesi fa proprio per protestare contro questa situazione).

La nomina di Malfatti, che ha preso servizio lunedì 24 ottobre, era nell'aria da anni. Per un lungo periodo la contrastarono i diplomatici di carriera, contrari alla scelta di un ambasciatore entrato nei ranghi del ministero non per concorso, ma per nomina politica. Prima ancora c'erano state le polemiche sui rapporti (una conoscenza d'ufficio all'epoca della presidenza Saragat) di Malfatti con il colonnello del Sid Renzo Rocca, capo dell'ufficio Rei (ricerche economiche e industriali), trovato morto in circostanze misteriose nell'estate 1968 (quando aveva appena lasciato il servizio segreto), in un appartamento di proprietà Fiat, in via Barberini, a Roma.

« Nel clima di restaurazione che domina la Farnesina, si cercherà di perpetuare attraverso Malfatti, considerato di sinistra, gli stessi interessi corporativi che la casta ha ben



FRANCO MALFATTI DI MONTETRETTO
*L'uomo più importante della Farnesina.*

difeso finora grazie alla Dc », spiega Calogero Di Gesù, segretario del Nas (nucleo d'azione socialista) della Farnesina: « L'unica speranza è che Malfatti, cui va riconosciuta una spiccata sensibilità politica, abbia delle proprie idee riformatrici e sappia farle diventare realtà ricercando il consenso delle forze sindacali più vive, e assicurando nuova dignità alla diplomazia, senza distinzioni di censo e con il riconoscimento dei meriti effettivi di tutti quelli che sono in carriera ».

Ma le attese più grandi sono sul tipo di politica estera che il nuovo segretario farà. Sul tavolo, Malfatti ha trovato la prima pratica scottante: la sostituzione dell'ambasciatore italiano a Washington (quello attuale, Roberto Gaja, va in pensione a dicembre): Andreotti vorrebbe mandarci Umberto La Rocca, uomo a lui molto vicino, per illustrare agli americani la politica dell'incontro con il Pci. Ma la destra democristiana appoggiata da buona parte della diplomazia, sta facendo barriera.

**Marcella Leone**

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 1-11-77

# Foschi: «La Svizzera accetta di discutere sugli emigrati»

## I risultati di una missione a Berna del sottosegretario agli Esteri - I problemi dei lavoratori italiani d'ora in poi saranno trattati a livello politico e non più in commissioni «tecniche»

*Continua a non essere facile, per i nostri emigranti, vivere e lavorare in Svizzera, in un paese tuttora restio a «familiarizzare» con i lavoratori stranieri, che pure sono indispensabili alla sua economia. Il rispetto solo parziale di alcuni impegni sottoscritti a livello internazionale, la formulazione di leggi e provvedimenti restrittivi, hanno accentuato di recente la «pressione» sui nostri connazionali. Al sottosegretario all'emigrazione, on. Franco Foschi, che si è recato nei giorni scorsi in Svizzera per affrontare il problema abbiamo rivolto alcune domande.*

— Alla vigilia della Sua recente missione a Zurigo, Lei ha rilasciato dichiarazioni piuttosto «pesanti» a proposito dell'atteggiamento tenuto dalle autorità elvetiche nei confronti dei nostri emigrati, ventilando addirittura una denuncia della Svizzera per violazione dei diritti umani in sede di Conferenza di Belgrado. La «minaccia» non è stata tuttavia messa in atto. Perché?

«Non ho mai parlato di denuncia. La mia posizione a riguardo è contenuta in un articolo apparso a mia firma sul "Popolo" prima della partenza per la Svizzera. In quella sede — e tutte le interpretazioni della mia tesi possono aver fatto riferimento unicamente a quel testo — io presi una posizione dura nei confronti della Svizzera, senza tuttavia citare Belgrado. L'accostamento si può spiegare con la contemporaneità della stessa e del mio viaggio. Peraltro a Belgrado i diritti degli emigrati sono stati citati, come era naturale, in riferimento a tutti i paesi. Il mio interesse, come sottosegretario all'emigrazione, è quello di risolvere i problemi con la Svizzera, e questo era il senso della mia presa di posizione, documentata, su tre precisi argomenti: la nuova legge sugli stranieri, che secondo Berna razionalizza la situazione, mentre dal nostro punto di vista la peggiora (quelle che noi oggi denunciamo come circolari di polizia sugli stranieri, con il provvedimento legislativo verrebbero definitivamente codificate); il problema degli stagionali, unico al mondo, perché solo la Svizzera è arrivata a concepire questa strana carriera di emigrante che passa attraverso vari gradi senza mai arrivare ad un punto che comporti la corretta integrazione nel paese, specie in materia di sicurezza sociale; infine la legge sulla disoccupazione, per i frontalieri, che prevedono in cambio di una tassa obbligatoria l'erogazione di un sussidio di disoccupazione. In realtà gli svizzeri pretendono il contributo e non pagano, in pratica, il corrispettivo sussidio: è una cosa inaccettabile e non ne abbiamo avuto soddisfazione in termini di riunione della Commissione mista nel giugno scorso. Tale problema è connesso con una politica dell'occupazione, che è condotta secondo un'ottica che non condividiamo».

— Che armi abbiamo per opporci a queste «prevaricazioni»?

«Molto scarse. L'unica cosa che potevo fare era parlare. E ho parlato perché, a questo punto, chiuse le Commissioni miste con un nulla di fatto, il dialogo poteva essere riaperto solo ottenendo di affrontare questi problemi a livello politico. Da dieci anni la Svizzera sostiene che la nuova legge è un fatto interno e che gli altri temi sono di natura tecnica, e come tali vanno discussi; a livello tecnico, tuttavia, vengono continuamente opposti cavilli di varia natura, nonché ostacoli finanziari. La prima risposta svizzera alle mie dichiarazioni è stata: se il rilievo dei problemi sul tappeto è quello attribuito dagli italiani, parliamone pure a livello politico. Ed è esattamente quello che volevamo. Ora stiamo preparando dei incontri: stiamo concordando i modi e i tempi a breve scadenza».

— La Sua «uscita» a sorpresa ha colto in contropiede gli Svizzeri...

«Siamo di fronte ad una situazione che solo attraverso un dialogo politico si può cercare di sbloccare.

La mia sorpresa è che questa presa di posizione abbia fatto tanto rumore, visto che queste verità sono quotidianamente dette, "gridate" dalle associazioni degli emigrati, dai partiti politici; esiste anche una vasta saggistica e pubblicistica a questo proposito.

Comprendo la particolare situazione della Confederazione, con le autonomie cantonali, tre lingue diverse, un gran numero di stranieri ma ciò non può giustificare la mancata definizione di alcuni diritti elementari. Ora nel paese vi sono 600mila italiani, mentre 150 mila sono stati costretti a rientrare per mancanza di lavoro; ma c'è un flutto continuo di famiglie di emigrati che ritornano a casa anche se non costretti, ed esiste quindi un motivo non solo economico, ma soprattutto di adattamento psicologico, che determina questo fenomeno. Ritengo sia stato mio dovere prendere posizione di fronte questo stato di cose».

— Che significato attribuisce al successo della Sua missione?

«L'aver ottenuto la disponibilità di Berna al colloquio sul piano politico è senza dubbio un fatto positivo. Non credo inoltre che possa essere riservato all'opposizione il ruolo di difensore degli emigrati, giocato prima con le accuse di non-intervento al governo e successivamente — come è avvenuto in questa circostanza — con la ostentazione di una forte irritazione dopo la presa di posizione della Farnesina. Bisogna chiedere al governo coerenza, ma non pretendere che accetti passivamente di essere oggetto delle polemiche. Del resto anche dal Comitato Nazionale di Intesa delle associazioni degli emigrati in Svizzera sono venute più volte richieste di intervento sulla stessa materia; e il governo ha il dovere di interpretarle in un sistema democratico.

— Le Sue dichiarazioni i vertici della Farnesina?

«Nell'ambito delle responsabilità che sono delegate a ciascuno di noi, anche il Sottosegretario all'Emigrazione, che ha una particolare delega e nella tradizione della Farnesina gode di una particolare autonomia, rispetto al contesto più generale della politica estera, finisce per dover assumere in proprio delle iniziative. Principio comune non può essere per me che quello della difesa degli emigrati, e nei confronti di un Paese tra i più importanti per la nostra emigrazione, qual'è la Svizzera, io non potevo assumere in questo momento un atteggiamento equivocabile».

GIOVANNI TAGLIAPIETRA

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Popolo *di* Roma *del* 1-11-77

Domani incontro tra i sei partiti

# *Legge elettorale europea: ultimo confronto di idee*

Il responsabile dell'Ufficio esteri della DC, on. Granelli, incontrerà domani i rappresentanti dei sei partiti dell'intesa per una definitiva messa a punto del provvedimento di legge per l'elezione dei rappresentanti italiani al Parlamento europeo. Si tratta di un ultimo «confronto di idee» fra gli esponenti dei partiti interessati prima della definitiva riunione collegiale che sarà presieduta dal ministro degli Interni Cossiga al suo ritorno da Londra dopo il 7 novembre.

Sono ancora da definire formalmente i problemi connessi con la rappresentanza territoriale e la scelta delle preferenze, dopo che la DC ha fatto conoscere la propria disponibilità ad accettare il sistema della «percentualizzazione totale» dei voti, così come avevano chiesto i partiti cosiddetti minori che, con altro sistema, avrebbero rischiato di perdere voti.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* L'Eco *di* Il Grillo *del* 2-11-77

## Il governo di Roma chiama quello di Berna

# Vediamoci e parliamo d'emigrazione, ma...

Si incomincia a capire il perché della sparata di Foschi e dell'attacco dell'Italia alla Svizzera, alla conferenza di Belgrado sulla cooperazione in Europa. Roma ha inteso muovere le acque, provocare Berna, costringendola a venire al tavolo dei negoziati. E questa volta per discutere dell'emigrazione in termini politici e non unicamente tecnici.

Questa perlomeno è la versione del corrispondente da Roma del Tages-Anzeiger, Paul Walser, un giornalista d'abitudine ben informato.

I toni duri usati da Franco Foschi durante l'incontro con consoli italiani e con i delegati della associazioni dell'emigrazione non furono uno scatto d'umore, una sullonata-bis. E non è stato casuale se l'altro sottosegretario al ministero degli esteri, Luciano Radi, ha rammentato a Belgrado che la libera circolazione delle genti in Europa concerne anche gli emigrati che vivono e lavorano in Svizzera.

Attraverso i canali diplomatici, Roma ha fatto sapere a Berna che un incontro per discutere d'emigrazione sarebbe utile e necessario. Ma non una riunione della commissione mista, come intenderebbe il governo elvetico, bensì una discussione a livello governativo. Cioè, dovrebbero incontrarsi Furgler e Andreotti, o Graber (o il prossimo ministro elvetico degli esteri) e Forlani, non i funzionari della Farnesina, assistiti dai delegati sindacali, e i funzionari della polizia degli stranieri, assistiti da quelli dell'ufficio federale del lavoro.

Anche se nella risposta a Foschi, il portavoce del consiglio federale, Guido Solari, ha precisato che il luogo per discutere le inadempienze e di rivendicazioni è la commissione mista sull'accordo d'emigrazione, Berna sembra aver accettato il principio dell'incontro ministeriale. Vorrebbe però che lo stesso avvenisse nelle migliori condizioni, pertanto aspetta un atto distensivo dopo la sparata di Foschi e l'atto d'accusa di Belgrado. Inoltre, Berna pretende una discussione su temi precisi, per esempio lo statuto di stagionale, le imposte dei frontalieri e l'assicurazione contro la disoccupazione, e ha fatto sapere di avanzare qualche pretesa nei confronti dell'Italia, per esempio la doppia imposizione fiscale. Difficilmente, però, l'incontro italo-svizzero a livello ministeriale potrà avvenire prima della fine dell'anno come supposto dal Tages-Anzeiger. Infatti, soltanto il 7 dicembre il governo svizzero sarà al completo, con l'elezione dei successori di Graber e di Brugger, e bisognerà aspettare l'entrata in funzione dei nuovi ministri degli esteri e dell'economia prima di intavolare negoziati che interessano principalmente questi due ministeri. Realisticamente parlando, le discussioni fra Berna e Roma potrebbero avvenire in primavera ... se esiste la volontà politica di dialogare invece di insultarsi o d'ignorarsi.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Ag. AISE *di* Roma *del* 2-11-77

aise- oggi a montecitorio riunione di un gruppo ristretto dc pe r di scutere del problema del voto all'estero- saranno presenti piccoli, gallonì, scalia, armella e borri.

roma(aise)- in seguito alla richiesta inoltrata dall'on. scalia al presidente del gruppo dc, piccoli, di indire un referendum tra i deputati democristiani sulla questione del voto all'estero, si terra' nella serata di oggi a montecitorio una riunione di un gruppo ristretto di deputati dc presieduta dall'on. piccoli. alla riunione parteciperanno il vice segretario del partito gallonì e gli onorevoli scalia, armella e borri, direttamente impegnati nel la battaglia parlamentare per il voto agli italiani all'estero. saranno presenti,infine , alcuni altri deputati dc direttamente o indirettamente interessati alla questione.
con molta probabilita', la ri mione servira' per esaminare la ri chiesta di scalia di indire un referendum scritto tra tutti i depu tati democristiani allo scopo di conoscere il loro orientamento sul la materia del voto all'estero. scalia,infatti, nella sua lettera a piccoli proponeva ai suoi colleghi di esprimere apertamente il pro prio parere circa il problema di limitare il diritto di voto ai so li emigrati italiani nei paesi europei , invece, di estenderlo a tutti gli italiani residenti all'estero. (aise)-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Ag. AISE di Roma del 2-11-72

aise- l'on. vito scalia chiede un referendum tra i deputati demo cristiani sul voto degli italiani all'estero- una lettera al presi dente del gruppo piccoli.

roma (aise)- dopo l'iniziativa di chiedere ufficialmente al presi dente del gruppo dc on. piccoli, l'iscrizione all'ordine del gior no del direttivo democristiano del problema del voto all'estero, ri chiesta accolta favorevolmente, l'on. scalia ha inviato una lettera di ringraziamento al presidente dei deputati dc nella quale si chiede che venga indetto un referendum scritto tra i deputati demo cristiani sullo stesso problema.

"la mia richiesta - scrive l'on. scalia- trova una giustificazione nella rilevanza e nella importanza della questione in esame e nella sensazione che si va diffondendo tra i deputati, in ragione della quale i contatti in corso tra i dirigenti dei sei partiti dell'ac cordo, porterebbero in nome.... della quiete e del non scontro ad accordare il diritto di voto solo agli italiani di europa con esclu sione di quelli di tutti gli altri paesi.

una tale soluzione che contrasta con la lettera della costitu zione (art. 48 ) e che introduce gravissimi elementi di discrimina zione tra i cittadini italiani nel mondo, viene confortata da una discutibile inchiesta condotta dall'ambasciatore guazzaroni nei paesi della cee.

in queste condizioni e sullabase dell'ordine del giorno approva to dall'assemblea del gruppo, ti chiedo di voler sottoporre a ciascun componente del nostro gruppo il seguente quesito:

" con riferimento alle prossime elezioni europee ritieni che il di ritto di voto debba essere esteso

1) - ai cittadini italiani dei paesi europei?

2) - ai cittadini italiani di tutti i paesi del mondo?"

- ho ritenuto -conclude scalia- di sottoporti questa necessita' improrogabile per senso di responsabilita' e per evitare sterili quanto postume ed intempestive recriminazioni".

la richiesta dell'on. scalia, si apprende , e' stata accolta con fa vore dalla presidenza del gruppo dc . (aise)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Agenzia Montecitorio *di* Roma *del* 2-11-77

8) roma 2/11/1977(teleagenzia montecitorio)- il presidente naziona le dele acli ; domenico rosati, ha annunciato che le acli si impegne ranno a fondo per la costruzione di piattaforme e di liste""genitori lavoratori""unitariamente alla federazione cgil-cisl-uil.

il responsabile scuola della presidenza nazionale delle acli, lino bosio, ha quindi illustrato i contenuti e i criteri che quali ficano la presenza delle acli nei distretti , e piu' in generale nel la scuola. richiamato l'asse culturale (lavoro e professionalita') che -secondo le acli- deve presiedere ai processi di riforma della scuola , bosio ha rimarcato che la riforma del sistema formativo pas sa anche per i nuovi organi di gestione sociale. in questo senso il distretto puo' e deve rappresentare una occasione di cambiamento qualitativo della scuola.

esplicitando la posizione che le acli-dopo ampio dibattito negli organi nazionali- hanno assunto in merito alle prossime elezioni per i distretti scolastici, bosio ha affermato che ""le acli-come forza educativa e sociale di ispirazione cristiana espressiva di valori e di interessi reali dei lavoratori e delle loro famiglie-non inten dono delegare a nessuno la rappresentanza di se stesse nella fase elettorale, nella quale si assegnano pertanto un preciso compito di

/0

iniziativa e di aggregazione.

cio' comporta un'azione coerente sia per scongiurare un urto la cerante tra schieramenti contrapposti, sia per escludere alle-anze con forze non democratiche, sia infine per evitare soluzioni falsa mente unitarie che contrabbandino liste di partito, rispetto alle qua li sarebbe riservata alle acli solo una funzione di copertura.

con queste premesse le acli hanno incoraggiato e valutano posi tivamente la scelta compiuta recentemente dalla federazione cgil-cisl-uil di dar vita a liste di ""genitori lavoratori"" ed annun ciano che si impegneranno a fondo per la costruzione di piattaforme e liste cosi' caratterizzate. lo faranno perche' cio' corrisponde al lo ro ruolo di organizzazione di lavoratori, testimoniando anche in que sta circostanza la loro volonta' di essere e di operare da ""cri stiani nel movimento operaio"". una indicazione che marca il caratte re prioritario di questo orientamento politico delle acli in direzio ne del polo di aggregazione sindacale e' stata data a tutte le uni ta' periferiche perche' si impegnino a rendere possibile nel piu' esteso numero di distretti l'attuazione di questa caratterizzazione dell'impegno delle acli nella scuola. dovra' anche essere compiuto uno sforzo per ricondurre sull'asse dei ""genitori-lavoratori"" e sempre sulla base di una precisa identificazione programmatica- quelle eventuali iniziative che fossero gia' state assunte per piu' ampi collegamenti con altre espressioni associative.

resta in ogni caso fermo il principio per cui, nelle valutazioni che in concreto avverranno a scala locale, le acli misureranno la possibilita' di collegamenti elettorali, con forze che si rico noscano in comuni valori ed aspirazioni, a partire dalla propria piattaforma di contenuti finalizzati alle esigenze concrete della gestione democratica della scuola"". //

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III - IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Corriere Canadese *di* Toronto *del* 2-11-72

# Congresso/Una maggiore presenza nella comunita'

di SERGIO TAGLIAVINI

TORONTO - Il Congresso degli Italo-Canadesi, distretto di Toronto, ha fatto la sua prima uscita pubblica con l'assemblea generale che si e' tenuta all'Italo-Canadian Club alla presenza di una cinquantina di persone, fra delegati e pubblico.

E' stato presentato il compendio di quasi un anno di lavoro che avrebbe potuto essere molto di piu' se non si volesse concedere qualche attenuante (valida solo, e naturalmente, per il tempo passato): l'impegno e il continuo sforzo di alcuni dei dirigenti del Congresso per portare a compimento il progetto della costruzione della case in Friuli, la ristrutturazione completa di un organismo ereditato da altri e che era piuttosto zoppicante, sia dal lato organizzativo che finanziario, la difficolta (non ancora superata) di trovare l'elemento umano che alla capacita' unisca la volonta', l'esperienza e abbia disponibilita' di tempo.

Solo quanto sopra giustifica, se non totalmente, il rapporto scarso di risultati presentato all'Assemblea generale. In effetti, con rare eccezioni, i vari comitati di lavoro . . . hanno lavorato a ritmo ridotto. Facciamo qualche esempio.

Il Congresso pubblica un bollettino mensile, ma cio' non e' sufficiente a giustificare mesi e mesi di lavoro del gruppo di pubbliche relazioni.

Il Gruppo Lavoro non ha preso finora nessuna iniziativa nel suo campo: e' stato annunciato che il sindacalista John Stefanini ne e' diventato recentemente il Chairman, questa dovrebbe essere una speranza per il futuro che faccia dimenticare il passato senza iniziative in un campo dove ci sarebbe moltissimo da fare per dare rilievo al Congresso nell'ambito della comunita'.

Sono stati preparati alcuni memorandum, presentati poi alle autorita' competenti, riguardo problemi diversi, ma tali memorandum non sono stati portati a conoscenza dell'opinione pubblica.

Qualcosa e' stato fatto per quanto riguarda l'insegnamento della lingua italiana nelle scuole della provincia. Si tratta di un argomento cosi' importante che necessita di un esame piu' approfondito in modo che il futuro dia risultati ancora piu' soddisfacenti di quelli del passato.

Con l'intervento del Centro Scuola e Cultura sono stati organizzati corsi in 110 scuole per un totale di circa 15,000 studenti. Una cifra che, se a prima vista puo' sembrare grossa, in realta' e' solamente una parte della popolazione scolastica italo-canadese esistente nel raggio d'azione del Congresso.

Tale risultato si e' ottenuto con il lavoro di pochi e si sarebbe potuto ottenere di piu' se la presenza del Congresso si fosse sentita immediatamente dopo l'annuncio del Ministro Wells. Cio' non e' avvenuto e, percio', molto che si sarebbe potuto fare non e' stato fatto e, lo si e' constatato pubblicamente, si e' lasciata l'iniziativa anche ed altri gruppi locali che hanno cosi' scavalcato il Congresso.

Nella sua presentazione di apertura il Presidente del Congresso di Toronto, Primo Di Luca, ha affermato che scopo del Congresso e' quello di essere portavoce della comunita' verso i vari governi, di svolgere un ruolo di coordinamento nell'ambito della comunita' e di fornire, anziche' una assistenza diretta, un'assistenza indiretta attraverso interventi politici.

A questo si dovrebbe aggiungere che compito del Congresso e' di far sentire la sua partecipazione diretta e attiva alla soluzione dei problemi comunitari, anche perche' solo cosi' puo' giustificare la sua esistenza.

Vediamone alcuni.

-- SCUOLA - Ricerca di una collaborazione con il Consolato Generale d'Italia a Toronto in modo che i corsi di italiano possano venire organizzati in tutta l'area di pertinenza del Congresso (e non solo limitatamente alla zona metropolitana) e con l'eliminazione di doppioni (vedi ACLI a Mississauga e altri) che fanno pagare tasse d'iscrizione presentando programmi che non hanno subito il vaglio della comunita' e degli altri organi provinciali. Collaborazione, naturalmente non vuole dire sottomissione, ma un tentativo di collaborare vi deve essere.

Se cio' poi non sara' possibile bisognera' dire, pubblicamente, perche' in modo che tutti sappiano.

SICUREZZA SUL LAVORO - Il Congresso, a differenza di altri organismi comunitari gode della presenza di elementi diversi, impegnati professionalmente dalle varie parti del mondo del lavoro: operai e imprenditori, sindacalisti e assistenti sociali. Si tratta percio' di avere il vantaggio di unire l'esperienze piu' diverse per poter giungere alla presentazione di documenti e di iniziative che racchiudono tali esperienze e che non siano invece l'espressione di una parte.

INFORTUNATI SUL LAVORO - Abbandonati a se stessi, non hanno ancora sentito la presenza del Congresso e sono spesso strumentalizzati per scopi diversi da quelli che sono gli interessi reali di questa categoria. Anche qui il Congresso, proprio per la sua particolare formazione potrebbe svolgere un encomiabile lavoro. Solo il Congresso potrebbe riuscire a riunire allo stesso tavolo tutte le parti interessate per una discussione franca, vuota di retorica, e alla ricerca di risultati.

Questi sono alcuni dei punti, i piu' urgenti, sui quali il Congresso dovrebbe rivolgere la sua attenzione nel prossimo futuro. Cio' facendo si porra' anche a un livello impossibile da raggiungere ad altri organismi gia' esistenti.

Durante l'assemblea si e' fatto il nome di gente nuova, persone conosciute come Stefanini o Muzzo, se necessita se ne potranno anche trovare altri, ma prima devono essere ben chiari gli obiettivi e vi deve essere la determinazione di volerli raggiungere. E non e' impossibile.

A differenza di altre assemblee alle quali abbiamo assistito, quella del Congresso e' stata ordinata, svelta, moderna: domande ridotte all'osso, risposte precise ridotte all'osso con risposte precise senza molte parole.

Anche questo e' un risultato positivo che fa sperare in un futuro piu' denso di risultati.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Ag. AISE *di* Roma *del* 2-11-72

aise- sara' unaugurato il 7 novembre a zurigo il primo consultorio per le donne in emigrazione, promosso dalla commissione femminile del la fclis.

zurigo (aise)- e' stata annunciata per il 7 novembre prossimo l'in ugurazione ufficiale del primo consultorio per le donne in emigra zione di zurigo. l'iniziativa, portata avanti dalla commissione femmi nile della federazione delle colonie libere italiane, si e' valsa dell'appoggio dell'istituto di sociologia dell'universita' di zurigo il consultorio avra' lo scopo di alleviare le non poche difficolta' di fronte alle quali la donna emigrata si trov a quotidianamente e sara', inoltre, l'unico luogo in svizzera dove le donne emigrate potranno ottenere informazioni di ogni genere per quanto riguarda la salute, la formazione professionale, il lavoro, i problemi assicu rativi e quelli giuridici. a questo scopo il consultorio assicure ra' un'ampia scelta di esperti attraverso una cartoteca di medici, le gali,sindacalisti ed assistenti sociali. a portare avanti materialmen te il consultorio vi sara' un gruppo di donne addestrate a cogliere con rapidita' il centro del problema delle donne emigrate a indirizzarle ai canali piu' idonei per la soluzione dei problemi. il consultorio ha iniziato la propria attivita' pratica in questi giorni.(aise)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Ag AISE *di* Roma *del* 2-11-77

aise- domani chiusi i consolati in svizzera per uno sciopero indetto dalle organizzazioni sindacali del ministero degli esteri.

berna (aise)- in seguito alle rivendicazioni in materia di riforma delle strutture del ministero degli affari esteri, rivendicazioni che a parere dei sindacati sarebbero state eluse , le tre organizzazioni sindacali che riuniscono i dipendenti del mae in svizzera, cgil-cisl-uil hanno deciso di proclamare per domani 3 novembre 24 ore di sciopero. la decisione e' stata resa nota con il seguente comunicato:

"ancora una volta il governo ha risposto no alla riforma della pubblica amministrazione , lo sforzo delle federazioni sindacali del pubblico impiego per raggiungere un accordo e' stato frustato dalla mancanza di una chiara politica riformatrice del governo. la federazione unitaria lavoratori statali ha indetto pertanto, per il giorno 3 novembre , uno sciopero di 24 ore." cgil-cisl-uil-mae.

allo sciopero aderiranno con astensione completa dal lavoro i dipendenti delle rappresentanze consolari e diplomatiche in svizzera i sindacati confederali del mae hanno invitato le forze politiche e sociali dell'emigrazione alla mobilitazione per sostenere lo sciopero. (aise)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Ag. AISE di Roma del 2-11-77

aise- sara' firmato da andreotti ad ottawa l'accordo raggiunto con il canada per la sicurezza sociale degli emigrati.

roma (aise)- ad ottawa si e' conclusa la trattativa tra l'italia e canada sui problemi inerenti della sicurezza sociale ed e' stato raggiunto un accordo sulla materia che sara' definitivamente firmato dal presidente del consiglio on. andreotti in occasione della sua prossima visita di stato in canada.

la conclusione di questo importante accordo e' il risultato di una intensa azione diplomatica svolta a roma ed a ottawa e che ha visto impegnati per parte italiana esperti della farnesina e del l'inps e per parte canadese esperti degli analoghi istituti.

l'on. foschi all'atto della conclusione dell'accordo di sicu rezza sociale che deriva dall'azione da lui iniziata per parte ita liana, unitamente al ministro marc lalonde per parte canadese,, ha espresso viva soddisfazione sottolineando l'importanza politica e pra tica di detto accordo ed i concreti benefici che ne derivano per i nostri emigranti. ''quello che conta- ha sottolineato l'on. fo schi nella circostanza- e' la politica dei fatti; gli accordi di si curezza sociale sono una costante di questa politica tenacemente per seguita dal governo italiano con tangibili risultati''.

le trattative con il canada sui problemi dell'emigrazione prose giuranno ora su altri filoni che sono rispettivamente quello degli accordi amministrativi e quello relativo ad una accordo culturale, tema questo particolarmente sentito nell'attuale situazione del ca nada e di cui ha fatto apprezzato riferimento l'on. carletto cac cia ed ai senatori italo-canadesi rizzuto e bosa per l'attenzione ed il prezioso contributo fornito alla soluzione dei problemi del la collettivita' italiana in canada. l'on. foschi sara' assai presto nuovamente in canada per proseguire e concludere la trattativa con il governo di quel paese sull'accordo amministrativo e su quello culturale. (aise)-

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Popolo *di* Roma *del* 2-11-77

*Conferenza dibattito sulla Comunità di Petrilli e Spinelli*

# Solo un forte movimento popolare farà raggiungere l'unità dell'Europa

Per il presidente dell'IRI la costruzione comunitaria non va lasciata ai diplomatici, ma portata avanti dagli elettori e dai futuri parlamentari — Per il deputato comunista le divisioni sul progetto Cee passano negli stessi partiti, ma la sua interpretazione del fenomeno è fuorviante

Gli europeisti sono alla ricerca di idee e di progetti politici capaci di galvanizzare le masse popolari della Comunità e di far compiere un salto qualitativo al processo di costruzione dell'Europa. Sinora non si può dire che tale proposito sia stato coronato da successo. Il tema dell'unità europea comincia a trovare larga diffusione nell'opinione pubblica, le iniziative si moltiplicano, organismi che si ispirano all'Europa organizzano conferenze e dibattiti, i parlamentari europei di molti paesi della Comunità cercano il contatto con i giovani e i cittadini europei, la stampa ogni giorno di più tratta problemi comunitari (il nostro giornale è stato il primo in Europa a dedicare una rubrica quotidiana alla Comunità), ma il movimento europeo non è ancora diventato un movimento di massa. Saranno le elezioni europee del prossimo anno a determinare la svolta? C'è da augurarselo.

In questi giorni a Roma, all'insegna dello slogan: Roma per l'Europa, il Movimento federalista europeo ha organizzato una serie di manifestazioni per coinvolgere sempre più l'opinione pubblica nel dibattito sull'Europa, praticamente aprendo la campagna elettorale per la consultazione a suffragio diretto del prossimo anno. Ieri, nel quadro di tali manifestazioni, a palazzo Valentini hanno parlato sul tema «L'Europa per che fare» il prof. Petrilli, presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo, e l'on. Spinelli, presidente del gruppo indipendenti di sinistra della Camera, ed ex commissario della Comunità, eletto nelle liste del PCI. Presiedeva il presidente dell'Amministrazione provinciale, dr. Mancini. Quali le posizioni dei due autorevoli europeisti?

Convergenze su molti aspetti della problematica europea, divergenze su altre, risalenti alla ben diversa ispirazione che anima democratici cristiani e comunisti italiani nel portare avanti il progetto Europa unita. Ha detto Petrilli: la questione europea non è una questione da lasciare ai diplomatici. E Spinelli: l'Europa va fatta dai rappresentanti eletti dei popoli di Europa e non dai ministeri degli esteri. Nelle sottili differenze di queste due affermazioni c'è un sostanziale diverso modo di concepire la costruzione e il futuro dell'Europa.

Per Petrilli è centrale il problema dei contenuti politici da dare alla campagna per le elezioni europee. L'attuale struttura delle istituzioni europee non consente di sperare molto nel superamento delle non poche difficoltà che frenano l'edificazione della Comunità sul piano politico ed economico. Il Parlamento europeo ha scarsissimi poteri e l'incidenza della sua pur impegnata battaglia assembleare non lascia ancora segni duraturi nell'opinione pubblica e, soprattutto, nelle volontà dei singoli governi della Comunità dei nove. Si deve, dunque, partire dal rinnovamento del Parlamento per puntare dapprima al potenziamento dei suoi poteri e poi alla trasformazione dell'esecutivo europeo in un vero e proprio governo, sia pure inteso in senso federalista. Ma perché il futuro Parlamento possa diventare l'istituzione di rottura rispetto al passato, l'organismo capace di far compiere alla costruzione europea una svolta storica è necessario che i futuri deputati abbiano un mandato preciso da parte degli elettori. Di qui l'estrema importanza e dei programmi dei singoli partiti e dell'impegno europeista dei singoli candidati.

E trattando dei programmi, Petrilli ha detto che l'impegno politico dei candidati deve qualificarsi disegnando precisi progetti di natura economica. Politica economica unitaria fondata sull'Unione economica e monetaria che porti un'«unica bilancia dei pagamenti per uscire dalle attuali limitazioni imposte dalle diverse politiche nazionali e dai diversi tassi di sviluppo; trasferimento dei redditi dalle regioni ricche alle regioni povere con uno sforzo che rompa definitivamente gli steccati nazionali; politica estera comune intesa a fare dell'Europa una vera entità politica capace di interloquire da pari a pari con gli Stati Uniti e con l'Unione Sovietica.

Anche Spinelli ha annesso grande importanza al problema di far uscire il dibattito sull'Europa dagli schemi politici e istituzionali attuali per trasferirlo in movimento di massa. Ma per Spinelli ciò che divide coloro che sono convinti europeisti da coloro che ostacolano la costruzione della Comunità non sembra tanto l'elemento nazionalista, quanto lo spartiacque tra reazionari e progressisti. Il che, per la verità, è troppo semplicistico e, per certi aspetti, fuorviante. Gli elettori che andranno alle urne il prossimo anno, ha detto Spinelli, non avranno tanto di fronte partiti diversi con programmi diversi, quanto due schieramenti di coloro che vogliono veramente l'Europa e coloro che non la vogliono, di coloro che si impegnano per una riforma fondata sulla partecipazione popolare alla politica comune e coloro che si battono per il mantenimento delle attuali strutture dell'istituzione europea.

Indubbiamente esistono differenze notevoli all'interno degli stessi partiti europei sul futuro della Comunità. Il discorso non va certo per i democristiani italiani e, in genere, per quelli europei. Vale per i socialisti, i gollisti, i conservatori, i laburisti e per gli stessi partiti comunisti. Ma se l'Europa cui pensa Spinelli è l'Europa del progresso contro l'Europa dei reazionari si enuclea già il carattere strumentale e classista della tardiva vocazione europea dei comunisti italiani (anche se non di Spinelli). E quando Spinelli, parlando dell'indipendenza dell'Europa anche in materia di politica estera, agli stessi fini dell'accelerazione del processo di integrazione dell'Europa, taccia di imperialismo gli Stati Uniti nei confronti dell'Europa comunitaria, dimentica stranamente quale ben altra seria minaccia all'indipendenza dell'Europa venga dall'Unione Sovietica, veicoli singoli partiti comunisti europei e singoli dirigenti comunisti all'interno di uno stesso partito. Perciò all'Europa dei comunisti neo-europeisti preferiamo l'Europa dei democristiani, dei socialisti e delle altre forze democratiche, anche se apprezziamo lo sforzo di quei comunisti che pensano ad una Europa autenticamente indipendente.

Luca LAURIOLA

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Giorno *di* Milano *del* 2.11.77

In vista delle elezioni del '78

# Dibattito a Roma sulla Nuova Europa

## Interventi di Petrilli e di Spinelli

**dalla nostra redazione**

ROMA, 1 novembre

Gli europeisti sono ormai in maggioranza in quasi tutto il continente, ma in vista delle elezioni del Parlamento di Strasburgo a suffragio universale l'interrogativo è: «Quale Europa?». Sulla crociata istituzionale, verso l'unità politica, della Comunità Europea sono d'accordo tutti i partiti, ma la campagna elettorale europea farà in modo che si confrontino visioni diverse sui «contenuti», sui contrastanti modelli di Europa unita. Su questa constatazione hanno concordato, con diverse sfumature, in un dibattito organizzato nel quadro delle dieci giornate «Elezioni 1978», Giuseppe Petrilli, presidente dell'IRI e della sezione italiana del Movimento europeo, e Altiero Spinelli, deputato europeo e presidente del gruppo della sinistra indipendente alla Camera.

Secondo Spinelli, è essenziale che gli elettori scelgano candidati impegnati per una riforma fondata sulla partecipazione popolare, sulla creazione di organi decisionali europei e che «tolga al Consiglio quei poteri che si è arrogato e che non sa esercitare». La linea divisoria tra le diverse concezioni non coincide con i confini tra i partiti ma attraverso i partiti passa una «forte differenza tra quanti si pongono l'obiettivo di una radicale trasformazione istituzionale e coloro invece che tendono a conservare nelle loro funzioni gli attuali organismi».

Petrilli ha insistito sulla necessità che l'Europa acquisti una precisa identità dopo essere stata «un contenitore buono per tutti gli usi». La distinzione tra sostenitori e avversari di questa più chiara fisionomia europea, di questo passaggio dalle forme ai contenuti, è più decisiva delle contrapposizioni che vi saranno tra i partiti. Gli elettori, ha continuato Petrilli, dovranno esserne consapevoli, come pure del fatto che «l'Europa unita è ormai condizione per risolvere gli stessi problemi nazionali».

Il presidente dell'IRI ha anche sostenuto la necessità di una «politica economica unitaria, con un'unica bilancia dei pagamenti, col trasferimento dei redditi all'interno dell'area integrata e, soprattutto, con una politica globale che indirizzi i capitali verso le zone più ricche di manodopera». Anche l'ingresso nella CEE di paesi ad agricoltura concorrenziale con la nostra rende ancora più necessaria, secondo Petrilli, una visione politica ed economica unitaria.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Avvenire *di* Milano *del* 2.11.77

UN DIBATTITO ALLA PROVINCIA DI ROMA

# *Europeisti a confronto*

## Petrilli e Spinelli sulle future istituzioni

ROMA, 1 novembre

I cittadini europei che nel prossimo giugno (salvo imprevisti) andranno alle urne nei nove paesi della CEE, per eleggere il primo parlamento europeo espresso dal popolo, non avranno tanto di fronte partiti diversi con programmi diversi, quanto due schieramenti che passano attraverso i partiti: coloro che vogliono veramente l'Europa e coloro che non la vogliono.

E' l'opinione espressa, sia pure con sfumature diverse, da due noti europeisti, il presidente dell'IRI e della sezione italiana del movimento europeo, Giuseppe Petrilli, e il presidente del gruppo della sinistra indipendente alla Camera dei Deputati, Altiero Spinelli, ex commissario della CEE eletto deputato nelle liste del PCI, in un dibattito svoltosi nella sede dell'amministrazione provinciale di Roma. Il dibattito, introdotto dal presidente della Provincia Lamberto Mancini, si inserisce nelle manifestazioni «e 1978 Roma per l'Europa» che segnano in pratica l'inizio della campagna elettorale per il parlamento europeo nel nostro Paese.

Sinora però, ha detto Petrilli, si è puntato solo sulle «forme» istituzionali dell'unificazione europea e se ne sono trascurati i contenuti politici. Tutti hanno potuto richiamarsi all'obiettivo dell'integrazione europea facendone un «contenitore buono per tutti gli usi». La necessità di rivolgersi agli elettori nella prossima primavera renderà necessario per i partiti qualificarsi sui programmi, rendere espliciti i «contenuti» che si vogliono dare all'Europa.

Spinelli è stato ancora più esplicito: tutti i partiti europei, salvo sparute eccezioni, si presenteranno agli elettori come fautori dell'Europa e in realtà gli europeisti sono ormai maggioranza in tutti i Paesi e in tutti gli schieramenti politici.

Sia Petrilli che Spinelli sono stati netti su due punti: il primo è che è oggi necessaria una «moneta unica europea», o meglio una politica economica unica della comunità, se non si vuole perdere anche il poco di integrazione economica raggiunto; il secondo è che il parlamento europeo dovrà essere la «costituente europea» e decidere esso le riforme e i tempi dell'unione europea».

GIOVANI SENZA LAVORO E INFLAZIONE: I MALI ITALIANI ARRIVANO ANCHE IN SVEZIA

# Un gelido autunno sul Nord Europa

## A colloquio con il sottosegretario al Lavoro di Stoccolma - I Paesi scandinavi: un «paradiso perduto»

Il vento della recessione mondiale ha preso a soffiare con forza sulle remote terre del Nord, mettendo a dura prova anche la solida democrazia svedese. A poco più di un anno dal passaggio all'opposizione dei socialdemocratici di Olof Palme, il paradiso economico e sociale dell'Europa è profondamente scosso da fenomeni sinora sconosciuti o quasi: disoccupazione, inflazione, prezzi galoppanti. E' la fine del modello svedese prosperato per circa mezzo secolo sull'armonica collaborazione - competizione tra imprese private, centrale sindacale unica e governo?

Lo chiedo a Gunnar Soeder, sottosegretario di Stato all'Industria nel governo «borghese» di Stoccolma formato da una coalizione di conservatori, centristi, liberali. Soeder, che è sposato con la signora Karin, ministro del Lavoro, è un economista cresciuto all'ombra dei grandi potentati dell'industria cartaria svedese; un indipendente centrista dall'aria professorale che ama partir da lontano per evitare le insidie del discorso senza per questo sfuggire alle domande.

**— Preciso la domanda: in Svezia per la prima volta si assiste a un'ondata di protesta contro i licenziamenti. Che cosa c'è dietro questo fenomeno? Come spiega i 260 mila disoccupati su una popolazione di 7,9 milioni di persone? E' la fine di un modello di stabilità politica oppure è una crisi destinata ad essere presto superata?**

«Non credo che la Svezia sia stata mai un paradiso. Oggi abbiamo difficoltà soprattutto nel campo delle materie prime, nell'industria siderurgica, nella cantieristica. Ritengo che non si tratti di una normale recessione ma di un fatto che ha carattere mondiale. Quanto alla disoccupazione non credo che in Svezia sia particolarmente alta. Essa rappresenta meno del due per cento della popolazione attiva».

### Inflazione

**— La percentuale sale quando si prenda però come parametro l'intera popolazione o anche quando si voglia considerare quella che comunemente viene definita la disoccupazione nascosta.**

«E' vero. Sono numerose le persone che oggi seguono le scuole di formazione professionale per poter restare nelle aziende dove hanno già lavorato o per avere la possibilità di essere riciclate e occupate altrove. Lo Stato e le amministrazioni locali organizzano in continuazione lavori pubblici che servono in parte a evitare i licenziamenti».

**— Nell'ultimo anno le industrie svedesi hanno cancellato dai loro programmi qualcosa come 40 mila nuovi posti di lavoro: che cosa vuol dire tutto questo per il mercato del lavoro in generale e in particolare per i giovani in cerca di prima occupazione?**

«Le ripercussioni più gravi si hanno su quella fascia numerosa di giovani tra i 18 e i 25 anni senza alcuna formazione professionale. Quando questi giovani vengono occupati per pochi mesi il governo versa alle aziende un contributo di dieci corone all'ora, pari al 25 per cento del costo orario del lavoro».

**— E' vero che nonostante una politica di austerità il numero delle assunzioni nella pubblica amministrazione è in preoccupante aumento? Il governo di Stoccolma non teme che ciò possa provocare un processo di mediterraneizzazione?**

«Il rischio esiste. Dovremo fare di tutto per limitare il fenomeno che dipende in gran parte dal fatto che in Svezia siamo sottoposti a un forte flusso di immigrazione, mentre sono poche le persone che lasciano il Paese. Nel conto ci sono anche i profughi ai quali la Svezia ha sempre dato asilo politico, nonostante il loro numero sia in fase decrescente rispetto alla prima metà degli Anni Settanta».

**— L'inflazione, che l'anno scorso aveva raggiunto punte del 9-10 per cento, ha raggiunto adesso il 14-15 per cento: non crede che sia questo un segnale preoccupante di fronte al quale trovano giustificazione le proteste delle massaie per il costante aumento dei prezzi?**

«Se si considera che vi sono state alterazioni nel sistema di tassazione l'aumento dei prezzi è inevitabile. D'altro canto i singoli cittadini, in conseguenza dell'alleggerimento della tassazione, hanno più danaro in tasca. Quanto alla protesta delle massaie c'è stata anche prima del '74-'75 nella zona di Stoccolma».

### Consenso

**— Questo clima di instabilità economica, a suo giudizio, è la causa dell'assenteismo e della disaffezione al lavoro, due fenomeni che fino a qualche anno fa sembravano del tutto estranei a un paese come la Svezia?**

«Non ho cifre sotto mano. Le posso dire che questi problemi si ripropongono purtroppo ogni qualvolta sono in discussione rinnovi contrattuali. Anche se devo ammettere che negli ultimi tempi il fenomeno ha assunto dimensioni sempre più vaste».

**— Che cosa ne pensa dell'idea di Olof Palme secondo cui i guai attuali della Svezia sono imputabili al perdurare della crisi mondiale aggravato dagli errori e dalle scelte sbagliate del nuovo governo?**

«Sarei molto sorpreso se Palme sostenesse il contrario».

**— Come giudica il piano proposto dal teorico della centrale sindacale Lo, professor Rudolf Meidner? (Questo piano prevede un versamento annuo di parte dei profitti aziendali ai lavoratori, destinato a costituire un fondo bloccato composto di azioni della società stessa, e quindi la possibilità col tempo di una sempre maggiore presenza operaia nei consigli di amministrazione).**

«C'è una grossa maggioranza politica favorevole a questo disegno. Per quanto mi riguarda e credo anche per quanto riguarda i partiti oggi al governo ritengo sia una impostazione inaccettabile. Del resto si tratta di un progetto che trova consensi soprattutto tra i socialisti».

**— Crede che l'attuale coalizione di governo resisterà alla crisi e quindi alla prossima prova elettorale?**

«Le opinioni variano col passare dei mesi. Nell'autunno del '76 le avrei risposto di no, ma l'indagine condotta nell'agosto scorso dimostra che la situazione è cambiata anche se non a tal punto da far pensare alle cifre conquistate con l'ultima prova elettorale. In Svezia vi sono sovente alti e bassi e basta una piccola variazione per modificare l'assetto politico».

**Salvatore Tropea**

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale La Voce del Popolo di Torino del 2-11-77
Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Avanti *di* Roma *del* 3-11-77

*Emarginazione e disoccupazione giovanili colpiscono la RFT nonostante l'opulenza*

# La "locomotiva d'Europa" può fermarsi

(Nostro servizio)

*Di ritorno dalla RFT* — Anche la « locomotiva d'Europa » conosce il cancro dell'emarginazione giovanile: su un milione di disoccupati tedeschi, i giovani sono circa duecentomila, e di questi 90 mila al di sotto dei 20 anni. Sembrano cifre destinate a crescere, come è stato negli ultimi mesi, e già ora superano la media nazionale del tasso di disoccupazione. Qui Gunther Grass ha indicato più volte (l'ultima a Milano, giorni fa) la potenziale massa di manovra per avventure politiche dai contorni ambigui.

La Germania dà oggi l'impressione di camminare sull'orlo di un vulcano. Ma per interpretare correttamente gli sconvolgenti fenomeni che ne solcano la superfie è importante conoscere e analizzare il *background* della sua società, soprattutto il mondo giovanile, che anche in RFT costituisce il grosso di un esercito di emarginati.

L'impegno per l'occupazione giovanile, ci dice il dirigente degli *Jungsozialisten* Rudolf Hartung, è portato avanti con difficoltà dagli Jusos e dal sindacato, perché insieme allo scontro con il padronato comporta un confronto con gli indirizzi prevalenti della politica economica del governo. Le attuali, inadeguate leggi di protezione del lavoro giovanile sono boicottate dall'industria, che mentre presenta ricorso alla Corte Costituzionale contro la cogestione, cerca allo stesso tempo di ottenere la loro abrogazione. Di fronte a ciò, la coalizione SPD-FDP si è limitata a sperare nella « buona volontà » degli imprenditori per l'auspicata creazione di corsi di apprendistato a spese delle aziende.

Diversamente dalle situazioni italiana e francese, l'inadeguatezza del mercato del lavoro coesiste con un sistema scolastico ancora oggi basato sulla selezione più severa ed élitista; ostile a ogni riforma, la CDU-CSU ha buon gioco nell'accusare l'università di essere ormai « in mano alla sovversione » (cioè ad assistenti e professori usciti dalle lotte studentesche del '68). Ma eccezion fatta per pochi atenei liberi, ai gradini più elevati del sistema d'istruzione della RFT vige un rigido numero chiuso. Parzialmente estromesso dai contenuti didattici, l'autoritarismo permea le strutture gerarchiche dell'università, dove i figli di operai sono solo il 5 per cento degli iscritti. E in più, oltre a « filtrare » i diplomati con liste nere mutuate dai provvedimenti che vietano il pubblico impiego agli « estremisti », molte industrie scaricano le difficoltà economiche sui giovani provvisti di titoli di studio inferiori, che insieme agli immigrati ingrossano le file dei lavoratori meno qualificati.

Qui, aggiungono i nostri interlocutori Jusos, la sinistra sconta le « prudenze » cui la SPD ha voluto attenersi: la convinzione che la libertà di manovra garantita alle industrie garantisse meglio lo sviluppo e l'occupazione non ha tenuto conto della ristrutturazione di un agguerrito capitale monopolistico, che investe all'estero e costringe inevitabilmente alla chiusura le industrie minori, che più facilmente impiegavano i giovani tedeschi, dato che le più grandi aziende preferiscono assumere a termine lavoratori stranieri.

Le conseguenze politiche sono pesanti: si è creduto che la « reformpolitik » avviata da Brandt potesse accordarsi, senza rischio di reversibilità, con la « marktwirtschaft » (economia di to sopra il tema di lotta ». scrupolo di mostrare la legalità alle istituzioni — si è tralasciata la mobilitazione di massa. Ora che la scarsa flessibilità dei soggetti politici coincide con le difficoltà della ristrutturazione economica, la socialdemocrazia paga per la prima nella misura in cui i suoi possibili aderenti fanno le spese della seconda. Tra i giovani soprattutto, la tendenza alla spoliticizzazione si fa strada in modo preoccupante in un paese dalle tradizioni democratiche storicamente deboli, anche se, contrariamente a quanto si può credere all'estero, l'estrema destra non si mostra in grado di raccoglierne i frutti: neanche in queste difficili settimane i neonazisti della NPD sembrano essersi rafforzati.

Si può trattare piuttosto di una risposta opportunistica alle difficoltà di cui abbiamo parlato, oppure, come suggerisce Heidi Marie Wieczorek, che tra gli Jusos è stata uno degli esponenti più autorevoli e più ascoltati dalla sinistra del partito, di una reazione morale alla disillusione offerta dal quadro politico, al senso di frustrazione e di protesta senza sbocco. Così, quando non agisce la radicalizzazione delle scelte politiche, prende il suo posto una forte spinta al « ritorno alla privatizzazione » della vita, la ricerca di momenti individualistici un tempo abbandonati: si viaggia in Olanda e Danimarca, che sono ritenuti paesi più aperti.

In quale misura gli errori e le oscillazioni imputati agli Jusos hanno contribuito a determinare la situazione presente? « I nostri errori hanno avuto la loro parte », ammette la Wieczorek. « Abbiamo facilmente cavalcato la tigre del movimento studentesco, ma con il riflusso delle lotte giovanili non ci siamo adattati alla nuova situazione, non abbiamo preso atto appieno del mutamento ». Tra il 1972 e il '74, in effetti, gli Jusos hanno de-

(2)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

dicato attenzione a iniziative generiche di solidarietà sociale, quando non hanno coltivato la pericolosa illusione del lavoro a sinistra dall'esterno rispetto al partito, illusione di cui la crisi sfociata nella sospensione di Klaus Uwe Benneter ha costituito uno sbocco. Ma anche queste serie insufficienze sono parte del quadro generale, della mancanza di prospettive e ancor più, del diffuso senso di impotenza a influenzare la strategia governativa.

L'attivismo dei movimenti di « Bürgerinitiative » (Iniziativa dei cittadini) che radunano 300 mila militanti, è indice della serietà dei problemi. Fornendo l'apporto sostanziale alla campagna contro la costruzione delle centrali nucleari, la Bürgerinitiative è riuscita a ritardare il più ambizioso programma energetico europeo, e ha dimostrato così di essere l'unica forza capace di mobilitare con successo vaste masse su scala nazionale.

La più recente delle dimostrazioni, contro il cantiere della centrale atomica di Kalkar, si è svolta pacificamente con la partecipazione di almeno 150 mila persone. Con il movimento, i cui fini non si possono dire perfettamente chiari, collaborano molti giovani socialisti ed esponenti della sinistra del partito, come Eppler; « ma anche in questo caso », dice Hartung, « gli Jusos come organizzazione hanno dormito sopra al tema di lotta ».

Per la sinistra un'adesione, seppur critica, al movimento, è complicata dall'opposizione del sindacato, che conviene con il governo sulla scelta nucleare e teme minacce all'occupazione, per la verità già concretizzatesi in alcune fabbriche impegnate a lavorare per il programma nucleare, in seguito al ritardo che esso sta subendo

Sembra per ora accantonata, anche perché preoccupava troppo e troppi, l'ipotesi della creazione di un nuovo partito, sul modello degli ecologisti francesi, che qui avrebbe un impatto altamente destabilizzante inserendo un nuovo centro di polarizzazione politica soprattutto a spese delle forze progressiste. Ma la controversia sul programma nucleare, quindi sul giudizio da formulare rispetto alla bürgerinitiative, passa all'interno dei tre maggiori partiti. Saranno il dibattito al congresso della SPD di novembre, e più tardi le manifestazioni antinucleari già preannunciate per la prossima primavera, a dire fino a che punto questo tipo di iniziative di base saranno le sole possibili, quindi anche in quale misura la sinistra saprà raccogliere la forza necessaria per superare le sue attuali carenze, e passare al contrattacco contro l'offensiva che oggi le forze moderate portano al futuro della « seconda repubblica tedesca ».

**Andrea Tarquini**

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del *2-11-1977*

## Gli ultimi giovani di un paese d'Abruzzo stanno per emigrare

# Hanno il diploma ma una sola scelta, l'Olanda

Nostro servizio

FONTECCHIO (L'Aquila) — E' questo un piccolo comune, nella stretta valle dell'Aterno. Qui l'emigrazione non fa notizia. Si parte da sempre: nel solo dopoguerra la popolazione si è ridotta di due terzi: le miniere del Belgio negli anni Cinquanta e, più recentemente, la Francia, la Germania, il Canada.

A Fontecchio i quarantenni, i trentenni sono pochi: i più «fortunati» stanno a Roma o in qualche città del nord e tornano in periodi come questo, i «morti», il Natale, la Pasqua. Insieme alle donne, ai vecchi, ci sono però parecchi giovani, ragazzi che sono andati a scuola o muratori: fa «notizia» dunque il fatto che una cinquantina di essi abbiano deciso — si dice — di partire per l'Olanda, il 4 novembre prossimo.

«Da Fontecchio in Olanda? A me non risulta, si informi meglio». La donna che interpelliamo all'ingresso del paese è incredula. Più in centro, davanti ai due bar, ci sono dei ragazzi: «Guardi che qui da Fontecchio non parte nessuno. Sono di Villa Sant'Angelo, Ripafagnano, Goriano Valle, paesi più infelici del nostro». I giovani con i quali parliamo sono diplomati, ma spesso lavorano a cottimo come muratori per le due imprese del posto. Si avvicina un uomo anziano: «Forse quelli che partono non sanno — dice — che all'estero non sei mai libero come al tuo paese. Speriamo che sia vero quello che si dice...».

Ma che cos'è che si dice, esattamente? Che i giovani che vanno in Olanda saranno pagati più di un milione al mese; che lavoreranno 50 ore settimanali ed avranno il contratto per un anno; che saranno impegnati alla costruzione di una città dove abiteranno 300 mila abitanti; che si può tornare anche prima ma pagandosi le spese di ritorno. E chi sono quelli che partono? Sono ex-allievi del centro di formazione professionale (oltre al corso per muratori, corsi per termoidraulici e stenodattilografe) diretto dal parroco del paese, don Emidio Di Pasquale, personaggio dinamico e a quanto pare un po' discusso («Forse — dice un giovane — le iniziative che prende sarebbero anche buone, ma a molti di noi sembra che la maniera in cui sono gestite è sbagliata»).

Oltre al centro di formazione professionale, don Emidio gestisce una casa di riposo («Casa Serena» per genitori di figli emigrati), e, ammessi alla casa per anziani, un istituto per ragazzi: larghe costruzioni all'immediata periferia del paese. Una cinquantina, in media, gli anziani ricoverati; altrettanti, più o meno, sia i ragazzi dell'istituto che gli allievi del centro. Nello spopolamento progressivo del paese — da 1.500 a poche centinaia di abitanti — le iniziative «assistenziali» della parrocchia diventano un'alternativa al lavoro che non c'è e a tutto quello che manca: qualcuno dice che nel «centro» il diploma di scuola media si prende con maggiore facilità che alla scuola statale; che negli appalti per opere pubbliche gestiti dalla parrocchia di Santa Maria della Pace, vengono utilizzati anziani della casa di riposo e ragazzi dell'istituto.

A Fontecchio, come in altri paesi di questa zona degradata, finita la pastorizia la disgregazione ha smembrato le famiglie, ha perfino diviso la gente nella caccia a piccoli vantaggi: qualche posto alla Fiat di Sulmona, qualche ragazza alla SIT-Siemens dell'Aquila sono state le uniche possibilità di lavoro e solo negli ultimi anni. «Quei pochi posti che si creano alla casa di riposo, al centro, all'istituto — dice un giovane — 'legano' intere famiglie, costituiscono fino a pochi anni fa in questo paese nessuno si opponeva a un clima di favoritismi e di discriminazione».

Recentemente sono tornati — pensionati anzitempo per silicosi — gruppi di lavoratori dalle miniere del Belgio, mentre i giovani che sono andati a scuola si sono dati da fare, hanno creato il circolo culturale «Salvador Allende» e aperto una piccola sezione del PCI; qualcosa si è mosso nel paese. Hanno molte idee, hanno partecipato con passione alle ultime elezioni, la lista di sinistra ha ottenuto solo tre voti in meno rispetto a quella della DC: 180 contro 183. C'è oggi una maggiore consapevolezza tra la gente, pur se la condizione generale di degradazione e di abbandono determina qualche scoramento. Ciò che non è cambiato, a Fontecchio, è l'assenza di iniziative pubbliche: «Don Emidio — dice un giovane — gestisce i corsi Cracis, organizza la colonia estiva, è sua l'unica sala agibile del paese dove si danno film della "San Paolo" alla domenica a 400 lire».

Un clima pesante, non c'è dubbio. Ed è a questo clima che i giovani cercano di sfuggire. Si avvicina un ragazzo che parte per l'Olanda, ha diciotto anni: «Ci vado per fare un'esperienza — dice a voce bassa —, si vedrà».

Sono ragazzi molto giovani, come Mario, che ha frequentato il centro di formazione professionale e ci ha preso anche la licenza media: non hanno firmato nessun contratto, hanno solo dato il nome quando sono venuti i padroni olandesi, pochi giorni fa. Ma quell'incontro, come dice uno che aveva pensato di partire e poi ci ha rinunciato, «mi ha reso perplesso: hanno detto che la vita in Olanda costa molto, che l'orario di lavoro è pesante, che si lavorerà con il sistema della catena di montaggio...».

Con questi giovani in procinto di partire trascorriamo così il pomeriggio. Dalla curva fuori del centro abitato si vede tutto il paese, col vecchio centro medioevale («Non si potrebbe — dice un giovane — valorizzare quei ruderi per il turismo?»), infatti le torre dei baroni Corvi, la chiesa di San Francesco, vecchie casette basse; la parte nuova del paese, con le case rinnovate, ampliate o ridipinte dagli emigrati tornati di recente: la larga canonica bianca, nuova, a fianco della chiesa di S. Maria della Pace («Don Emidio non c'è, è andato all'Aquila»). Passa un'autoambulanza, qualche vecchio della casa di riposo va all'ospedale: «E' il nostro autobus di linea», dice con amara ironia un ragazzo.

**Nadia Tarantini**

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Corriere della Sera *di* Milano *del* 2-11-1977

UNA SCONFITTA MASCHERATA DA VITTORIA, DICE IL MINISTRO DEL TESORO INGLESE

# La sterlina «pesante» minaccia di aumentare la disoccupazione

## La manovra considerata puramente speculativa - Pessimisti i sindacati e la confederazione dell'industria - Timori per ulteriori squilibri nella bilancia commerciale già dissestata

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

LONDRA — Paul Samuelson, come la Bibbia, aveva dunque ragione. Il profeta ufficiale dei monetaristi, con la paradossale rivalutazione involontaria della sterlina, ha visto confermare un'altra volta la sua tesi. La politica monetaria, considerata estinta e «reazionaria» nel momento culminante della popolarità keynesiana, è invece vivissima e in grado di condizionare i governi, compresi quelli che proclamano di ispirarsi al socialismo: soprattutto se, come nel caso della Gran Bretagna, hanno alle spalle un'economia fragile e cronicamente squilibrata.

L'Inghilterra si è inchinata di nuovo alla maestà dei movimenti internazionali di capitale, anche se in una direzione opposta a quella consueta. Anziché svalutare la propria moneta, questa volta l'ha dovuta rivalutare lasciandola in balia delle pressioni speculative al rialzo. Con ciò ha implicitamente sconfessato l'impegno preso con la lettera di intenti al Fondo monetario internazionale di non procedere a variazioni unilaterali del tasso di cambio e abbandonando uno dei capisaldi della politica economica del governo laborista, alla quale erano affidate le speranze (in verità labili) di riportare il Paese al pieno impiego.

Questa è l'altra faccia dell'apparente «miracolo» della sterlina, che l'anno scorso colava a picco proprio in questi giorni, mentre adesso si rafforza, con una euforia sospetta quanto inarrestabile. In poco tempo, il suo peso sul mercato dei cambi è salito del 5 per cento: rispetto all'ottobre nero del 76, la sterlina si è rivalutata del 15 per cento. A Londra i commentatori più istintivi, ignari delle sottigliezze economiche, esaltano il valore psicologico di questa affermazione del prestigio nazionale. La *City*, la Confederazione dell'industria, le *Trade Unions* e gli specialisti del Tesoro, con maggiore freddezza cercano invece di calcolarne il costo.

Perché non ci sono dubbi sul fatto che la sterlina rivalutata, per il cancelliere dello scacchiere Healey, tenace assertore dell'esigenza di non piegarsi alla speculazione verso l'alto, rappresenta una sconfitta mimetizzata da vittoria. Secondo Healey, responsabile dei dicasteri delle finanze e del tesoro e il più lucido fra i cervelli economici del governo laborista, la sterlina pesante per un Paese come l'Inghilterra, che continua a consumare troppo rispetto a quello che produce, è infatti un lusso assurdo, che il Paese rischia di pagare rapidamente con più disoccupazione. Infatti la rivalutazione, che rende meno costose le merci importate contribuendo ad assestare i prezzi, con ciò stesso incoraggia lo squilibrio già notevole della bilancia commerciale, che invece ha bisogno di essere riassorbito. Al tempo stesso, sui mercati internazionali, la sterlina pesante rende meno competitive le esportazioni britanniche, dalle quali dipendono in ultima analisi la prosperità e il ritorno alla piena occupazione.

Quando, durante l'ultima ondata di speculazione al rialzo del marco, i Paesi occidentali premevano per indurre la Germania Federale a rivalutare, il cancelliere Helmut Schmidt replicò: «Non siamo disposti a vedere penalizzato il nostro successo». Alla fine la Germania fu però costretta a rivalutare il marco rendendo così meno competitive le proprie esportazioni. Ciò che peraltro non le impedisce, ancora oggi, di registrare un *surplus* commerciale pari a 13.650 miliardi di lire con un'inflazione di appena il 3 per cento. In altre parole, la rivalutazione tedesca derivava da uno stato di salute anche troppo soddisfacente, s'intende in senso relativo. Eppure, nonostante la sua posizione di forza economica, la Repubblica di Bonn non ha potuto fare a meno di piegarsi all'assalto della *hot money*, la «moneta che scotta» speculativa.

La situazione della Gran Bretagna è differente. Più che con la Germania Federale ha dei punti di contatto con l'Italia, rispetto alla quale tuttavia ha i vantaggi del petrolio e del «patto sociale» con i sindacati, scaduto ufficialmente ma tuttora operante almeno in parte nella prassi. Nonostante la tregua salariale e il lago petrolifero del Mare del Nord, la bilancia commerciale inglese ha sempre un deficit di 3.950 miliardi; l'inflazione britannica, per quanto in declino, è sempre tripla rispetto a quella tedesca.

Queste, chiaramente, non sono condizioni oggettive da rivalutazione e infatti l'improvviso rafforzamento della sterlina ha origini diverse di natura non strutturale ma speculativa. Contro l'ondata dei movimenti di capitali depositati a brevissima scadenza, che oggi sono a Londra e domani a Tokio o a Zurigo, attirati dalla diversa remunerazione dei tassi d'interesse o dalla prospettiva di un rapido guadagno realizzato speculando sulle variazioni dei cambi, perfino i Paesi con le economie più forti restano praticamente indifesi. A maggior ragione, ai perversi «trionfi» delle tensioni monetarie sono esposti i Paesi, come la Gran Bretagna o l'Italia, con un apparato produttivo squilibrato o dissestato.

Negli ultimi due mesi, inutilmente il governo di Londra ha speso 4500 miliardi di lire per impedire che la sterlina si apprezzasse compromettendo quindi la sua strategia economica, fondata sul ritorno al pieno impiego attraverso lo sviluppo delle esportazioni. Alla fine, il governo britannico non ha potuto fare altro che arrendersi. Sia che la speculazione spinga le monete verso il basso, sia che agisca in senso inverso, le economie di second'ordine si trovano coinvolte in un gioco rischioso dal quale hanno la prospettiva di uscire quasi automaticamente sconfitte.

**Renzo Cianfanelli**

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Popolo di Roma del 2-11-1977

TESTIMONIANZA SULLA SITUAZIONE TEDESCA

# Distacco dal nazismo

## L'ex ambasciatore d'Italia a Bonn Mario Luciolli afferma che per la maggioranza dei tedeschi il nazismo è ormai un fatto storico superato

*In una delle «Lettere» che il «Circolo di Studi Diplomatici», invia a una ristretta cerchia di cultori di politica internazionale, l'ambasciatore Mario Luciolli, confuta la «immagine distorta» della Repubblica federale tedesca che, «per un vero e proprio abbaglio, dovuto ad ignoranza o superficialità» oppure con «la precisa intenzione di distorcerla», viene offerta alla opinione pubblica europea, e in particolare a quella italiana, dopo la vicenda Kappler, l'apparizione di un film e qualche libro su Hitler e il suo regime, e le recenti misure contro il terrorismo.*

*Il* «Circolo di Studi Diplomatici» *è una Accademia che accoglie i più autorevoli esponenti della nostra diplomazia dopo che essi abbiano concluso, al vertice della carriera, il loro servizio. E l'ambasciatore Mario Luciolli, che ha rappresentato il nostro paese a Bonn per molti anni, è certamente un profondo conoscitore delle strutture politiche della Germania federale, della sua situazione interna ed anche degli stati d'animo prevalenti nel suo popolo, di tutti gli aspetti insomma di quello che taluni definiscono «il caso tedesco». La sua testimonianza è quindi assai valida.*

*Luciolli, dopo avere ricordato che le correnti politiche e para-politiche nostalgiche raccolgono in Germania meno dell'uno per cento dei suffragi, e le loro espressioni* «si riducono a qualche manifestazione, grottesca e sinistra, di pochi vecchi nazisti incorreggibili» *sostiene che ciò che molti scambiano per* «non ripudio del nazismo», *è in realtà* «il superamento del nazismo, l'uscita di esso dal quadro dei problemi aperti, il suo ingresso nella storia».

*L'ambasciatore rileva che la metà dei tedeschi oggi viventi, per ragioni di età, non hanno nessun ricordo personale del nazismo.* «Per un giovane tedesco sentirsi rimproverare Hitler non è molto diverso dal sentirsi rimproverare Attila». *Per loro quindi il distacco dal nazismo si rivela in parte sotto l'aspetto dell'ignoranza e in parte sotto l'aspetto di un comprensibile rifiuto della responsabilità. Per i giornalisti, i politologi e in generale per la opinione pubblica più evoluta il distacco consiste invece nel trapasso dal giudizio politico al giudizio storico.* «Si tratta — *spiega Luciolli* — di poter parlare di tutta la vicenda degli anni trenta e quaranta senza che la nefandezza del regime hitleriano, quantunque riconosciuta, debba fare da schermo ad ogni altra considerazione».

*Questo distacco spiega, secondo Luciolli,* «come i tedeschi abbiano fatto due cose che a molti italiani sono riapparse inconciliabili: giudicare arcimeritata la condanna pronunciata contro Kappler trenta anni fa, e giudicare inumano continuare a tenerlo in galera.

*Circa la involuzione della democrazia tedesca, Luciolli afferma che* «come si scambia per riabilitazione del nazismo il distacco dal nazismo, così si scambiano per misure contro la democrazia le misure in difesa della democrazia».

*Nella Repubblica federale egli osserva, le istituzioni e le leggi sono state e sono dominate dal proposito, e quasi dall'ossessione di rendere irripetibile l'esperienza di Weimar, cioè appunto il collasso della democrazia.*

*Perfino il* Berufsverbot, *cioè il divieto di assumere estremisti negli uffici pubblici, che è, riconosce Luciolli,* «effettivamente al limite della legalità democratica», *si basa su quel proposito. Parte infatti dal principio che* «chi vuol cambiare radicalmente la forma dello Stato può, se non commette delitti, fare tutti i mestieri che vuole, ma non può essere considerato come un leale strumento dello Stato che egli intende distruggere».

*Il pericolo che il terrorismo spinga la Germania verso misure ancora più autoritarie, secondo Luciolli esiste veramente, ma* «in queste faccende conta una sola cosa, lo spirito di chi le fa», *cioè* «lo scopo perseguito da chi adotta quelle misure, la cautela di cui le circonda, l'applicazione pratica che ne fa, erga omnes e non faziosamente, e via discorrendo». *Da questo punto di vista, dice Luciolli, è difficile rivolgere critiche ai partiti tedeschi, governativi e della opposizione; che rappresentano il 99% dell'elettorato ed ai quali la stragrande maggioranza della opinione pubblica chiede maggiore piuttosto che minore fermezza.*

*L'immagine di una Repubblica federale tendenzialmente autoritaria ed egemone è dunque, secondo Luciolli, una immagine distorta. E alla domanda* «chi la distorce?», *egli risponde che* «c'è, da parte di molti un vero e proprio abbaglio, dovuto ad ignoranza e superficialità. Ma c'è da parte di molti altri, la precisa intenzione di distorcerla». *A suo avviso lo sfaldamento della interpretazione marxista del fascismo e del nazismo, considerati espressione della borghesia e lo sfaldamento anche della impalcatura dottrinale marxista relativa alla struttura economica della società moderna hanno fatto sì che* «per i marxisti per i loro simpatizzanti e per tutta la sinistra incapace di scrollarsi di dosso una eredità centenaria, tenere artificialmente in vita il passato e farne un punto di riferimento fisso è una esigenza primaria. Perciò essi debbono continuare ad interpretare il passato con la vecchia chiave, non lasciare scappare verso la storia e tenere invece ben fermi sul terreno della politica il fascismo e il nazismo e conseguentemente anche l'antifascismo e l'antinazismo. E sopratutto debbono servirsi di quella interpretazione per far sopravvivere le alleanze di cui hanno bisogno e per le quali nontroverebbero altro cemento».

«Denunciando una inesistente sopravvivenza del nazismo — *conclude lo scritto di Mario Luciolli* — si invoca la solidarietà di tutte le forze che lo hanno combattuto e che, quando sono di fronte ai problemi di oggi anziché a quelli di ieri, tendono ad assumere atteggiamenti radicalmente divergenti. L'immagine distorta della Repubblica federale assolve così la funzione cui è destinata dai suoi autori».

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Messaggero *di* Roma *del* 2-11-1977

## Stati Uniti

# Scioperano i diplomatici italiani

NEW YORK — L'incuria degli uffici amministrativi del nostro ministero degli Esteri ha finito con il provocare un'inconsueta quanto imbarazzante reazione del personale diplomatico italiano negli Stati Uniti e nel Canadà, entrato in sciopero per ventiquattro ore nelle sedi consolari, nelle ambasciate, negli istituti di cultura e per mezza giornata nella rappresentanza alle Nazioni Unite. Causa immediata dell'agitazione è la mancata corresponsione degli stipendi per lo scorso mese di ottobre, ma il disordine amministrativo della farnesina ha origini più lontane ed ha acuito da anni i disagi e le difficoltà del nostro personale all'estero: gran parte di salari e stipendi arretrati del 1975, per citare un solo esempio, non ha ancora raggiunto i suoi destinatari. Giudicando intollerabile la situazione venutasi a creare, gli organi rappresentativi della categoria hanno proclamato l'agitazione con il seguente comunicato che è stato inoltrato alle agenzie stampa degli Stati Uniti: «i sindacati confederali Cgil-Cisl-Uil, sezione Usa, a causa della mancata predisposizione da parte del ministero degli Esteri dei provvedimenti necessari all'invio degli assegni di sede e retribuzioni al personale per il mese di ottobre, hanno stabilito di iniziare un'azione di protesta che si articolerà come segue: martedì 1 novembre, intera giornata di sciopero; settimane successive, agitazioni da stabilirsi. L'agitazione si estenderà a tutta la rete diplomatico, consolare degli Stati Uniti e Canadà e perdurerà fino a che tutto il personale della rete sopra indicata sarà retribuito per intero».

L. M.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 2-11-77

sciopero personale ambasciata d'italia a mosca

(ansa) - mosca, 2 nov - il personale dell'ambasciata d'italia a mosca, gia' da tempo in stato di agitazione, ha proclamato uno sciopero per il 3 e 4 novembre (insieme al personale di altre ambaciate italiane dell'est europeo) per protestare contro ''l'indisponibilita' del governo al rinnovo del contratto per gli statali e per la dimostrata insensibilita' dela dirigenza politica del 'mae' ai problemi della sicurezza e della protezione dei propri dipendenti''. lo afferma un comunicato diffuso oggi dalla sezione sindacale esteri ''uil'' di mosca.

''lo sciopero che verra' ripreso il 9 novembre, e proseguira' a tempo indeterminato - aggiunge il comunicato - e' stato proclamato in seguito all'improvviso annullamento dell'incontro concordato tra l'onorevole radi ed i sindacati confederali della farnesina''.

i sindacati confederali - conclude il comunicato - avevano richiesto ''concrete assicurazioni'' sulla ratifica da parte del personale in servizio all'estero sottoscritto nel marzo scorso dallo stesso on. radi.-

Ministero degli Affari Esteri

II. IX

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 2-11-71

motoposchereccio sequestrato da motovedetta tunisina

(ansa) - mazara del vallo (trapani), 2 nov - il motopescherec-
cio ''titone'', del compartimento marittimo dimazara del vallo,
e' stato sequestrato nel pomeriggio da una motovedetta tunisi-
na nel canale di sicilia. l'imbarcazione sotto la scorta del-
l'unita' militare, si e' diretta verso il porto di mahdia.
il ''titone'', che ha una stazza di 119 tonnellate ed ha die-
ci uomini di equipaggio, e' comandata da vincenzo giacalone.
il marconista ha segnalato al centro radio di mazara del vallo
che al momento del sequestro il ''titone'' si trovava 14 mi-
glia a nord-nord-est dell'isola di curiat, in acque internazio-
nali.-
h. 0130 mp/ma

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 2-11-77

Farnesina su agitazioni sindacali in rappresentanze all'estero

(ansa) - roma, 2 nov - in relazione alle agitazioni sindacali in alcune rappresentanze in paese dell'europa orientale, si apprende alla farnesina che nei comunicati sindacali sembra prescindersi dalla distinzione che la convenzione di vienna stabilisce fra gli agenti diplomatici ed il personale tecnico-amministrativo.

in analogia a quanto attuato da altri paesi, la farnesina ha ritenuto di introdurre una nuova prassi, fondata su una larga flessibilita', in materia di notifica del personale di ruolo non diplomatico in relazione alle esigenze inerenti ad attivita' di ccontatto con autorita' locali. non si ritiene invece che nei paesi dell'est si giustifichino specifici trattamenti diversi, basati su ''motivi di protezione e sicurezza'',

in merito invece alle agitazioni negli stati uniti e nel canada, si osserva alla farnesina come esse non sembrino trovare adeguata motivazione, in quanto il trattamento economico in quelle sedi e' stato rivalutato a decorrere dal primo ottobre e nessun ritardo anormale si e' verificato nell'accreditamento delle relative somme.

il problema generale delle indennita' all'estero sara' del resto oggetto di una prossima revisione per rendere il sistema sempre piu' rispondente all'evolversi delle situazioni e in particolare all'esigenza di accelerare i tempi di corresponsione.-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 2-11-77

su elezioni parlamento europeo

(ansa) - roma, 2 nov - il consiglio nazionale dell'''unione paneuropea'', riunito in roma sotto la presidenza dell'on. luigi rossi di montelera e con la presenza del segretario politico sen. paolo barbi, ha discusso sul disegno di legge d'iniziativa governativa sulle modalita' di svolgimento delle elezioni del parlamento europeo.

''ad un esame approfondito e' sembrato che il sistema proposto - e' detto in un comunicato - per quanto attiene alle candidature (il divieto delle preferenze) contrasta con i piu' elementari principii di democrazia e viola un diritto preciso sancito dalla costituzione che configura il deputato come diretto rappresentante del popolo sovrano, lasciando ai partiti il compito eventuale della sua presentazione in lista salvaguardando l'indipendenza dell'eletto che risponde sempre del suo operato dinanzi al corpo elettorale. la figura dei parlamentari indipendenti eletti nelle liste di partito e' un dato di fatto. sembrerebbe un'involuzione autoritaria dei partiti - continua il comunicato - la limitazione delle liberta' dei cittadini e sorgerebbe il sospetto che in tal modo si voglia privilegiare i grossi apparati soffocando le piccole formazioni che potrebbero invece esprimere personalita' di spicco, acuendo ancora quel deprecato distacco tra partiti e realta' nazionale''.

su elezioni parlamento europeo (2): bernassola

(ansa) - bari, 2 nov --

il vice responsabile della sezione esteri della democrazia cristiana, avv. angelo bernassola - parlando in provincia di bari - si e' soffermato sulle prossime elezioni per il parlamento europeo, sottolineando ''il valore del nostro sistema di votazione che impegnera' direttamente i singoli cittadini alla scelta dei propri rappresentanti nel nuovo parlamento''.

ha poi auspicato che ''i nuovi deputati europei, traendo la loro rappresentativita' direttamente dai popoli anziche' dai parlamenti come avveniva fin'ora, possano ottenere un allargamento delle loro competenze conferendo alle comunita' un piu' ampio respito democratico e riconoscendo al nuovo organo parlamentare la potesta' normativa''. dopo aver ricordato che ''il progressivo rafforzamento delle strutture comunitarie si colloca all'interno di un processo evolutivo, sostanzialmente sollecitato da tutti i democratici cristiani europei e tendenti a fare dell'europa una unica patria per tutti i popoli del continente che credono nella liberta' e nella democrazia'', l'avv. bernassola ha concluso confermando il suo impegno e di tutta la dc affinche' a tutti i cittadini italiani e quindi anche agli emigranti sia riconosciuto il diritto di partecipare direttamente alle prossime elezioni.-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 2-11-77

delegazione parlamento europeo a washington

(ansa) - washington, 2 nov - una delegazione di 21 membri del parlamento europeo con a capo l'on. mario zagari (psi), che si trova da alcuni giorni negli stati uniti, ha partecipato a vari incontri di lavoro organizzati dal congresso usa. nel corso di una sessione plenaria sono stati discussi i temi della conferenza per la sicurezza europea e dello sviluppo economico, con particolare riguardo per il funzionamento del nuovo ''sportello petrolifero'' creato dal fondo monetario internazionale.

successivamente, i 21 parlamentari e le loro controparti americane si sono divisi in gruppi di lavoro separati che hanno discusso le questioni dei diritti dell'uomo e dell'energia nucleare. lo ''speaker'' (presidente) della camera dei rappresentanti, thomas o'neill, ha offerto un ricevimento.

in serata, il gruppo europeo e' stato ospite ad un ricevimento offerto in suo onore dal capodella delegazione della commissione della cee a washington, fernand spaak.

tre italiani fanno parte della delegazione del parlamento europeo: oltre a zagari, sono camillo ripamonti (dc) e silvio leonardi (pci). vi sono poi quattro parlamentari tedeschi, quattro britannici, sei francesi, due irlandesi e due belgi.-

h 0150 mo

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III. IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Corriere Canadese di Toronto del 3.11.72

CAMPAGNA "UNITED WAY":

# Come il Costi aiuta la comunita' italiana

*La campagna annuale della United Way sta per concludersi. Tutti hanno visto le bandiere e la pubblicita' che la ricordano al pubblico e forse in questi giorni qualche persona bussera' alla porta per chiedere un contributo.*

*Una decina di giorni fa avevamo parlato del significato della United Way per la comunita' italiana e in quell'occasione avevamo presentato l'Italian Immigrant Aid Society; oggi vogliamo rivolgere la nostra attenzione al Costi.*

*Questi due enti, che sono attivi particolarmente a favore degli immigrati italiani, sono membri della United Way of Metropolitan Toronto e in un certo senso rappresentano al vivo quanto la comunita' nostra riceve in cambio del contributo alla campagna annuale per la raccolta di fondi.*

RIABILITAZIONE AL LAVORO

Mario C. venne al Costi nell'inverno scorso, parzialmente invalido, deluso, chiuso in sè. Era in Canada da sette anni, e ce l'aveva quasi fatta a tirarsi fuori dai debiti e sistemare la casetta. Ma poi venne l'incidente nel cantiere. Giornate interminabili a letto, settimane di incertezza e preoccupazioni per la famiglia, e poi una disperazione che non riusciva sempre a nascondere. Non si erano spezzate solo le ossa: s'erano infranti i progetti per il futuro della famiglia, la sicurezza di sè, la voglia di vivere.

Al Dipartimento Riabilitazione del Costi, la situazione di Mario fu valutata, fu aiutato a riprendere coraggio e fu assegnato ad un corso di rifinitura di mobili. Una cosa intanto gli ha ridato fiducia ed è stato il tornare ad uscire di casa ogni mattina per recarsi all'officina. Poco alla volta il nuovo mestiere diventa famigliare ed allo stesso tempo gli è stata data la possibilità di migliorare la conoscenza della lingua inglese.

Ora Mario C. è quasi pronto a passare al lavoro in un'industria e il Costi lo aiuterà a cercare lavoro. Le difficoltà non sono finite, ma le prospettive per il futuro sono migliori e soprattutto Mario è un uomo che è tornato ad avere una certa sicurezza di sè e a scherzare con la famiglia e con gli amici.

Mario C. è un caso immaginario, ma al Centro del Costi a Orfus Road giungono decine e decine di storie vere di infortunati che non possono riprendere il vecchio lavoro e a cui viene offerto un nuovo addestramento.

Il Centro per la Riabilitazione è solo una delle branche del Costi, ed è ancora recente il trasferimento a Orfus Road, dove i locali si prestano a nuovi sviluppi di questo servizio. Da alcuni mesi l'edificio ospita anche gli uffici amministrativi del Costi, che erano prima nella "Casa d'Italia" a Beverley Street.

SCUOLA PER GLI ADULTI

Un'altra attività, forse quella che incarna direttamente il programma del Costi, è quella dei corsi di istruzione per gli adulti. Il motto del Costi è "Integration through Education" e i vari corsi che vengono offerti in questo settore tendono appunto ad aiutare l'immigrato ad adattarsi meglio al nuovo ambiente dove vive.

Il programma comprende corsi di Pre-apprendistato per coloro che hanno bisogno di raggiungere un certo grado di istruzione riconosciuto qui in Canada per potersi iscrivere ai corsi di apprendistato o per poter continuare gli studi. I corsi di apprendistato preparano dando delle specializzazioni che facilitano l'inserimento nel mondo del lavoro. Ci sono corsi per cassiere, corsi di dattilografia, di saldatura, ecc.

E poi si tengono decine di corsi di inglese a tutti i livelli, per mettere gli immigrati in grado di comunicare con il mondo canadese.

ORIENTAMENTO COMUNITARIO A NORTH YORK

Il terzo ramo del Costi, quello che ha sede presso la scuola pubblica di Stanley Road a North York, ha anch'esso caratteristiche sue particolari. Basti dire che in questo centro l'attenzione più che all'individuo, è rivolta al gruppo e alla comunità in cui l'individuo è chiamato ad inserirsi. Di qui varie iniziative dirette a creare ed animare gruppi, in particolare tra gli anziani e le donne.

Il Centro Femminile del Costi a Stanley Road nel suo genere è un'iniziativa più unica che rara e risponde ad una necessita' di molte mamme di famiglia, quella di uscire di tanto in tanto dal cerchio delle faccende domestiche per incontrare altre donne in un'atmosfera serena e discutere i problemi della famiglia e dell'educazione dei bambini.

L'espansione e la diversificazione che il Costi ha raggiunto è un segno di vitalità, ed è segno che i servizi offerti rispondono ad esigenze di questo tipo di società. A costruire il Costi e a svilupparlo sono stati decine e decine di volontari, di immigrati italiani, che pur avendo le difficoltà di tutti gli altri immigrati, hanno creduto nell'idea di far parte agli altri di quello che avevano, tempo, denaro, energie e fiducia nella persona umana.

Ministero degli Affari Esteri

I. IX

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 3-11-77

quattro italiano arrestati a innsbruck -

(ansa) vienna, 3 nov - quattro giovani italiani sono stati arrestati ieri mattina a innsbruck dalla polizia austriaca che, su segnalazione dell'interpol, li sospetta di esser entrati in austria con l'intenzione di compiere rapine in banche a innsbruck o a vienna. i quattro giovani - ivano ceretto di 34 anni, andrea abati di 23 anni, vinicio cirelle di 36 anni e maurizio marangoni di 25 - sarebbero stati trovati in possesso di due pistole, due rivoltelle, munizioni, silenziatori, parrucche e ''sacchi per trasportare denaro''. la polizia austrica non ha comunicato le localita' di provenienza dei quattro arrestati che sono giunti a innsbruck a bordo di un' ''alfetta'' targata ''mo 366143''. la vettura e' stata sequestrata. i quattro sono pregiudicati e il marangoni e' stato gia' condannato a cinque anni di reclusione per rapina.

i quattro sono stati arrestati in una trattoria di innsbruck. all'apparire degli agenti il proprietario dell' ''alfetta'' - invano ceretto - ha tentato di fuggire ma e' stato bloccato dai poliziotti armati. nel tirolo sono state rubate in questi giorni due autovetture poi ritrovate a innsbruck. la polizia ritiene che esse dovevano servire per la fuga dei rapinatori dopo un eventuale ''colpo'' in banca.

quattro italiani arrestati a innsbruck (-

(ansa) - modena, 3 nov - la polizia sta svolgendoindagini sul conto dei quattro, che pero' risultano del tutto sconosciuti. gli investigatori ritengono che gli arrestati abbiano fornito generalita' false, ma una traccia consistente potrebbe essere fornita dall' ''alfetta''. la vettura, infatti, non risulta rubata: apparteneva ad un commerciante della provincia che l'ha venduta tempo addietro. attraverso il numero di targa si cerca ora di risalire all'ultimo proprietario.

quattro italiani arrestati a innsbruck (3)

(ansa) - vienna, 3 nov - secondo la polizia gli italiani arrestati a innsbruck provengono dalla provincia di ferrara, con l'eccezione del marangoni che risiede nei pressi di rovigo. tutti sarebbero ''vecchie conoscenze'' della polizia italiana. le autorita' austriache, alle prese con numerosi casi non risolti di rapine avvenute recentemente, sospettano che i quattro siano responsabili anche di questi fatti. di concreto, finora, neiriguardi dei quattro giovani risulta - secondo la polizia di innsbruck - il possesso di armi e oggetti adatti al mascheramento trovati ''nella loro stanza d'albergo''.

Ministero degli Affari Esteri

IV

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Ag. INFORM di Roma del 3-XI-77

CONFERENZA DELL'AMBASCIATORE GUAZZARONI SUL TEMA "ELEZIONI EUROPEE E VOTO DEI LAVORATORI EMIGRANTI".- L'Ambasciatore Desidio Guazzaroni, che per incarico del Ministero degli Esteri ebbe una serie di contatti con le autorità degli altri Paesi della Comunità Europea per concordare le procedure atte a consentire ai nostri emigrati di esercitare sul posto il diritto di voto alle prime elezioni dirette del Parlamento europeo, mercoledì 9 novembre alle ore 17,30 terrà una conferenza sul tema: "Elezioni europee e voto dei lavoratori emigranti". La manifestazione, posta sotto gli auspici del Centro italiano di studi per la conciliazione internazionale, avrà luogo nel salone d'onore del Banco di Roma. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 3-11-1977

(ansa) - roma, 3 nov - si e' conclusa l'ultima riunione dei rappresentanti dei partiti dell'intesa per l'esame del progetto di legge elettorale europea. erano presenti l'on. granelli (dc), l'on. galluzzi (pci) , della briotta (psi, ferri (psdi) l'on, battaglia (pri) , malagodi (pli).

''sui punti ancora in discussione - informa un comunicato - si e' registrato un costruttivo avvicinamento di posizioni con la precisa indicazione di eventuali alternative. tutti i rappresentanti dei partiti hanno confermato la disponibilita' ad un incontro con il governo, insieme ai rappresentanti dei gruppi parlamentari, per il varo della legge ad un prossimo consiglio dei ministri''.

al termine della riunione, l'on. granelli si e' incontrato con il presidente del consiglio andreotti per informarlo delle proposte emerse nelle varie riunioni.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Lavoro *di* Roma *del* 3.11.77

PRESENTAZIONE UFFICIALE DELL'"ASSOCIAZIONE ARTEFICI DEL LAVORO ITALIANO NEL MONDO".- Sotto gli auspici della Federazione Mondiale della Stampa Italiana all'Estero, il 9 novembre alle ore 16,30 avrà luogo a Roma, nei saloni dell'Hotel Parco dei Principi, la cerimonia relativa alla presentazione ufficiale dell'"Asociazione artefici del lavoro italiano nel mondo". Interverrà il Ministro del Lavoro on. Tina Anselmi che presiederà anche alla consegna degli attestati al merito del lavoro. Nella mattinata - riferisce l'Inform - i partecipanti saranno ricevuti dal S. S. Paolo VI e si recheranno poi all'Altare della Patria per deporre una corona al Milite Ignoto.

(Inform)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II - V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale A.I.S.E. di Roma del 3-11-77

aise - la svezia punta sulla cultura degli immigrati.

stoccolma (aise) - ""quest'anno verranno acquistati nei paesi degli immigrati e inviati in vagoni ferroviari alle biblioteche svedesi libri, dischi e nastri registrati, per un valore di tre milioni e mezzo di kr - dal 1973 lo stato ha speso circa nove milioni per l'acquisto di libri nelle lingue degli immigrati per le biblioteche - a questa cifra bisogna poi aggiungere i milioni spesi dai comuni in proprio. "
questo ha dichiarato helena sandblad dello statens kulturrad (consiglio statale per la cultura), responsabile degli stanziamenti statali per le biblioteche e per l'acquisto di materiale bibliografico.
il consiglio per la cultura e' stato istituito nel 1974.
si tratta dell'organo direttamente responsabile degli interventi statali nel teatro, danza, , musica, letteratura, , biblioteche, arti figurative, musei e mostre d'arte. per la richiesta di sussidi rivolgersi pertanto al consiglio. non si accettano pero' domande da parte di singoli, ma solo di gruppi organizzati quali per es. le associazioni, le case editrici, circoli e gruppi di danza, di teatro ecc.
""a partire da quest'anno si puo' chiedere un sussidio per la produzione in svezia di libri nelle lingue degli immigrati. abbiamo stanziano 300.000 kr a questo scopo. il denaro vuole essere un sussidio per la produzione e la distribuzione del libro.
per il momento non abbiamo dato soldi a nessuno. ci e' pervenuta comunque una richiesta relativa a libri per la patente nelle lingue degli immigrati ed un'altra per un volume sulla storia svedese scritta in finlandese.
la richiesta non ci deve giungere dallo stesso autore ma dalla casa editrice alla quale noi equipariamo per es. anche il gruppo di immigrati che intenda pubblicare il libro in proprio"".

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Ag. A.I.S.E. di Roma del 3.11.77

aise - le guide dello iasm sugli agglomerati industriali della campania un valido strumento per gli emigrati che rientrano dopo molti anni.

roma (aise) - lo iasm ha pubblicato le guide sugli agglomerati industriali della campania. si tratta di cinque fascicoli - relativi - rispettivamente, alle aree di sviluppo industriale di avellino, benevento, caserta, napoli e salerno - che offrono, in ordine ai rispettivi territori, una serie di notizie dettagliate e di particolare utilita' per gli operatori economici interessati ad investimenti nell'area: disponibilita', caratteristiche e costi dei terreni; infrastrutture esistenti e previste (linee ferroviarie, reti stradali, porti ed aereoporti, ecc.); attrezzature dei singoli agglomerati industriali (opere di elettrificazione, approvvigionamento idrico, smaltimento acque reflue, antinquinamento, ecc.); disponibilita' di manodopera e centri di informazione. per ogni agglomerato - in campania ve ne sono in tutto 38 - viene inoltre fornito un elenco delle industrie esistenti e di quelle in programma. negli ambienti dell'emigrazione le pubblicazioni dello iasm sono state accolte con notevole favore; si tratta di un valido strumento per coloro che, rientrati dopo molti anni al proprio paese desiderano iniziare un'attivita' produttiva. esse offrono infatti agli interessati un preciso quadro della situazione. (aise)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* A.I.S.E. *di* Roma *del* 3-11-77

aise - quasi 12 milioni chiesti dai comuni della provincia di rieti per i sussidi agli emigrati rientrati.

roma (aise) - i comuni della provincia di rieti hanno fatto pervenire alla consulta regionale per l'emigrazione la loro richiesta di fondi per i contributi da erogare agli emigrati rientrati.
la richiesta avanzata ammonta a circa 12 milioni di lire. dalle statistiche rilevate a cura della consulta regionale dell'emigrazione risulta che i rientri nella provincia reatina sono stati, dal 1 gennaio 75 al 30 giugno 76 131 piu' 186 del periodo gennaio 73- giugno 75. (aise)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV - III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale A.I.S.E. di Roma del 3.11.77

aise . una delegazione del parlamento europeo in missione a washington e new york sino al 4 novembre - incontro con waldheim per i diritti dell'uomo.

roma (aise) - una delegazione del parlamento europeo e' in missione a new york e washington dal 31 ottobre scorso e ne ripartira' domani 4 novembre.
la delegazione, guidata dal vice presidente del parlamento europeo on. mario zagari, ha avuto incontri con i responsabili delle istituzioni usa nel quadro degli incontri semestrali che stati uniti e cee hanno istituiti dal 1972 in poi.
una novita' del programma di consultazioni di quest'anno e' costituita dall'incontro con il segretario dell'onu waldheim ed alcuni suoi collaboratori, oggetto dell'incontro le questioni dei diritti dell'uomo; le prospettive del dialogo nord- sud, le tensioni nel medio oriente, a cipro e nell'africa del sud.
con gli ambasciatori degli stati membri invece i parlamentari europei affronteranno i problemi di coordinazione delle posizioni dei ''nove'' in seno all'organizzazione delle nazioni unite.
il programma della visita della delegazione europea prevede inoltre un incontro alla casa bianca con i piu' stretti collaboratori del presidente carter e con i capi dei principali dipartimenti dell'esecutivo americano. infine, i parlamentari saranno ricevuti da fernand spaack, capo della delegazione della commissione europa presso il governo ameridano e dagli ambasciatori degli stati membri a washington. (aise)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Ag. A.I.S.E. di Rome del 3-11-77

AISE - DICHIARAZIONI DELL'ON. FOSCHI, SOTTOSEGRETARIO AGLI ESTERI IN MERITO ALL'USCITA DEGLI U.S.A. DALL'O.I.L.

ROMA (AISE) - La decisione del Governo di Washington di uscire dall'OIL - ha dichiarato l'on. Foschi - non può che suscitare un senso di amarezza in chi si è tenacemente battuto per evitare una simile lacerazione nel sistema societario mondiale.
Da parte italiana, se abbiamo condiviso l'insistenza americana per il mantenimento delle caratteristiche originarie dell'organizzazione e quindi la preoccupazione per certi sviluppi avutisi in seno ad essa in senso contrario nel corso degli ultimi anni, abbiamo sempre tenuto ferma la convinzione che per rimediare a t ali carenze e difficoltà fosse necessaria l'azione coerente e concorde di tutti i Paesi dell'Occidente estesa a quanti altri, tra i membri della Organizzazione, condividono l'obiettivo di salvaguardare la funzione e l'efficacia.
L'OIL, la più antica delle agenzie specializzate nel sistema delle Nazioni Unite, conserva ai nostri occhi, pur nelle mutate condizioni dell'attuale società internazionale, il suo ruolo prezioso di elaborazione di norme internazionali di lavoro e di politiche miranti alla elevazione del tenore di vita dei lavoratori del mondo intero. Recenti contatti che abbiamo avuto, anche personalmente a Ginevra, ci hanno persuaso della possibilità di trovare soluzioni di equilibrato compromesso ai problemi di adattamento strutturale posti nell'ultimo quindicennio dall'ingresso dei Paesi del Terzo Mondo nell'OIL.
Tanto abbiamo ripetutamente fatto presente al Governo americano, sia a Washington che a Roma che a Ginevra, sia come Governo italiano che nel quadro dei Nove. Abbiamo rinnovato i nostri appelli, al massimo livello, fino agli ultimi giorni, sostenuti in questo anche dalla concorde opinione ed azione del mondo sindacale e imprenditoriale italiano.
Prendendo ora atto della decisione di Washington, confermiamo il nostro impegno a difesa del ruolo, dell'efficacia e delle caratteristiche dell'OIL, cui si aggiunge ora l'azione volta a restaurarne l'universalità, ed auspichiamo che nel frattempo sia possibile trovare le forme per mantenere gli Stati Uniti in qualche modo associati ai programmi dell'Organizzazione. Ci sentiamo altresì sollecitati a ricercare un approfondimento della collaborazione con gli Stati Uniti in altre istanze internazionali del settore sociale, quali l'OCSE ed il CIME; e ciò anche se rimaniamo convinti della insostituibilità dell'OIL quale unica organizzazione mondiale nel campo sociale nonchè, grazie alla sua struttura tripartita, quale foro di incontro e di confronto per i sindacati e gli imprenditori a livello mondiale".

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 3-11-77

riunioni parlamento europeo a berlino ovest
(dal corrispondente dell'ansa riccardo ehrman)

(ansa) - berlino ovest, 3 nov - gli esponenti comunisti del parlamento europeo stanno disertando le riunioni che in questi giorni si tengono a berlino ovest per che' - fedeli in questo alla linea politica sovietica - sostengono che il futuro dell'europa non debba essere pianificato proprio nel settore occidentale della ex-caitale del terzo reich che, dalla fine della guerra, e' ancora sottoposta allo statuto quadripartito (anglo-franco-sovietico-americano) ed al regime di occupazione militare.

la posizione dei parlamentari europei comunisti e' completamente diversa da quella delle autorita' locali. ancora ieri sera tardi, infatti, peter lorenz, presidente dell'assemblea regionale berlinese, nel dare il benvenuto al presidente del parlamento europeo, l'italiano on. emilio colombo appena giunto da roma, ha sottolineato come la sua presenza riconfermi autorevolmente i forti vincoli che legano appunto berlino ovest al resto dell'europa.

il presidente colombo che si e' detto ''assai dispiaciuto'' per l'assenza del gruppo comunista, interverra' oggi pomeriggio in veste ufficiale alla riunione del suo ufficio di presidenza, che si svolgera' nel palazzo del reichstag, per mettere a punto l'agenda e l'ordine del giorno che dovranno essere discussi dal parlamento europeo a lussemburgo.

[illegible] autorevoli fonti diplomatiche occidentali, frattanto, si dicono certe, gia' fin da oggi, che le reiunioni parlamentari europee a berlino ovest provocheranno la consueta protesta sovietica che si e' sempre opposta allo svolgimento di qualsiasi attivita' politica internazionale a berlino ovest.

per mosca, infatti, questo genere di attivita' rappresenta una violazione allo statuto quadripartito che stabilisce che berlino ovest non appartiene giuridicamente alla germania federale e non deve essere - ne' dovra' esserlo in futuro - da essa governata.

l'ultima protesta sovietica risale ad appena pochi giorni fa ed era stata formulata per deplorare la riunione del ''bundesrat'', l'organismo che comprende i presidenti dei ''laender'' svoltasi qui la scorsa settimana sotto la presidenza di dietrich stobbe, sindaco-governatore di berlino ovest che quest'anno e' anche presidente di turno del bundesrat.

questa mattina l'agenda dell'on. colombo prevede impegni protocollari: un incontro con il sindaco-governatore stobbe, una rapida visita di berlino in automobile, accompagnato da peter lorenz, e poi la firma nell'albo d'oro della citta' nello storico palazzo di charlottenburg, una volta residenza dei re di prussia.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 3-11-77

accordo italo-canadese: prossima firma a toronto
(dal corrispondente dell'ansa fulvio bufacchi)

(ansa) - ottawa 3 nov - ''la ratifica dell'accordo di sicurezza sociale tra il canada e l'italia che dovra' venire nei prossimi giorni rappresenta un importante passo in avanti nella storia degli istituti di previdenza poiche' in esso e' contenuta la soluzione ad uno dei problemi piu' sentiti dai lavoratori che hanno prestato la loro opera in paesi diversi''. cosi' l'on. carletto caccia, l'unico deputato d'origine italiana alla camera dei comuni di ottawa ha dichiarato all'ansa riferendosi a quella che sara' la conclusione di un lungo periodo di trattative bilaterali che hanno portato al riconoscimento nei due paesi del concetto della totalizzazione dei contributi di pensione dei lavoratori.

la cerimonia della firma del documento e' prevista in occasione dell'incontro che avverra' a toronto il 17 novembre fra pierre trudeau e l'on. giulio andreotti il quale sara' in visita ufficiale in canada dal 16 al 20 prossimi toccando dopo toronto le citta' di ottawa, montreal e quebec city.

''l'accordo - ha aggiunto il deputato italo-canadese - includera' anche la clausola inerente i pagamenti da parte dei vari istituti provinciali per i lavori infortunati''.

''spero - ha aggiunto - che i colloqui fra i due capi di governo comprendano anche la questione del servizio militare obbligatorio al quale vanno incontro i figli di emigranti che, trasferitisi in canada da bambini, quando tornato in italia, anche se soltanto da visitatori, possono essere trattenuti per assolvere gli obblighi di leva. un altra questione che attende un pronto interessamento e' quella dei pagamenti di pensioni italiane che sono ricevute in canada a volte con ritardi di anni''.

l'iter parlamentare della nuova legge canadese sull'immigrazione e' stato nei mesi scorsi travagliato tanto che anche diversi deputati del partito liberale al governo presentarono emendamenti per attenuare la forza di certi articoli definiti discriminatori e coercitivi. ''entro certi limiti - ha rilevato il deputato - sono state rimosse dal progetto di legge certe parole e frasi che potevano essere interpretate nel senso di dare alle autorita' del settore poteri senza limiti''.

''l'incontro di trudeau con andreotti - ha quindi concluso l'on. caccia - prevede la discussione di questioni di grande importanza per il canada e l'italia fra cui quelle dell'uso pacifico dell'energia nucleare, degli scambi commerciali e della politica del disarmo. il primo ministro canadese ha molta simpatia per l'italia ed offrendo la firma di un accordo di previdenza sociale intende dare la dimostrazione evidente e concreta che questa sua amicizia e' sostenuta non solo da buone intenzioni ma anche da fatti''.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 3-11-77

su decisione usa di ritirarsi dall'ilo: foschi

(ansa) - roma, 3 nov - la decisione del governo di washington di uscire dall'organizzazione internazionale del lavoro - ha dichiarato l'on. foschi - non puo' che suscitare un senso di amarezza in chi si e' tenacemente battuto per evitare una simile lacerazione nel sistema societario mondiale. da parte italiana, se abbiamo condiviso l'insistenza americana per il mantenimento delle caratteristiche originarie dell'organizzazione e quindi la preoccupazione per certi sviluppi avutitisi in seno ad essa in senso contrario nel corso degli ultimi anni, abbiamo sempre tenuto ferma la convinzione che per rimediare a tali carenze e difficolta' fosse necessaria l'azione coerente e concorde di tutti i paesi dell'occidente estesa a quanti altri, trai membri dell'organizzazione, condividono l'obiettivo di salvaguardarne la funzione e l'efficacia. l'organizzazione internazionale del lavoro - la piu' antica delle agenzie specializzate nel sistema delle nazioni unite - conserva ai nostri occhi, pur nelle mutate condizioni della attuale societa' internazionale, il suo ruolo prezioso di elaborazione di orme internazionali del lavoro e di politiche miranti alla elevazione del tenore di vita dei lavoratori del mondo intero.

recenti contatti che abbiamo avuto, anche personalmente, a ginevra, ci hanno persuaso della possibilita' di trovare soluzioni di equilibrato compromesso ai problemi di adattamento strutturale posti nell'ultimo quindicennio dall'ingresso dei paesi del terzo mondo nell'organizzazione internazionale del lavoro. tanto abbiamo ripetutamente fatto presente al governo americano, sia a washington che a roma che a ginevra, sia come governo italiano che nel quadro dei nove. abbiamo rinnovato i nostri appelli al massimo livello, fino agli ultimi giorni, sostenuti in questo anche dalla concorde opinione ed azione del mondo sindacale e imprenditoriale italiano. prendendo ora atto della decisione di washington confermiamo il nostro impegno a difesa del ruolo, dell'efficacia e delle caratteristiche dell'organizzazione, cui si aggiunge ora l'azione volta a restaurarne la universalita', ed auspichiamo che nel frattempo sia possibile trovare le forme per mantenere gli stati uniti in qualche modo associati ai programmi dell'organizzazione.

ci sentiamo altresi sollecitati a ricercare un aprofondimento della collaborazione con gli stati uniti in altre istanze internazionali del settore sociale, quale l'ocse od il cime; e cio' anche se rimaniamo convinti dell'insostituibilita' dell'organizzazione internazionale del lavoro quale unica organizzazione mondiale nel campo sociale nonche', grazie alla sua struttura tripartita, quale foro di incontro e di confronto per i sindacati e gli imprenditori a livello mondiale.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* l'Unità *di* Roma *del* 4-11-77

Dopo le dichiarazioni fatte in Svizzera

# Perchè gli emigrati sono severi con l'on. Foschi

I deputati Ferrari Marte e Cresco del PSI e Facchini del PCI hanno rivolto un'interrogazione congiunta al ministro degli Esteri chiedendo di conoscere quali iniziative il governo ha preso e vuole prendere per dare concretezza agli impegni assunti alla Conferenza dell'emigrazione nei confronti dei nostri lavoratori all'estero e per esprimere le non poche perplessità raccolte in Svizzera tra i lavoratori italiani là residenti dopo le dichiarazioni rilasciate dall'on. Foschi, sottosegretario all'Emigrazione, durante la sua ultima visita nella Confederazione elvetica.

In quella occasione, infatti, l'on. Foschi ha lamentato i limiti cui sono sottoposti gli emigrati italiani in Svizzera in ordine al permesso di soggiorno, alla libera circolazione e al congiungimento delle famiglie (per gli stagionali), minacciando di denunciare alla Conferenza di Belgrado il governo di Berna per la non applicazione degli accordi di Helsinki.

Affermano infatti non pochi connazionali emigrati che Foschi «ha dichiarato guerra alla Svizzera e poi è partito per Roma lasciando nei guai i nostri connazionali». L'esigenza di una maggiore tutela della condizione dei nostri lavoratori è oggi più che mai all'ordine del giorno in Svizzera di fronte alla negazione, nei fatti, degli impegni tra i due Paesi; ma il metodo per una soluzione positiva della «vertenza» dev'essere ben altro e ben più responsabile di quello scelto dal rappresentante del governo italiano, il quale ha preferito la strada dell'agitazione demagogica a quella della necessaria pressione democratica.

Del resto, proprio il governo italiano, e in modo specifico il ministero degli Esteri, non si sono certo distinti da parte loro nella ricerca di una soluzione della questione dei Comitati consolari in modo da permettere l'amplificazione della partecipazione degli emigrati alla gestione democratica della soluzione dei loro problemi.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale "Europe" di Roma del 4-11-77

CONCLUSIONI DEL CONSIGLIO SOCIALE SUL FONDO SOCIALE, I GIOVANI, LA LOTTA CONTRO LA POVERTA', LA SICUREZZA SOCIALE DEI LAVORATORI MIGRANTI.

BRUXELLES (EU), Giovedi'3.11.1977.- Come indicato in EUROPE del 29 ottobre, pag.6, il risultato principale del Consiglio "sociale" della settimana scorsa è stato: a) per quanto riguarda la revisione delle missioni e regole del Fondo sociale: la conferma dell'accordo di principio sull'apertura del concorso del Fondo ai sensi dell'art.4 a favore delle donne (la decisione dovrebbe essere adottata dal Consiglio in "una prossima sessione"); l'accordo generale su una serie di miglioramenti amministrativi (intervento del Fondo sociale a favore dei lavoratori migranti, operazioni beneficianti di un tasso massiorato; è scontato che la data di entrata in vigore di quest'ultimo regolamento coinciderà con la decisione che apre l'art.4 alle donne); la conclusione, per quanto riguarda la creazione di un nuovo tipo di aiuto per promuovere l'occupazione, che una decisione immediata non è possibile, ma proposte appropriate, concentrate sui giovani, dovranno essere presentate dalla Commissione affinchè questo tipo di aiuti nuovi sia messo in atto quanto prima.

b) Per quanto riguarda l'occupazione dei giovani: il Consiglio ha invitato la Commissione a sviluppare proposte dettagliate, selettive ed interessanti le situazioni che presentano i bisogni più grandi; a sviluppare azioni per rafforzare il legame tra la formazione post-scolastica e l'occupazione per i giovani nell'ambito del Fondo sociale europeo; ad amplificare l'aiuto e la cooperazione tra gli Stati membri "nello sviluppo delle loro istituzioni volte a rendere ottimale l'equilibrio tra l'offerta e la domanda sul mercato del lavoro". Il COREPER è stato incaricato di esaminare le proposte della Commissione, ed in particolare i loro aspetti finanziari. Queste questioni saranno oggetto di deliberazioni al Comitato permanente dell'occupazione del 24 novembre, ed al Consiglio sociale di dicembre, per il quale la Commissione si è impegnata a presentare uno "schema di programma", per passare poi a proposte concrete nei primi mesi dell'anno prossimo.

Il Consiglio ha anche discusso dei seguenti temi:

- sicurezza sociale dei lavoratori migranti: il Consiglio ha espresso il proprio accordo sulla modifica dei regolamenti sull'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori ed alla loro famiglia, che si spostano nella CEE. L'obiettivo è: di migliorare la situazione delle famiglie di questi lavoratori, in particolare per quanto riguarda l'assicurazione malattia/maternità; di permettere ad un lavoratore titolare di una pensione ai sensi della legislazione di uno Stato membro ed occupato in un altro Stato membro di essere assicurato sotto la legislazione di quest'ultimo; di permettere che un lavoratore benefici senza restrizioni della pensione acquisita ai sensi della legislazione di uno Stato membro e di soprassedere alla liquidazione della sua pensione in un altro Stato membro per beneficiare dell'aumento della pensione risultante da questo rinvio; di fornire prestazioni di invalidità ad un lavoratore che, dopo essere stato sottoposto ad una legislazione fondata sulla realizzazione del rischio, è sottoposto ad una legislazione fondata sulla durata d'assicurazione sotto la quale diventa invalido.
- lotta contro la povertà: il Consiglio ha espresso il suo accordo sulla modifica della decisione del 22 luglio 1975 sui progetti e programmi pilota per combattere la povertà, per poterli proseguire dopo i due anni inizialmente previsti: cosi', la partecipazione comunitaria al finanziamento dei progetti in corso è possibile sino al 1980, e nuovi progetti possono essere introdotti entro certe condizioni. Il Consiglio ha anche preso atto della relazione della Commissione sul programma europeo di progetti pilota contro la povertà per l'esercizio 1976 (si tratta di 21 progetti e di due studi transnazionali).
- relazione d'attività del Fondo sociale europeo per l'esercizio 1976: il Consiglio ne ha preso atto rilevando gli sforzi compiuti per quanto riguarda il contenuto della relazione e la sua trasparenza (essa fornisce non solo una presentazione delle attività del Fondo per settore d'intervento, ma anche informazioni sull'impatto finanziario del Fondo sulle regioni sfavorite ed il numero di beneficiari nei diversi settori d'intervento).
- Comitato consultivo per la sicurezza, l'igiene e la protezione della salute: il Consiglio ha preso atto della sua prima relazione d'attività (il Comitato è entrato in funzione nel luglio 1975) che descrive il suo funzionamento in questo periodo di avvio.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Popolo di Roma del 4-11-77

*Una dichiarazione dell'on. Foschi*

# Gli Usa fuori dall'OIL: rammarico in Italia

«La decisione del governo di Washington di uscire dall'Organizzazione internazionale del lavoro non può che suscitare un senso di amarezza in chi si è tenacemente battuto per evitare una simile lacerazione nel sistema societario mondiale». Lo ha dichiarato il sottosegretario agli Esteri Franco Foschi.

«Da parte italiana se abbiamo condiviso l'insistenza americana per il mantenimento delle caratteristiche originarie dell'Organizzazione e quindi la preoccupazione per certi sviluppi avutisi in seno ad essa in senso contrario nel corso degli ultimi anni — ha aggiunto — abbiamo sempre tenuto ferma la convinzione che per rimediare a tali carenze e difficoltà fosse necessaria l'azione coerente e concorde di tutti i Paesi dell'Occidente estesa a quanti altri, tra i membri dell'Organizzazione, condividono l'obiettivo di salvaguardarne la funzione e la efficacia. L'Oil — la più antica delle agenzie specializzate nel sistema delle Nazioni Unite — conserva ai nostri giorni pur nelle mutate condizioni dell'attuale società internazionale, il suo ruolo prezioso di elaborazione di norme internazionali del lavoro e di politica miranti alla elevazione del tenore di vita dei lavoratori del mondo intero. Recenti contatti che abbiamo avuto, anche personalmente a Ginevra ci hanno persuaso della possibilità di trovare soluzioni di equilibrato compromesso ai problemi di adattamento strutturale posti dall'ultimo quindicennio dall'ingresso dei Paesi del Terzo Mondo nell'Oil. Tanto abbiamo ripetutamente fatto presente al governo americano, sia a Washington che a Roma che a Ginevra, sia come governo italiano che nel quadro dei Nove».

«Abbiamo rinnovato i nostri appelli — ha detto Foschi — al massimo livello, fino agli ultimi giorni, ostenuti in questo anche dalla concorde opinione ed azione del mondo sindacale e imprenditoriale italiano. Prendendo ora atto della decisione di Washington, confermiamo il nostro impegno a difesa del ruolo, dell'efficacia e delle caratteristiche dell'Oil, cui si aggiunge ora l'azione volta a restaurarne l'universalità, ed auspichiamo che nel frattempo sia possibile trovare le forme per mantenere gli Stati Uniti in qualche modo associati ai programmi dell'Organizzazione. Ci sentiamo altresì sollecitati a ricercare un approfondimento della collaborazione con gli Stati Uniti in altre istanze internazionali del settore sociale, quali l'Ocse o il Cime; e ciò anche se — ha concluso — rimaniamo convinti dell'insostituibilità dell'Oil quale unica organizzazione mondiale nel campo sociale nonché, grazie alla sua struttura tripartita, quale foro di incontro e di confronto per i sindacati e gli imprenditori a livello mondiale».

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Tempo *di* Roma *del* 4-11-77

# Preoccupazioni per l'uscita dall'OIL decisa dagli USA

## Allarmanti dichiarazioni del direttore dell'Ufficio internazionale del Lavoro - L'amarezza alla Farnesina espressa dal sottosegretario Foschi

Ancora reazioni e commenti all'uscita degli USA dall'OIL, l'Organizzazione internazionale del lavoro, la più vecchia agenzia delle Nazioni Unite. La decisione americana come è noto è maturata dopo un «preavviso» di due anni inviato appunto all'OIL, nel quale il Governo di Washington sollecitava l'organizzazione ad abbandonare il ruolo assunto via via nel corso degli ultimi anni, quasi di portavoce dei Paesi del terzo mondo e di quelli a regime comunista, con sempre più frequenti prese di posizione politiche in direzione anti-occidentale.

In questi ultimi due anni l'OIL però non ha ritenuto di riprendere la propria veste istituzionale e apolitica, ed ha lasciato cadere nel vuoto l'appello di Washington, che pure contribuisce per un quarto alle spese dell'organizzazione: di qui la decisione USA.

Il direttore generale dell'Ufficio internazionale del lavoro F. Blanchard ha dichiarato che la decisione del Presidente degli Stati Uniti lo *«affligge perché l'allontanamento di questo grande Paese priverà la comunità mondiale del contributo di un Paese il cui popolo e i cui dirigenti sono tradizionalmente legati al progresso dell'umanità e alla difesa della libertà. Affermo* – ha proseguito Blanchard – *che non vi è che un mezzo per rafforzare la comunità umana nel settore del lavoro come in tutti gli altri settori: quello di militare in seno a questa comunità e non al di fuori di essa. Si tratta per l'OIL di proteggere e rinforzare le regole del diritto, di far rispettare i diritti dell'uomo, di promuovere l'occupazione, di soddisfare i bisogni primari dei più poveri e di definire su base internazionale, le norme e le misure atte a migliorare le condizioni dei lavoratori. Voglio credere* – ha concluso Blanchard – *che gli Stati Uniti non accetteranno di essere per lungo tempo assenti da questa grande impresa».*

Il sottosegretario agli Esteri Foschi ha espresso amarezza per la decisione, ed ha aggiunto che *«da parte italiana, se abbiamo condiviso l'insistenza americana per il mantenimento delle caratteristiche originarie dell'organizzazione e quindi la preoccupazione per certi sviluppi avutisi in seno ad essa negli ultimi anni, abbiamo sempre tenuto ferma la convinzione che per rimediare a tali carenze e difficoltà fosse necessaria l'azione coerente e concorde di tutti i Paesi dell'Occidente estesa a quanti altri, fra i membri dell'organizzazione, condividono l'obiettivo di salvaguardarne la funzione e l'efficacia».*

Dopo aver ricordato *«gli appelli, al massimo livello»*, rivolti *«fino agli ultimi giorni»* perché gli Stati Uniti ripensassero alla loro decisione, Foschi osserva che l'Italia rimane convinta *«dell'insostituibilità dell'OIL quale unica organizzazione mondiale nel campo sociale»* e auspica che *«sia possibile trovare le forme per mantenere gli Stati Uniti in qualche modo associati ai programmi dell'organizzazione».*

Infine secondo la Federazione lavoratori delle costruzioni *«le motivazioni addotte per l'uscita dall'OIL appaiono, francamente, speciose ed infondate e risentono pericolosamente di una logica da superpotenza insofferente di tutte quelle nuove realtà che emergono nei rapporti internazionali con l'entrata sulla scena di numerosi Paesi del terzo mondo che si battono contro l'imperialismo ed i rapporti diseguali».* Inoltre, conclude la segreteria della FLC, la conferma della decisione suona come un successo delle *«forze neo-isolazioniste americane».*

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* l'Unità *di* Roma *del* 4-11-77

# L'Italia esprime amarezza per l'uscita degli USA dall'OIL

ROMA — Con una dichiarazione del sottosegretario al Lavoro, Foschi, il governo italiano ha espresso ieri «amarezza» per l'uscita degli USA dall'OIL. Pur condividendo alcune critiche avanzate dal governo americano al funzionamento dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, Foschi sostiene che l'OIL «conserva ai nostri occhi, pur nelle mutate condizioni dell'attuale società internazionale, il suo ruolo prezioso di elaborazione di norme internazionali del lavoro e di politiche miranti alla elevazione del tenore di vita dei lavoratori del mondo intero». Dopo aver detto che il governo italiano è intervenuto più volte per convincere Washington a desistere dal proposito di uscire dall'OIL, Foschi riafferma l'impegno dell'Italia «a difesa del ruolo, dell'efficacia e delle caratteristiche dell'Organizzazione».

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Popolo *di* Roma *del* 4-11-77

# Concluse le riunioni dei partiti per la legge elettorale

Si è conclusa la serie di riunioni dei rappresentanti dei partiti dell'intesa per l'esame del progetto della legge elettorale europea. «Sui punti ancora in discussione — informa un comunicato — si è registrato un costruttivo avvicinamento di posizioni con la precisa indicazione di eventuali alternative. Tutti i rappresentanti dei partiti hanno confermato la disponibilità ad un incontro col Governo, insieme ai rappresentanti dei gruppi parlamentari, per il varo della legge ad un prossimo Consiglio dei ministri».

Al termine della riunione l'on. Granelli si è incontrato col presidente Andreotti per informarlo sulle proposte emerse nelle varie riunioni, alle quali hanno preso parte Granelli per la DC, Galluzzi (PCI), Della Briotta (PSI), Ferri (PSDI), Battaglia (PRI), Malagodi (PLI).

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Informazione di Stoccolma del 4.11.77

# Proposta socialdemocratica sugli immigrati

Il partito socialdemocratico ha recentemente elaborato un programma di politica dell'immigrazione – È dal 1973 che è stato nominato un gruppo di lavoro per i problemi degli immigrati – Il programma in questione doveva essere pronto per il congresso del 1975 – Per la mancanza però di una proposta ben articolata il gruppo ha presentato solo ora i risultati dei suoi lavori.

Ecco alcuni punti della nuova proposta che sarà ora esaminata dagli iscritti al partito:

● I socialdemocratici desiderano estendere il sussidio per lo studio dello svedese anche a favore di coloro che non lavorano. Secondo le disposizioni in vigore solo chi lavora ha diritto alla retribuzione e al congedo per studiare lo svedese.

● È necessario aumentare il sussidio statale ai comuni per l'insegnamento della lingua materna. Si permetterebbe in tal modo alle amministrazioni municipali di far iniziare il tirocinio nella propria lingua già ai bambini di quattro anni. Il bilinguismo deve essere una delle mete dell'istruzione scolastica dei figli degli immigrati. In tal modo si permetterà loro di studiare con maggior facilità la propria lingua al ginnasio.

● Nomina di una commissione che esamini la possibilità di estendere agli immigrati il diritto di voto nelle elezioni politiche.

● *Anna-Greta Leijon, ministro degli immigrati nell'ex-governo socialdemocratico, ha presieduto il gruppo di lavoro che ha elaborato il programma di politica dell'immigrazione del partito.*

● I socialdemocratici desiderano che si applichi una politica limitativa dell'immigrazione. Questa deve continuare ad essere regolamentata come avviene ora. Bisogna comunque migliorare la collaborazione tra paesi di emigrazione e paesi di immigrazione. Questi ultimi potrebbero contribuire all'aumento dei posti di lavoro nei primi.

● Il datore di lavoro che assuma persone senza permesso dovrebbe essere colpito da pena più severa.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Nazione di Firenze del 6-11-75

# I dc sul voto agli emigranti

Roma, 3 novembre.

Il direttivo del gruppo democristiano della Camera ha dato il proprio assenso alla concessione di una proroga di due mesi alla commissione affari costituzionali per l'unificazione delle proposte di legge riguardanti il voto degli italiani all'estero.

Se alla fine di dicembre il comitato ristretto non dovesse giungere alla soluzione di un testo unificato, è probabile che la questione venga esaminata dall'assemblea su due relazioni, una di maggioranza e una di minoranza.

Il deputato Scalia ha sollevato anche il problema del voto degli italiani all'estero per le prossime elezioni europee. Egli ha suggerito di fare un referendum all'interno del gruppo democristiano per sapere se il voto debba essere limitato ai soli cittadini italiani residenti nei paesi europei oppure anche a quelli emigrati in tutto il mondo.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Secolo *di* Roma *del* 4.11.77

VOTO DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO

# Democristiani e comunisti contro gli impegni del Parlamento

## Sollecitata dal MSI-DN la discussione in aula delle proposte di legge sulla materia

Ancora un tentativo di insabbiare la legge per il voto degli italiani all'estero, portato avanti in primo luogo dai comunisti, che trovano nella DC, ancora una volta, un alleato.

Tale scandaloso comportamento, che costituisce un tradimento degli impegni presi in Parlamento per riconoscere ai cittadini residenti all'estero il diritto di voto, è stato denunciato a chiare lettere dal MSI-DN nel corso della conferenza dei capigruppo riunitasi ieri.

Il capogruppo del MSI-DN on Pazzaglia, nel sollecitare la discussione in aula delle relative proposte di legge, ha annunciato che si appellerà all'art. 8 del regolamento, che prevede appunto la possibilità di richiamare in aula un provvedimento languente in commissione. L'on. Pazzaglia ha anche sollecitato il dibattito sulla politica estera.

La conferma del grave atteggiamento assunto dalla DC sull'ormai improrogabile questione è venuta ieri mattina dalla riunione del direttivo del gruppo democristiano alla Camera. I parlamentari dello scudo crociato hanno confermato in pratica che il loro partito è disponibile alla manovra in atto da parte del PCI e tendente ad affossare il provvedimento.

La riunione è stata determinata dal fatto che sono ormai scaduti i termini concessi alla commissione competente per riferire sui singoli progetti di legge presentati sulla materia. Infatti nella seduta del 22 luglio scorso la Camera approvò l'ordine del giorno con il quale veniva sollecitata una positiva soluzione del problema «*concernente l'effettivo esercizio del diritto di voto da parte dei cittadini italiani all'estero*».

Ebbene, il direttivo DC ha deciso di concedere altri due mesi di proroga al comitato ristretto per tentare di addivenire, all'interno della commissione, ad un progetto di legge unificato.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Messaggero di Roma del 6-11-77

## Vertici

# Ce ne sarà uno per il varo della legge sulle elezioni europee

« Tecnicamente la cosa è ancora un po' misteriosa, mentre è chiaro che si va verso una positiva conclusione di questo confronto ». E' l'opinione di Luigi Granelli, il responsabile del settore internazionale della Dc, che in questi giorni ha promesso una serie di riunioni con i partiti dell'intesa programmatica alla ricerca di un accordo sulla legge per le elezioni del Parlamento europeo. Questo giro di consultazioni si è concluso ieri, oggi ci sarà un « vertice » tutto democristiano e la prossima settimana uno con il presidente del Consiglio per il definitivo varo del disegno di legge. « Abbiamo fatto un buon lavoro, i diversi punti di vista si sono notevolmente avvicinati », dice Granelli. E così, è stata praticamente messa in soffitta la proposta del sottosegretario Darida, che prevedeva un meccanismo elettorale non proporzionale (a discapito dei partiti medi e minori) e la divisione dell'Italia in tre grosse regioni. E' invece passato il principio della rigida applicazione della proporzionale pura (in questo modo, rispetto ai risultati del 20 giugno 1977, tutti i partiti avrebbero un loro rappresentante al Parlamento europeo). Si deve ancora sciogliere il nodo del tipo di collegi: i partiti minori lo vorrebbero unico e nazionale, la Dc è per una divisione regionale.

*Ministero degli Affari Esteri*

IV

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Roma *di* Napoli *del* 4-11-72

CONFERENZA DELL'ANDIT A ROMA

# Il voto delle donne e l'Europa unita

## Auspicata una campagna che sensibilizzi il « gentil sesso » in vista delle elezioni

ROMA, 3

« Invitiamo tutte le donne a riprendersi l'autonomia del proprio voto per un'Europa libera », è il messaggio dell' ANDIT (Associazione nazionale donne italiane) in vista delle prossime elezioni europee.

Nell'illustrare questa mattina a Roma in una conferenza stampa il significato di questo messaggio, la segreteria nazionale dell' ANDIT, Silvana Caradonna, ha ricordato che « noi (ANDIT) crediamo nell'Europa, ma molti di noi non riescono ancora a sentirsi « cittadini europei ».

L'Associazione donne italiane, vicina politicamente a Democrazia Nazionale, che si prefigge di agire « per lo sviluppo dell'impegno politico delle donne italiane per la salvaguardia della libertà, della integrazione europea e della civiltà occidentale », in occasione dell'ultimo salone « Usotempo » effettuò nel proprio stand un sondaggio sul tema « Questa l'Europa che preferisco ».

La varietà delle categorie, ha sottolineato Silvana Caradonna, offre risultati di notevole validità presentando uno spaccato che rispecchia la situazione del paese.

Degli oltre quattromila intervistati le più disposte verso l'Europa sono le casalinghe (90-1 per cento sì, 9,9 per cento no) mentre il 77,5 per cento delle risposte auspica una libera circolazione del lavoro con punte massime di adesione fra i giovani (77,3 per cento), gli operai (82,9 per cento), gli insegnanti (81,3 per cento) fino ai pensionati con il 100 per cento.

Questa campagna di pubblicizzazione dell'idea europea è, secondo l'ANDIT, utile soprattutto per sensibilizzare le donne, visto che dal sondaggio emerge una pericolosa tendenza all'assenteismo, per le prossime elezioni europee. L'associazione in questo momento si impegna per sensibilizzare tutte le donne al voto europeo, proponendo una federazione dei movimenti delle donne di tutta l'Europa.

« La donna che vota per l'Europa, ha concluso Silvana Caradonna, non può non dare un voto che propugni una Europa libera e democratica, autonoma, ma inserita in un ambito occidentale, scevra dai condizionamenti e dalle costrizioni delle società comuniste ».

*Ministero degli Affari Esteri*

I. IV

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Nazione *di* Firenze *del* 4-11-77

# Impegno di Callaghan per le elezioni europee

L'annuncio dato ai Comuni all'apertura della sessione parlamentare, dopo che la regina Elisabetta ha pronunciato il discorso della corona - Sarà realizzato il decentramento per Scozia e Galles

**Dal nostro corrispondente**

Londra, 3 novembre.

*Uno sciopero dei tecnici della radiotelevisione britannica ha impedito stamani la trasmissione in diretta del discorso della corona che ha inaugurato la sessione dei lavori parlamentari. Un portavoce della BBC ha successivamente spiegato che l'improvviso black-out non deve essere interpretato come un atto di deliberata scortesia nei confronti della sovrana e del Parlamento.*

*Rimane il fatto che i teleschermi non hanno potuto testimoniare, come negli scorsi anni, il fulgore di una cerimonia che si ripete puntualmente secondo un rigido protocollo. Accompagnata dal principe Filippo di Edimburgo in alta uniforme, Elisabetta d'Inghilterra è arrivata a Westminster nella carrozza di Stato scozzese tra due ali di folla festante.*

*Inforcando per la prima volta gli occhiali nell'edificio parlamentare (qualche cronista ha fatto osservare che gli anni passano, purtroppo, anche per lei) la regina ha letto il programma legislativo del governo Callaghan che è reso necessariamente conciso dalla previsione che nel prossimo autunno saranno indette nuove elezioni.*

*L'impegno di procedere a dirette elezioni per il Parlamento europeo e di realizzare il decentramento regionale per la Scozia e il Galles monopolizzerà larga parte delle sedute alla Camera dei Comuni. Per gli inglesi filocomunitari sarà buona notizia apprendere che il governo laborista si è impegnato finalmente in maniera esplicita alle elezioni dirette per il Parlamento europeo pur senza fissarne ancora nè la data nè la procedura. La polemica tra sistema uninominale e proporzionale continua all'interno dei vari partiti.*

*Il decentramento regionale prevede l'istituzione dei cosiddetti « miniparlamenti » scozzese e gallese. Questo progetto fu già bocciato in una precedente stesura che è stata, nel frattempo, sottoposta a emendamenti.*

*Nel discorso pronunciato ai Comuni per illustrare il discorso della corona il primo ministro Callaghan ha dichiarato che i minatori non saranno considerati come un'eccezione quando si dovranno valutare le loro richieste di nuovi aumenti salariali. Ciò significa che il governo laborista si considera pronto a raccogliere la sfida che il sindacato dei minatori ha decretato contro la politica economica dell'amministrazione in carica, che vorrebbe imporre un limite massimo del dieci per cento nei futuri ritocchi delle retribuzioni. La « Union » dei minatori ha respinto lo schema di produttività proposto dall'ente nazionale del carbone chiedendo una paga di 135 sterline a settimana per i minatori impegnati nel sottosuolo.*

L. F.

*Ministero degli Affari Esteri* T. IV

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Avanti *di* Roma *del* 4-11-77

*A colloquio con i lavoratori socialisti italiani emigrati in Belgio*

# Si attende il test delle elezioni europee

(Nostro servizio)

LIEGI, 3 — I problemi che gli emigrati italiani in Belgio devono affrontare oggi sono certamente diversi da quelli di 20 anni fa, ma sono ancora numerosi. I Consigli comunali consultivi possono fare ed ottenere molto in favore della nostra comunità per la sua sempre maggiore integrazione dell'ambiente di vita e di lavoro, e ancora di più potranno ottenere in caso di una forte affermazione socialista, dal momento che in questa regione — la Vallonia — il Partito Socialista Belga ha ovunque la maggioranza relativa e in molte province addirittura quella assoluta, talvolta con punte schiaccianti di quasi il 70 per cento. «Un largo successo socialista — dice il presidente del circolo Fernando Santi di Seraing, Mario Sirotti — rafforzerebbe la fiducia dei compagni belgi nei nostri confronti e ci consentirebbe una più stretta collaborazione con loro, particolarmente a livello di amministrazioni comunali, permettendoci quindi di condurre una politica attiva ed efficace a vantaggio di tutta intera la comunità italiana. Ed è proprio questa una delle ragioni per cui noi socialisti ci siamo impegnati così a fondo, oggi a Liegi e domani negli altri comuni in cui di volta in volta si voterà».

Le difficoltà sono tuttavia molte, a cominciare dall'antica diffidenza dell'immigrato, motivata, soprattutto un tempo, dagli obiettivi ostacoli che per svolgere una attività politica, del resto largamente vietata. In molti casi tali diffidenze sono rimaste vive, nonostante il mutamento intervenuto in questi ultimi anni.

Ora si attende il *test* delle elezioni del Parlamento Europeo con particolare ansia. Chiamati a partecipare direttamente e concretamente alle scelte politiche, almeno i giovani, se non i vecchi, si sentirebbero profondamente coinvolti. Le elezioni per il Parlamento Europeo inoltre, permettono di inquadrare in una dimensione europea anche i problemi italiani, li renderebbero più familiari e meno lontani a gente come gli immigrati, ormai abituata a confrontarsi piuttosto con quelli della società in cui vive.

«Spesso — dice una segretaria di sezione del PSI in Belgio Paola Jacuele — nei dibattiti e nelle discussioni alle quali partecipiamo col Partito Socialista Belga siamo proprio noi a smuovere le acque, a mettere in guardia i compagni belgi dal pericolo dell'imborghesimento e di perdere di vista il carattere di grande partito operaio che il PSB ha e deve mantenere». «E' una grossa forza la nostra, un capitale — conferma Lucia Romaniello, anch'essa candidata per il consiglio consultivo — che può essere utilizzata per costruire una società europea davvero socialista».

**Alberto Cà Zorzi**

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I - V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità di Roma del 4-11-77

Interessante e positivo accordo nella Germania federale

# Eletti i nuovi dirigenti del Comitato per l'assistenza scolastica

L'Intercoascit, l'organismo che presiede e coordina l'attività dei comitati di assistenza scolastica costituiti presso le nove sedi consolari esistenti nella RFT, sembra vivere un clima diverso dal passato con il superamento di vecchie chiusure ed emarginazioni. Nella riunione del 15 ottobre scorso svoltasi a Bonn per iniziativa dell'ambasciata italiana, e alla quale hanno preso parte i rappresentanti delle sedi consolari e delle forze politiche e sociali italiane operanti in Germania, è stata infatti affermata la necessità di operare con un nuovo spirito di collaborazione unitaria per dare agli interventi del fondo sociale della Comunità europea per i lavoratori italiani e le loro famiglie emigrati nella RFT più efficienza e più rispondenza ai bisogni della nostra collettività.

L'assemblea è stata introdotta dal consigliere della ambasciata Pulcini il quale, come afferma il verbale della riunione, ha proposto che «in analogia col clima politico italiano e con la conciliazione delle tante e a volte contrastanti esigenze che in passato hanno contrapposto i vari gruppi che compongono l'assemblea dell'Intercoascit», a presidente dell'Intercoascit venga eletto Loris Atti, presidente della FILEF nella Repubblica federale tedesca. Il compagno Atti è stato eletto all'unanimità nella nuova carica mentre vice presidenti sono stati eletti il rappresentante dell'UNAIE Pintagro e il preside prof. Luigi Battagia. Della giunta esecutiva composta da sette esponenti dell'amministrazione e sette delle forze politiche sociali democratiche, fa parte anche il compagno Piero Ippolito, segretario della nostra Federazione di Colonia.

A chiusura dei lavori il compagno Atti ha ringraziato i presenti della fiducia accordatagli, ribadendo il carattere democratico in cui devono manifestarsi le funzioni dell'Intercoascit e sottolineando il valore positivo del nuovo accordo raggiunto tra le parti sociali e l'amministrazione; ciò è tanto più necessario perchè quello della scuola è forse il problema più drammatico che i lavoratori italiani emigrati si trovano a dover affrontare. L'assemblea, infine, ha dato mandato al Comitato di elaborare una proposta di nuovo statuto dell'Intercoascit e di fornire alla giunta le scelte prioritarie per il raggiungimento degli scopi previsti dall'art. 1 dello statuto attuale. Inoltre, ha demandato alla giunta il compito di elaborare i criteri di ripartizione delle somme accreditate sul conto dell'Intercoascit e di effettuare la ripartizione stessa di tali somme; di programmare la propria attività di promozione, coordinamento e controllo, nella cornice delle scelte fissate dal Comitato e di stabilire contatti organici con i vari Coascit per verificarne i programmi e stimolare il coinvolgimento delle componenti sociali democratiche.

Ministero degli Affari Esteri

I.E.

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità di Roma del 4-11-72

# L'impegno dei comunisti per la tutela dei diritti dei lavoratori italiani

## Il dibattito alla Federazione del PCI di Stoccarda - Netta condanna del terrorismo - Tesseramento e sottoscrizione

La situazione dei lavoratori italiani emigrati nella RFT, così come si presenta oggi dopo gli ultimi tragici avvenimenti, è stata oggetto di un approfondito dibattito da parte del Comitato federale della Federazione del PCI di Stoccarda. La riunione è stata introdotta da una relazione del compagno Cialini, segretario della Federazione, sulla quale sono intervenuti 22 compagni. Sia nella relazione che negli interventi e nelle conclusioni tratte dal compagno Pelliccia della sezione Emigrazione, è stato rilevato come la campagna di isteria anticomunista condotta dalle forze di destra tenta di diffondere nell'opinione pubblica tedesca un'accentuata confusione dietro cui far passare la linea di nuove limitazioni alle libertà democratiche. Con sdegno è stato respinto il tentativo di coinvolgere nella condanna al terrorismo anche i comunisti italiani, ribadendo nel contempo come in Italia il principale avversario dei terroristi e dei gruppi del «partito armato» sia proprio il PCI.

In questo contesto, nei luoghi di lavoro cominciano a verificarsi casi di minacce e pressioni contro i lavoratori italiani militanti del PCI, mentre per contro numerose organizzazioni sindacali del DGB prendono decisa posizione contro questi tentativi. Oltre a ribadire il carattere democratico dell'attività che in uno spirito unitario le nostre organizzazioni svolgono fra gli italiani emigrati in Germania a tutela dei loro interessi di lavoratori e della loro dignità di cittadini italiani, il CF ha invitato tutti gli iscritti al PCI nel Baden Württemberg e in Baviera a valutare con serietà e senso della misura la situazione e a sottolineare che le azioni terroristiche servono alla causa della destra reazionaria e dei nemici della cooperazione e della distensione internazionale.

Il Comitato federale della Federazione di Stoccarda ha inoltre preso in esame la situazione italiana valutando l'ultima sessione del Comitato centrale del partito come un contributo essenziale dei comunisti italiani per risolvere i gravi problemi del nostro Paese. Questa adesione è confermata dai positivi risultati ottenuti quest'anno dalla nostra Federazione di Stoccarda: pur incontrando notevoli difficoltà, sono stati raggiunti e superati il numero degli iscritti del '76 e l'obiettivo per la sottoscrizione per *l'Unità*. La grande riuscita della festa federale di Stoccarda e delle feste promosse dalle sezioni di Monaco e di Ulm è stata confermata dal successo della festa di domenica scorsa promossa dalla sezione di Kingen-Brenz. Il legame dei comunisti italiani con i lavoratori ed i loro problemi è emerso anche nella loro partecipazione alle iniziative sulla scuola, come quella realizzata la scorsa domenica a Bietigheim.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* l'Unità *di* Roma *del* 4-11-77

Successo del PCI

nella città

della Volkswagen

# Grande festa dell'« Unità » a Wolfsburg

Notevole successo hanno registrato le Feste dell'*Unità* organizzate domenica scorsa dalle nostre sezioni di Wolfsburg e di Bielefeld. Nella città della Volkswagen, alla festa hanno partecipato più di 1000 lavoratori italiani. Ad essi ha parlato il compagno Cavallaro della segreteria della Federazione comunista torinese, il quale, oltre ai problemi della situazione italiana, ha illustrato anche il momento e il risultato delle lotte politiche e sindacali condotte dalle maestranze della FIAT. Il compagno Cavallaro ha presenziato anche la festa di Bielefeld. Non meno significativo il risultato della festa della sezione comunista di Colonia svoltasi con due giornate di iniziative varie nei locali del circolo « Rinascita ».

■ Nella RFT si è aperto un nuovo circolo democratico anche a SAARBRUECKEN. Grazie all'impegno dei compagni della locale sezione del PCI è stato costituito il circolo « Gramsci » situato a SAARLOUIS.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ASCA di Roma del 4.11.72

Ne trattano due interessanti studi

# ITALIANI IN GRAN BRETAGNA

Un movimento migratorio d'antica data. Oggi la prevalenza è dei meridionali. Non brillante la sorte della stampa. Nessun problema di adattamento: ma si tratta di vera integrazione o di pacifico separatismo?

Roma, novembre (ASCA) - Un bel volume, edito dal Centro Studi Emigrazione di Roma (CSER), dei Padri Scalabriniani e dovuto a Padre Umberto Marin, porta questo titolo e rappresenta uno dei più validi contributi allo studio della nostra emigrazione in quel Paese. L'attualità e l'importanza dell'argomento - nota l'UCEI - vengono ora richiamate da uno studio del prof. Russel King dell'Università di Leicester, attento studioso della geografia umana e dei movimenti migratori italiani. Si tratta della nota apparsa su Geography del luglio scorso e dei tema "Italian Migration to Great Britain". Sono due occasioni da non perdere per formulare qualche considerazione sulla citata corrente migratoria.

Il primo italiano sbarcato in Gran Bretagna, di cui la storia parli, è senza dubbio Giulio Cesare. Ma non è certamente da lui che vogliamo prendere le mosse per queste poche righe. Basterà limitarsi a considerare che gli Italiani e gli oriundi Italiani furono numerosi in quell'isola, soprattutto a Londra, dal Medio Evo alla Riforma.

Si trattava di gente della più vasta estrazione: vescovi, teologi, pittori, scultori, medici, chirurghi, commercianti, banchieri, artigiani e così via. Lo conferma la stessa toponomastica: basta pensare a Lombard Street per evocare la schiera di banchieri di origine lombarda o, in genere, italiana.

La Riforma frenò soprattutto nei tempi più duri, questa immigrazione, in gran parte di élite. Tuttavia, già all'inizio dell'Ottocento, gli Italiani rappresentavano una delle più cospicue comunità a Londra: l'immigrazione era sempre elitaria in buona parte e numerosi erano i profughi politici. Le figure più note sono quelle di Ugo Foscolo, Giuseppe Mazzini, Gabriele Rossetti e Antonio Panizzi (divenuto nel 1837 Direttore della biblioteca del British Museum; nel 1869 gli venne concesso, primo fra tutti gli stranieri, il titolo di "Sir").

Nella seconda metà del secolo iniziò e si sviluppò anche la immigrazione "proletaria": ad operai, domestiche, camerieri e cuochi si affiancavano i gelatai ed i suonatori di organetto, che entrarono a far parte del folklore di tante città inglesi.

Il numero degli italiani aumentò rapidamente: secondo i censimenti britannici, nell'Inghilterrà e Galles da quasi 4.500 nel 1861 si era giunti a più di 20.300 nel 1901. E dopo l'ultima guerra si era saliti a 33.200 nel 1951 e a più di 133.500 nel 1971.

Secondo i dati pubblicati dal nostro Ministero degli Affari Esteri, la collettività italiana in Gran Bretagna comprendeva 228.000 persone a fine 1975, delle quali 140.000 nella sola circoscrizione consolare di Londra. Si trattava di 131.000 uomini (il 58% del totale) e di 97.000 donne; vi erano compresi 18.000 bambini di ambo i sessi sotto i sei anni, e 26.000 ragazzi tra i 6 e i 14 anni, ossia in età scolare, ma anche 12.000 anziani ultrasessantacinquenni. La maggior parte proviene oggi dall'Italia meridionale ed insulare, mentre nei primi tempi erano i settentrionali a prevalere numericamente. Gli immigrati italiani hanno sempre avuto tendenza a stare insieme e già nel 1863 avevano la loro chiesa, la S. Peter Church: l'iniziativa era stata presa da S.Vincenzo Pallotti, che fin dal 1844 aveva inviato ad assistere quella comunità il Padre Raffaele Mellia. Oggi questa assistenza è assicurata in tutto il Paese da 14 missioni con 25 Missionari.

Gli Italiani ebbero presto anche la loro stampa le cui origini possono farsi risalire alla rassegna mensile Italian Tracts dei fratelli Molini (1795), della quale, però, furono pubblicati due soli numeri. Il primo vero giornale, per la sua impostazione, fu la Gazzetta Italiana, fondata nel 1871, ma anch'esso non durò a lungo, perchè se ne pubblicarono soltanto 32 numeri. In complesso si ebbero una ventina di testate, da quelle mazziniane, alle religiose, alle anarchiche (e persino due in latino). Ebbero quasi tutte vita breve, ad eccezione del Londra-Roma fondato da Pietro Rava nel 1888 e cessato con la morte del fondatore nel 1920: per i primi vent'anni del novecento fu l'unico organo di stampa italiana. Attualmente viene pubblicato in Gran Bretagna il quindicinale La voce degli italiani (Londra) a cura delle Missioni Cattoliche Italiane e che ha assorbito il mensile L'italiano.

Gli Italiani, come già si è accennato, parteciparono fin dai primi tempi alla vita del Paese ospite e non vi sono stati problemi macroscopici di adattamento sul tessuto socio-economico inglese. Tuttavia anche in questo caso i problemi non mancano, tanto che uno studioso inglese (J.Brown, The Un-Melting Pot, Londra, McMillan, 1970) si è chiesto se la simpatia con cui sono guardati nel Paese i nostri connazionali ivi immigrati sia dovuta ad una vera integrazione o, piuttosto, ad un pacifico separatismo tra le due comunità.

Giuseppe Lucrezio

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI
III
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Il Giornale d'Italia del 4.11.77



# "La stampa italiana all'estero"

ROMA — Il volume di Vittorio Briani "La stampa italiana all'estero dalle origini ai nostri giorni", una documentazione riguardante le testate italiane all'estero, e' stato presentato alla Farnesina dal Sottosegretario agli Esteri On. Foschi, affiancato dall'autore del libro e dal direttore generale per l'Emigrazione Salvatore Saraceno.

Il volume contiene un'alisi delle motivazioni che hanno dato origine alle varie esperienze in relazione ai vari periodi storici dall'unita' dell'Italia ai giorni nostri.

L'on. Foschi, che ha scritto la prefazione, ha detto tra l'altro che il Governo italiano e' convinto della esigenza di una stampa specializzata e diversificata secondo le aree e i problemi specifici di ciascuna collettivita' all'estero, consapevole, sulla base dell'esperienza passata, della futilita' di una impostazione propagandistica.

Nella foto, durante la presentazione del Volume, da sinistra: Salvatore Saraceno L'On. Foschi, Umberto Ortolani, presidente della Federazione Stampa Italian All'Estero, Vittorio Briani e il Consigliere Carlo Ferroni.

(Foto ANSA),

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Bruxelles del 4-11-77

congresso federalisti europei a bruxelles

(ansa) - bruxelles, 4 nov - l'unione dei federalisti europei (uef) ha aperto questo pomeriggio a bruxelles il suo congresso che hacome tema principale le elezioni a suffragio universale diretto del parlamento europeo, previste in linea di principio per la tarda primavera dell'anno prossimo.

partecipano ai lavori il presidente della commissione europea roy jenkins, il presidente del parlamento europeo emilio colombo e circa cinquecento delegati e osservatori dei paesi della cee.

al congresso, i cui lavori si chiuderanno domenica prossima, sara' adottato il manifesto dei federalisti per le prossime elezioni europee, manifesto approvato dal comitato federale dell'uef nella riunione tenuta a monaco nel luglio scorso.

saranno inoltre presentati i programmi dei partiti politici finora costituitisi a livello europeo. il primo ministro belga leo tindemans, nella sua qualita' di presidente del partito popolare europeo (la federazione dei partiti democristiani), il ''primo'' ministro lussemburghese gaston thorn, per la federazione dei partiti liberali, e il tedesco wilhelm droescher, presidente dell'unione dei partiti socialisti della cee, si succederanno alla tribuna degli oratori per illustrare le posizioni dei rispettivi partiti.- (segue) /

(ansa) - bruxelles, 4 nov --

il ''periodo difficile'' attraversato attualmente dall'europa comunitaria e' stato messo in rilievo dal primo ministro tindemans nel suo intervento al congresso.

l'europa - ha tuttavia rilevato - ''e' la nostra sola possibilita' di salvezza'' e le elezioni dirette del parlamento europeo ''rispondono ad una legittima preoccupazione per una piu' grande democratizzazione della comunita'''. queste elezioni daranno nuovo prestigio al parlamento, anche se i poteri dello stato rimarranno limitati. e ''l'equilibrio istituzionale della cee potra' di consequenza subire profonde modifiche''.

per quanto riguarda il partito popolare europeo, di cui e' presidente, tindemans ha sottolineato che ''i valori ai quali aderisce mirano a rendere all'uomo tutta la sua dignita', a promuovere una democrazia di partecipazione e a sviluppare una societa' fondata su una piu' grande solidarieta' interna ed esterna''.

anche il presidente dell'uef, mario albertini, ha ricordato la crisi attraversata dall'europa. ma cio' non deve indurre - ha detto - a non agire per l'unita' dell'europa stessa. e sono le prossime elezioni europee a offrire la possibilita' agli uomini politici ''di battersi sul terreno della democrazia per attuare la costruzione dell'europa''.-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 4-11-77

delegazione parlamento europeo conclude lavori a washington

(ansa) - washington, 4 nov - dopo una settimana di contatti con gli ambienti congressuali e governativi americani e con quelli delle nazioni unite, la delegazione del parlamento europeo guidata dall'on. mario zagari ha concluso oggi a washington la sua visita negli stati uniti, la piu' recente in una serie di periodici incontri promossi dai legislatori dei paesi situati dall'una e l'altra parte dell'atlantico del nord.

i 21 parlamentari - tre italiani, quattro tedeschi, quattro britannici, sei francesi, due irlandesi e due belgi, appartenenti a tutti gli schieramenti politici - si sono incontrati oggi con il segretario di stato cyrus vance, con il consigliere della casa bianca zbigniew brzezinski e con il segretario all'agricoltura bob bergland.

durante la visita, la delegazione ha avuto modo di discutere temi come quelli dei diritti umani, del medio oriente, del sudafrica, del dialogo nord-sud, dell'aiuto ai paesi con bilance dei pagamenti in difficolta' per effetto dei prezzi del petrolio, dell'energia nucleare, del protezionismo.

oltre all'on. zagari (socialista), facevano parte della delegazione italiana silvio leonardi (comunista) e camillo ripamonti (democristiano).-

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* l'Unità *di* Roma *del* 4-11-77

# *brevi dall'estero*

■ Sabato 5 novembre, alle ore 20, presso la Casa del popolo di **ZURIGO**, avrà luogo una conferenza pubblica del compagno Renzo Imbeni, del CC e segretario della Federazione di Bologna, sul tema: «La Rivoluzione d'ottobre e la politica internazionale del PCI».

■ Si è svolta il 30 ottobre a **NIZZA** una riuscita manifestazione dell'Associazione d'amicizia franco-italiana a cui ha partecipato lo on. Franco Dulbecco.

■ Il deputato di Enna on. Mancuso ha tenuto in questi giorni a **LIEGI** numerose riunioni di lavoratori emigrati, soprattutto siciliani.

■ Avrà luogo il 4 e 5 novembre a **MONS** la festa dell'«Unità» di zona con l'intervento di un compagno della segreteria della Federazione del PCI del Belgio.

■ Ad **ADELAIDE** (South Australia) e a **PERTH** (West Australia) l'on. Claudio Cianca, presidente della FILEF, ha parlato ad affollate riunioni di lavoratori italiani.

■ Dai primi di ottobre, ogni martedì, alle 18,45, in **OLANDA**, la TV trasmette sul canale «Nederland-2» un programma in italiano la cui redazione è stata affidata agli emigrati stessi.

■ Si svolgerà domenica 6 a **LOSANNA** un attivo di zona con la presenza del compagno Giuseppe Dama, dell'ufficio di segreteria del PCI.

■ Il compagno Domenico Leardi, del Comitato federale di Roma, interverrà sabato 5 novembre alla festa dell'«Unità» della sezione di **WANGEN** (Stoccarda).

■ Sabato 5 novembre, alla presenza del compagno Imbeni, sarà inaugurata in **SVIZZERA** la nuova sede della sezione «Antonio Gramsci» di Zurigo.

■ La sezione del PCI di **CLOTEN** (Svizzera) ha già raggiunto il 114 per cento nel tesseramento per il 1978.

■ Si svolgerà domenica 6 a **DIETIKON** (Zurigo) un incontro tra emigrati italiani in Svizzera e gli amministratori del comune di San Pietro a Maida (Catanzaro).

■ Tre feste dell'«Unità» si svolgeranno nella Federazione del Lussemburgo, il 5 novembre a **ESCH** e il 12 a **PETANGE** e a **RODANGE**.

■ Per domenica 6 novembre è convocato il Comitato direttivo della Federazione di **ZURIGO** per un esame dello stato attuale dei rapporti unitari in vista di un rilancio del Comitato nazionale d'intesa.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Nazione di Firenze del 4-11-77

1

## Come, dove e perchè la crisi della Farnesina

# L'ambasciatore nei guai

**Grandi attese e speranze per ciò che potrà fare il nuovo segretario generale Franco Malfatti - Rappresentanze all'estero che esistono solo sulla carta e altre che non possono neppure telegrafare - Amaro confronto con la situazione degli altri paesi - « Non vogliamo gradi o leggine ma solo poter lavorare »**

Roma, novembre.

*Tutti l'ammettono: l'attesa è grande. Cosa farà? Ci si chiede. E dove toccherà? Il quando non è in discussione. Tutti, per ora, gli lasciano tempo. Da lunedì ventiquattro ottobre, giorno in cui l'ambasciatore Franco Malfatti si è insediato al prestigioso posto di segretario generale d'altro non si parla alla Farnesina. Chi ha visto ieri, cosa ha detto, chi incontrerà domani, come la pensa su quel problema o su quell'altro sono le domande e gli argomenti principali di conversazione di tutti al ministero. Nei segreti alti uffici della cifra o in quelli pianoterra della posta o dell'elaboratore elettronico, al primo o al quinto piano, al gabinetto o al personale, agli economici o all'emigrazione, alla direzione degli affari politici o a quella delle relazioni culturali non si parla d'altro. « Non succedeva da decenni », mi confida un vecchio cancelliere. « Qui », aggiunge, « dal ventiquattro ottobre tutti sembrano camminare in punta di piedi ». Sulle sue labbra spente si disegna un sorriso sornione. E' noto come un efficientista: per lui la cosa più importante è lavorare e come tanti spera che molte cose cambino. Che arrivi « il nuovo corso ».*

*Oltre che un senso d'attesa girando per la Farnesina trovo anche pizzichi di perplessità, preoccupazione, speranza e tanta, ma tanta curiosità. Il futuro del ministero e di tutti i suoi 4800 dipendenti è infatti in gioco. « Lui è l'ultima spiaggia della carriera » dice un diplomatico che ha ancora due anni prima d'andare in pensione. Nella sua battuta c'è molta retorica ed enfasi, ma anche molta verità. Persino i sindacalisti lo dichiarano. Mi precisa il dottor Rotundo, uno dei più attivi e noti dell'UIL che conta alla Farnesina ben 2700 voti, cioè la maggioranza: « noi ci aspettiamo che Malfatti sia veramente il segretario generale della riorganizzazione della riforma e della rifondazione del ministero ». Aggiunge il collega Mortari: « Lo si voglia o no ammettere la crisi esiste e lui sarà obbligato a fare qualcosa. Chi l'ha preceduto in quel posto può anche dire di non aver potuto fare: lui non lo potrà mai dire. Noi siamo pronti ad affrontare con lui la crisi della Farnesina ».*

*Grave, gravissima anche se modesta quando paragonata a quella che affligge gli altri ministeri e in genere la pubblica amministrazione. Nonostante tutto, anche adesso il nostro ministero degli esteri rimane sempre il più organizzato e funzionante di tutti. Fino a sette anni fa era un meccanismo ad altissima precisione che funzionava in modo perfetto. La sua atipicità e la scarsità di personale (finanze o poste hanno decine di migliaia d'impiegati) l'aiutavano ad esserlo. Qualcuno ancora nel 1970 pensava che potesse passare indenne attraverso la crisi che stringeva in una morsa l'Italia.*

*Poi questo nostro ministero che non aveva nulla da invidiare agli omologhi stranieri, cominciò a perder colpi e a mostrare i segni della crisi giunta all'acme quando i suoi gelidi immensi corridoi, esattamente due anni fa, cominciarono a esser percorsi dai primi rumorosi « serpentoni ». In testa a quegli schiamazzanti cortei c'erano anche diplomatici. Pochi, ma c'erano. Da allora tutto è andato peggiorando, ma da allora anche nella maggioranza dei novecento diplomatici e dei quasi quattromila impiegati e funzionari è andato maturando uno stato d'animo particolarissimo fatto di rassegnazione e incredulità. Sfociato oggi in una confidente attesa di un nuovo che oramai non può assolutamente mancare perchè, è convinzione generale, « oramai si è toccato il fondo e così non si può più andare avanti ».*

*Vedremo in un altro articolo, in dettaglio, quali sono i mali che affliggono il ministero di cui pochi giorni fa lo stesso titolare, il ministro Forlani parlando al Senato, alla commissione esteri ha dato brevemente, la gravità e la misura. « Alcune ambasciate in paesi nuovi sono rimaste sulla carta per mancanza di fondi », ha testualmente dichiarato ricordando poi che in Italia « per gli esteri lo stato spende solo lo 0,558 del suo bilancio mentre la Francia vi dedica l'1,4, la Svizzera il 2,4 e l'Olanda il 3,2 ». Non è tutto. Dagli studi e le ricerche eseguite dal gruppo coordinamento, un curioso e importante nucleo di diplomatici decisi ad aiutare l'opera di riorganizzazione del ministero, risulta che al momento dieci nostre rappresentanze non hanno nemmeno i fondi per telegrafare, che in sedici c'è solo l'ambasciatore con un impiegato, in trenta oltre il capomissione soltanto un diplomatico (e quindi non sono in grado di funzionare) e che solo il 50 per cento delle nostre ambasciate è in condizioni di svolgere decentemente il proprio lavoro. Il ministero ogni anno, dedotti 51 miliardi che versa all'agenzia spaziale europea, riceve dal tesoro solo 242 miliardi. Cifra ridicola e irrisoria se si considerano i suoi compiti e le necessità.*

*Riuscirà Malfatti, ora molti si chiedono, a risolvere il pro-*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

*l'ema finanziario? E' il primo e il più importante e senza risolverlo non si può far nulla o quello che si potrà fare — si dice — risulterà inutile. Il che è solo in parte vero. Infatti moltissimi sono d'opinione che Malfatti prima dovrà far funzionare quello che c'è con quello che ha e che solo dopo potrà bussare a quattrini. Precisano alcuni sindacalisti: « Qui anzitutto la gente deve tornare a lavorare. Troppi non fanno niente. Noi siamo pronti ad aiutarlo nella sua opera ».*

## Fiducia

*Impossibile riassumere i tanti propositi e le offerte, condizionate però ad applicazioni di vari programmi di riforma, e più facile per il momento sottolineare « l'onda di fiducia » che l'arrivo del segretario ha provocato, fatto che non può essere certo sottovalutato. Fino a quindici giorni fa nessuno pensava che Malfatti la provocasse. Oggi tutti prendendone atto concordano col dire che il nostro ex ambasciatore a Parigi (già soprannominato « barone rosa ») sia per la sua collocazione politica (molto vicino ai socialisti) sia perchè « ha forti entrature nel mondo politico » sia perchè ha tempo davanti a sè (almeno otto anni se non si dimette) sia perchè « ha polso e capacità » può riuscire nell'impresa. Frasi e parole che esprimono lo stato d'animo dei dipendenti degli esteri i quali sembrano tutti aver letto cosa ha scritto giorni fa* Le Monde *sulla sua passata attività e sapere che è il primo ambasciatore straniero cui il presidente Giscard D'Estaing ha dato un pranzo in occasione della sua partenza. Da sottolineare infine la conclusione che tutti, diplomatici e non, giovani e anziani, traggono dal suo insediamento e cioè che « con lui finirà in ogni modo il tempo della indecisione e si saprà ». Cosa? Spiega un giovane diplomatico: « Se potremo finalmente smettere di vergognarci del nostro ministero. Non solo a causa di tante incoerenze e contraddizioni della nostra politica ma soprattutto per la mancanza di coordinazione con gli altri organismi dello stato e l'inefficienza e il disordine di tutti i nostri uffici ». « Insomma, aggiungono altri, « noi diplomatici e impiegati sapremo quale sarà il nostro destino ».*

## Opinioni

*A questo punto è opportuno citare altre opinioni. Un anziano capoufficio (non diplomatico): « Sapremo anche se tanta gente finirà di venire al ministero solo per andare a far la spesa in cooperativa, recarsi all'ufficio postale, far i propri affari in banca, chiacchierare, andare al bar e non lavorare mai ». Commenta un suo collega: « Sapremo se cambierà o no la mentalità dominante ». Aggiunge e precisa un diplomatico: « Soprattutto sapremo se il nostro ministero invece di coordinare come dovrebbe le attività del ministero e dell'istituto del commercio estero (ICE), e quella del ministero lavoro nel campo emigrazione, come faceva fino a qualche anno fa, diventerà un' appendice di tutti e tre ».*

*Concludo questa breve rassegna aggiungendo che, fatto abbastanza singolare, a tutti i livelli fra impiegati e diplomatici oltre soddisfazione per la sua nomina e attesa curiosa di vedere come il segretario generale riuscirà a cavarsela con tanti problemi, c'è la determinazione precisa di informarlo, cioè di presentargli tutte le grane e dirgli « la verità ». I più decisi sono i giovani esponenti di « gruppo coordinamento », un movimento d'opinione spontaneo apolitico e asindacale che raccoglie larghi consensi fra tutti gli impiegati e diplomatici. Alle tesi, versioni e opinioni del governo, della amministrazione e dei sindacati sulla crisi della Farnesina ritengono di poter aggiungere la loro, basata su realistiche indagini e valutazioni. Mi dice il consigliere Paolini: « Noi non vogliamo gradi, promozioni, leggine, posti o trasferimenti. Non vogliamo nulla. Noi chiederemo, e per ultimi, di essere ascoltati dal segretario generale cui diremo in breve cosa desideriamo ».*

*« Cosa? »*

*« Poter lavorare come si deve ».*

**Corrado Pizzinelli**

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* La Stampa *di* Torino *del* 4-11-77

# I FUNZIONARI CHE LAVORANO PER COSTRUIRE L'EUROPA

# *Rivoluzione silenziosa agli Esteri*

**Gli uomini al potere e l'opinione pubblica seguono distrattamente la politica internazionale dell'Italia**

**Ma alla Farnesina diplomatici d'indubbia capacità svolgono un'opera importante, e mal conosciuta, per tradurre in fatti l'impegno comunitario**

Roma, novembre.

*La Farnesina ha un nuovo segretario generale, Francesco Malfatti, di cui tutti lodano la grande preparazione, la volontà di fare, il talento specifico. Ciò potrà servire per una ristrutturazione interna del nostro ministero degli Esteri, per la soluzione dei troppi problemi tecnici e di personale accumulatisi col tempo; ma anche per esaltare le qualità reali e quelle potenziali della nostra diplomazia.*

*Dei diplomatici italiani, infatti, si può dire tutto il male che si vuole; ma, subito dopo, bisogna aggiungere che da molti anni essi, o una parte di essi, colmano il vuoto lasciato da una classe politica troppo distratta dai problemi e anche dalle alchimie della vicenda interna italiana. Se, bene o male, abbiamo una politica estera, questo è merito dei funzionari diplomatici più che dei ministri che si avvicendano alla guida della Farnesina.*

*Ciò è vero quantomeno, o soprattutto, nel campo europeo, che è poi il settore più importante della nostra politica estera, ovviamente. Già nella fase di avvio dell'integrazione comunitaria, il contributo di diplomatici italiani fu determinante. Personaggi come Attilio Cattani o Roberto Ducci fecero più di molti ministri. Da allora spesso è capitato agli alti funzionari di dovere surrogare le indicazioni carenti del potere politico.*

*Ora di nuovo, mentre al vertice della Farnesina c'è un ministro che appare preso dalle scelte, certo pressanti e importanti per tutti, della dc, più che dai problemi internazionali, sono i funzionari, i « tecnici » della politica estera, in primo piano sulla scena europea. Non nel senso letterale, anzi il loro lavoro è tanto discreto che il grande pubblico non se ne accorge.*

*Ma, di fatto, esso sta operando una rivoluzione silenziosa, o meglio vi sta portando il necessario contributo italiano. La « rivoluzione » consiste nel fatto che sta nascendo, giorno dopo giorno, una politica estera europea, fatta di contatti costanti, di riunioni regolari di lavoro comune, fra i funzionari dei nove Paesi della Cee. Non è un'integrazione europea surrettizia; ma, entro limiti che vedremo, è qualcosa che le somiglia.*

*La « Cooperazione politica europea», come viene ufficialmente indicata la quotidiana armonizzazione della politica estera degli Stati comunitari, per far sì che l'Europa parli « con una voce sola » al resto del mondo, sui principali temi internazionali, non è una novità assoluta. Infatti dura da sette anni, ma negli ultimi tempi i suoi ritmi si sono accelerati, fino a fare intravedere un salto di qualità.*

*Ora sono da cinquanta a cento in ogni semestre le riunioni dei gruppi di lavoro comunitari, che affrontano di volta in volta, nella capitale del Paese che ha la presidenza di turno della Cee, i temi più urgenti dell'attualità internazionale.*

*I risultati di tali riunioni, raggiunti con la regola del consenso, senza votazioni, cioè pervenendo gradualmente e dialetticamente a una posizione comune, vengono poi «versati» nelle riunioni di più alto livello, che sono quelle, di frequenza almeno mensile, del comitato dei direttori generali degli Affari politici dei nove ministeri degli Esteri (il cosiddetto « Comitato Davignon », dal nome del direttore belga che, col collega italiano Ducci, avviò questo importante « esercizio » comunitario).*

*Più in alto ancora ci sono le riunioni politiche propriamente dette, cioè le sei riunioni annue dei nove ministri degli Esteri (quattro formali e due informali, tipo conversazione davanti al caminetto), alle quali vanno aggiunti i molti contatti su temi politici che gli stessi ministri hanno in margine alle più frequenti riunioni istituzionali della Comunità economica. E in cima a tutto ci sono i tre vertici annui dei nove capi di Stato o di governo, che ora si chiamano « Consigli europei ».*

*E' in queste sedi strettamente politiche che vengono prese le decisioni più importanti, o che comunque vengono ratificate le posizioni comuni emerse nei gruppi di lavoro; ma il vero processo unificante delle politiche estere nazionali è quello che si svolge più in basso, fra i funzionari designati dai vari ministeri e che vengono definiti « corrispondenti europei ».*

*Un altro strumento importante, e poco o niente noto, della « cooperazione politica » è il cosiddetto sistema « Coreu ». Si tratta di un sistema telegrafico protetto che tiene permanentemente in contatto le direzioni degli Affari politici dei nove ministeri degli Esteri: contatto diretto, cioè senza passare attraverso le rispettive ambasciate, che già per questo rivelano di essere, all'interno dell'area comunitaria, qualcosa di diverso, cioè qualcosa di meno, di ciò che sono tradizionalmente nelle relazioni internazionali.*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... del .....

*Le comunicazioni si svolgono nelle due lingue « veicolari », che sono l'inglese e il francese (si redigono invece solo in francese, per abitudine, i resoconti dei gruppi di lavoro).*

*La «cooperazione politica» è dunque come un «iceberg». I mezzi d'informazione, l'opinione pubblica, ne scorgono solo la punta, e cioè le riunioni politiche di più alto livello, i vertici, eccetera. Ma sotto la parte visibile ce n'è una invisibile, che è di gran lunga la più grande e importante.*

## Decine di esperti

*Nella fittissima rete di comunicazioni, incontri e discussioni su tutti, praticamente, i problemi di politica estera (ma a volte anche di politica interna, tipo la sicurezza, la lotta al terrorismo, eccetera) c'è la sostanza di un processo decisionale comune, che poi rende concrete le riunioni, spesso altrimenti simboliche, dei massimi dirigenti politici.*

*In pratica si tratta di un esercizio di politica estera confederale, che lascia sempre meno spazio e meno contenuto alle politiche estere nazionali dei Nove. In un certo senso, questo lavoro mobile, che vede decine di funzionari, esperti, rappresentanti delle amministrazioni nazionali convergere frequentissimamente dai rispettivi Paesi nella capitale europea di turno, può essere considerato più utile e realistico di quello che avrebbe potuto o potrebbe svolgere un segretario permanente con funzionari fissi. In questo secondo caso, infatti, è facile immaginare una serie di contrasti tra l'organo confederale e i governi nazionali, di contrasti o d'incomprensioni.*

*Invece i funzionari che arrivano in poche ore dalle rispettive capitali per affrontare un problema specifico si portano dietro direttamente umori, problemi, esigenze nazionali, spesso legati a delicati equilibri di politica interna, sanno dove possono spingersi, cosa possono accettare.*

*La mediazione tra l'ottica nazionale e quella « confederale » è immediata e diretta. D'altro canto, un compromesso raggiunto su queste basi finisce per imporsi anche alle residue riluttanze di ambienti nazionali, pena l'isolamento o l'emarginazione progressiva. L'autonomia di tali ambienti (che possono essere ministri, partiti, gruppi di pressione, di qualunque orientamento) finisce per essere nettamente condizionata.*

*Il sistema della cooperazione politica europea fu avviato dal vertice dell'Aia del 1969 e fu poi regolato dai « Rapporti » di Lussemburgo del 1970 e di Copenaghen del 1973. Quest'ultimo impegnava i nove governi « a non fissare definitivamente la propria linea di condotta » prima di una consultazione collettiva avente « per oggetto la ricerca di linee comuni in casi concreti ».*

## Grande negoziato

*La prassi è andata al di là della teoria, cioè degli impegni formali. Naturalmente altra questione è quale sia stato e quale sia il peso effettivo delle prese di posizione comuni, quali echi concreti abbia avuto la « voce sola » dell'Europa dei Nove.*

*Ma in un caso almeno la concertazione comunitaria ha prodotto un risultato tangibile, anzi di grande rilievo. E' il caso della « Csce », cioè della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa conclusasi con l'Atto finale di Helsinki del 1975, i cui effetti pratici ora sono all'esame della Conferenza di Belgrado.*

*La Csce nacque come iniziativa sovietica, con sottintesi para-egemonici. Gli americani non vi prestarono un grande interesse, il loro obiettivo parve quello di farne una cerimonia innocua.*

*Furono invece gli europei, cioè in pratica i Nove, in stretto contatto fra loro, con l'ausilio dei neutrali, a rispondere al disegno politico dell'Urss con un controdisegno (quello del rispetto dei diritti umani e della libera circolazione Est-Ovest), che ha avuto l'effetto di riequilibrare il grande negoziato e poi, con l'avvento della nuova Amministrazione americana, l'intero quadro dei rapporti tra occidentali e sovietici, almeno per certi aspetti, e con l'aggiunta, certo, di nuovi problemi.*

*Csce e qualche altro caso a parte (ma nel bilancio politico dei Nove bisogna mettere anche le pressioni comuni che hanno favorito, se non determinato, il passaggio indolore di Grecia e Spagna alla democrazia e la stabilizzazione democratico-parlamentare del Portogallo), i limiti generali della « cooperazione politica » hanno ragioni evidenti.*

*Una è la separazione della cooperazione economica, già di per sé restia a diventare vera integrazione, cioè unificazione delle politiche economiche. In pratica la politica estera europea non dispone, come dovrebbe, della messa in comune delle risorse.*

*Un'altra ragione è l'assenza di una politica «militare». Gli argomenti strategici sono addirittura banditi dalla cooperazione politica, formalmente perché l'Irlanda non è membro della Nato, di fatto per la persistente divaricazione tra la Francia post-gollista e gli altri.*

*D'altra parte, l'integrazione delle difese presupporrebbe più di ogni altra cosa l'avvento, almeno graduale, di un potere politico comune. Dunque si va dritti al nodo ultimo, decisivo, ben oltre il ruolo dei diplomatici e degli stessi ministri degli Esteri.*

*E tuttavia l'« esercizio confederale » che si va svolgendo e intensificando resta utilissimo, precostituisce una base solida per il momento dell'unione politica. Questo momento potrà scattare con l'elezione diretta e a suffragio universale del Parlamento europeo, se essa sarà seguita da un accrescimento dei poteri dell'assemblea.*

*Il giorno in cui la « cooperazione politica » dovesse rispondere di se stessa non solo ai governi nazionali, ma a un Parlamento eletto dal popolo europeo, il futuro sarebbe cominciato. Certo, questa è ancora solo una speranza; ma, intanto, che queste elezioni europee si tengano, e presto, diventa sempre più importante, da ogni punto di vista.*

**Aldo Rizzo**

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ANSA *di* Roma *del* 4-11-77.

riunione dc su legge elettorale europea

(ansa) - roma, 4 nov - i dirigenti della dc si sono oggi occupati anche del progetto di legge per l'elezione diretta del parlamento europeo. alla riunione, che si e' tenuta congiunta a quella sull'ordine pubblico (vedi ansa 99/1) e che e' stata presieduta dal segretario del partito, zaccagnini, hanno partecipato il presidente del consiglio, andreotti, il presidente del consiglio nazionale democristiano, moro, i capigruppi alla camera e al senato, piccoli e bartolomei, il ministro degli esteri, forlani, il sottosegretario agli interni darida. i vicesegretari del partito galloni e gaspari, il dirigente del settore relazioni internazionali della dc, on. granelli. nel corso della riunione - e' detto in un comunicato - e' stato espresso il compiacimento per i progressi raggiunti durante i contatti avuti sull'argomento tra i partiti dell'intesa e si e' confermata la disponibilita' della dc all'incontro col governo e gli altri partiti per il varo della legge. nel frattempo, anche in vista dell'esame del progetto di legge da parte degli organi competenti della dc, proseguiranno contatti bilaterali a livello tecnico tra i partiti per approndire alcuni aspetti particolari.

(ansa) - roma, 4 nov - in merito ai problemi relativi alla legge elettorale europea, il sottosegretario agli interni darida in una dichiarazione, dopo aver ricordato che sull'argomento c'e' stato un vertice tra i partiti, ha aggiunto: ''il punto centrale della vertenza oggi e' questo: la dc sostiene che le elezioni europee devono aver luogo con un criterio che consenta la rappresentazione geografica della realta' nazionale e il diritto dei cittadini di scegliere con voto di preferenza i candidati. questo - ha ancora detto darida - naturalmente con il cosiddetto quoziente naturale, cioe' con la proporzionale purissima in modo da garantire la rappresentanza di tutti, anche dei partiti piu' piccoli, in modo che tutti abbiano la loro rappresentanza. secondo i democristiani questo dovrebbe avvenire sulla base di collegi interregionali con recupero di tutti i voti al collegio unico nazionale. in questo modo si soddisferebbe la proporzionalita' pura che interessa tutti i partiti, compresi quelli minori, e la rappresentanzione geografica e la partecipazione dell'elettorato, che altrimenti sarebbe espropriato perche' per la prima volta si farebbe una votazione puramente partitocratica''. (segue)

(ansa) - roma, 4 nov - domanda: ''per quanto riguarda la linea degli altri partiti?''

darida: ''i socialdemocratici, i repubblicani e i liberali insistono perche' ci sia un unico collegio nazionale con una lista nazionale unica e con i candidati in ordine di precedenza, disponibili eventualmente ad un voto di preferenza sempre pero' su un collegio unico nazionale; mentre il partito comunista si riserva''.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ANSA *di* Roma *del* 4-11-77

disoccupazione negli usa

(ansa) - washington, 4 nov - il tasso della disoccupazione negli stati uniti e' nuovamente aumentato in ottobre salendo al sette per cento. l'incremento rispetto a settembre e' stato dello 0,1 per cento. il tasso e' risultato particolarmente elevato - pari cioe' al 13,9 per cento - per i lavoratori negri.

un economista del dipartimento del lavoro, julius shiskin, ha dichiarato che il tasso del 7 per cento rappresenta ''una quota elevata senza precedenti per un periodo di espansione economica''.-

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI 11 - IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 4.11.77

visto cecoslovacco a moglie italiano per visitare madre malata

(ansa) - roma, 4 nov - si e' appreso questa sera alla farnesina che, in considerazione dell'intervento svolto a suo tempo dal ministero degli esteri in favore della moglie del prof. gianlorenzo pacini, insegnante presso il magistero di arezzo, da parte cecoslovacca e' stato comunicato oggi che la domanda della signora marie havlova in pacini e' stata ripresa in considerazione ed e' stato deciso di concedere il visto affinche' si rechi in cecoslovacchia a visitare la madre che e' gravemente ammalata.
h 2047

(ansa) - roma, 4 nov -
il prof. gianlorenzo pacini per sensibilizzare al proprio caso il governo italiano, mise in atto, tempo addietro, una sigolare forma di protesta: innalzando un cartello con scritte che chiedevano il rilascio del visto per la moglie, attirando l'attenzione oltre che di giornalisti e di fotografi, anche di alcuni parlamentari, il suo caso fu cosi' preso in considerazione ed oggi pare avviato a conclusione.-
h 2136 mar/pa
nnnn

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ANSA *di* Roma *del* 4.11.77

lettera di forlani a medici italiani a mogadiscio

(ansa) - roma, 4 nov - il ministro degli esteri forlani ha inviato una lettera di gratitudine ai sei medici italiani che esercitano la professione a mogadiscio e che nella vicenda del dirottamento dell'aereo della lufthansa si soo adoperati attivamente in soccorso degli ostaggi dei quattro terroristi. nella lettera forlani esprime a suo nome e a nome del governo apprezzamento per l'opera svolta dai sei medici anche a rischio personale.

''l'abnegazione e la sensibilita' dimostrate - ha scritto forlani a ciascuno di loro - fa onore oltre che alla professione medica anche all'italia''.

i sei medici sono antonio cavelli, giancarlo deritis, francesco patane', vittorio miceli, enrico cruciani e maria luisa carcangiu.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Monde di Paris del 4.11.77

# Le P.S. veut associer les travailleurs immigrés à la vie municipale

L'idée d'une participation des travailleurs immigrés à la vie municipale vient d'être relancée par le parti socialiste, au cours d'une journée d'études qui s'est tenue il y a quelques jours à Villeurbanne.

Présentant le document que le P.S. vient d'éditer sur « La Commune et les travailleurs immigrés », M. Le Garrec, délégué national aux travailleurs étrangers, a insisté sur « *la nécessité de créer des secteurs de réflexion et d'information en matière d'immigration* ». Le P.S. prépare un programme détaillé qui prévoit la présence de représentants des travailleurs immigrés au Conseil économique et social et une réforme de l'enseignement pour les étrangers, en prenant appui sur les collectivités locales ou régionales.

C'est surtout dans les municipalités qu'une action efficace pourrait être entreprise : « *D'ores et déjà*, a signalé M. Le Garrec, *des commissions extra-municipales se mettent en place dans toutes les villes gérées par les socialistes. D'autre part, dans les mois à venir, le P.S. organisera l'élection de représentants des travailleurs immigrés dans plusieurs communes.* » Le P.S. entend déposer prochainement une proposition de loi en ce sens, qui serait une étape vers le droit de vote aux élections municipales et vers la liberté d'association pour les travailleurs étrangers. Pour l'élaboration de ce programme, qui vise essentiellement à mieux intégrer les étrangers dans notre vie municipale, le P.S., a précisé M. Le Garrec, « *recherche la concertation avec ses partenaires de l'Union de la gauche, mais aussi avec les organisations syndicales et les associations représentatives* ».

## L'exemple belge

Il y a plus de dix ans déjà, la question de la participation des travailleurs immigrés avait été posée en Belgique par des militants de mouvements socio-professionnels, chrétiens et socialistes, de la région liégeoise. Leur démarche était simple : dans les pays d'accueil, observaient-ils, les étrangers ne votent pas, n'ont pas le droit de participer à la vie politique générale Cependant, ils paient les impôts locaux comme les ressortissants nationaux et ils sont tributaires des choix opérés par les autorités municipales : implantation des logements sociaux, répartition des fonds de l'aide sociale, nature de l'enseignement donné aux enfants. N'était-il pas anormal que leurs intérêts, au moins à ce niveau, ne bénéficient d'aucune représentation spécifique ?

A partir de 1968, l'idée s'est pratiquement institutionnalisée en Belgique avec la création de « *comités consultatifs communaux d'immigrés* » dans une vingtaine de municipalités wallonnes. Ce n'était à l'origine qu'une instance assez floue, dont les attributions restaient d'autant plus limitées que les immigrés eux-mêmes ne semblaient guère, au début, en comprendre l'utilité. Mais l'expérience venue du Nord n'en a pas moins connu un grand retentissement : le 18 décembre 1974, la Commission des communautés européennes, dans son programme d'action sociale, formulait le vœu d'une promotion, dans tous les Etats membres, de la participation d'immigrants à la vie municipale par la création d'organes consultatifs, jusqu'à l'instauration de leur droit de vote en 1980. Elle a lancé il y a un an cette proposition, à laquelle se sont intéressés tour à tour la C.G.T., la C.F.D.T. et le P.C.F. Et le défunt secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés se déclarait prêt, lui-même, à accorder aux travailleurs étrangers « *une large représentativité* », indépendamment d'un certain nombre d'expériences menées sur le plan local, notamment à Grenoble et à Valenciennes.

A Villeurbanne, à l'issue de longues négociations avec le propriétaire d'un groupe d'H.L.M., où s'entassent deux mille trois cents Maghrébins répartis dans deux cent trente logements, M. Charles Hernu, maire de la ville, vient de signer l'acte de rachat d'un ensemble immobilier au prix de 15 millions de francs « *pour mettre fin au ghetto* » par un relogement dans le tissu urbain. Cinq délégués maghrébins, élus par les locataires, figurent désormais parmi les interlocuteurs de la municipalité. De fait, les expériences de commissions extra-municipales déjà menées à Grenoble et à Valenciennes ont prouvé que les migrants préfèrent discuter directement avec les élus municipaux.

Mais que peut-on attendre de tels organismes tant que les droits politiques ne seront pas reconnus et garantis aux étrangers, et tant que la commune française ne disposera pas d'un plus grand pouvoir de décision pour les migrants dans des secteurs aussi importants que l'emploi, le logement et la protection sociale ? C'est donc un double objectif que s'assigne le P.S., l'un en direction des immigrés, l'autre en direction de l'Etat centralisateur. L'exemple de Mons-en-Barœul, dans la banlieue lilloise — où les habitants, y compris les immigrés, voteront eux-mêmes le budget le 27 novembre, — prouvera peut-être que « *la démocratie municipale pour tous* » n'est pas une utopie.

JEAN BENOIT.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 4.11.77

dopo ritiro usa dall'ilo -

(ansa) - ginevra, 4 nov - francis blanchard, direttore generale dell'organizzazione internazionale del lavoro (ilo), ha respinto in blocco i motivi che gli stati uniti hanno indicato per giustificare la loro decisione di lasciare questa agenzia specializzata delle nazioni unite. blancard ritiene che si tratta di affermazioni ''non vere'', ''leggendarie'' o delle ''controverita'''.

nel corso di una confernza stampa tenuta oggi a ginevra, il direttore generale dell'ilo ha detto che e' ''falso asserire che la organizzazione e' paralizzata dalla politica'', come ''e' errato dire che essa e' animata da uno spirito anti-israeliano'' oppure che ''e' dominata da un gruppo di paesi (comunisti-arabi-terzo mondo) capaci di fare il bello e il cattivo tempo''.

nulla di piu' falso, ha aggiunto blanchard, nel ricordare che da due anni a questa parte, la conferenza internazionale del lavoro non ha adottato alcuna risouzione a contenuto politico (contro israele), occupandosi unicamente - come ha diritto di fare - del problema dei lavoratori arabi nei territori occupati da israele. blanchard ritiene, pertanto, che il gesto degli stati uniti sia sproporzionato in rapporto ai motivi invocati per lasciare l'ilo. (segue)

(ansa) - ginevra, 4 nov - nell'esprimere, quindi, la speranza che il governo statunitense riveda la sua decisione, il direttore generale dell'ilo ha riconosciuto che questa agenzia specializzata dovra' sforzarsi di attuare alcune riforme delle sue strutture, migliorare il suo funzionamento, creare le condizioni affinche vengano rispettate tutte le sue regole.

nell'immediato avvenire - per poter superare ''lo choc politico e finanziario creato dal ritiro americano dall'ilo'' - il direttore generale dell'organizzazione si propone di proporre un piano d'urgenza, che consenta all'ilo di continuare a svolgere il suo ruolo.

ai paesi membri del consiglio d'amministrazione, che si riuniranno a ginevra a partire dal 7 novembre, verranno presentate misure destinate a far fronte al deficit crescente che incontra l'organizzazione (42 milioni di dollari per il periodo 1978/1979) dovuti in parte anche alla svalutazione subita dal dollaro.

i paesi membri saranno invitati a coprire le perdite di cambio con un aumento della loro partecipazione finanziaria, mentre ai paesi piu' ricchi sara' rivolto un appello perche' coprano, con contributi volontari, almeno una parte della perdita finanziaria che subira' l'ilo in seguito al ritiro degli stati uniti. quest'ultimo paese contribuiva con il 25 per cento al bilancio annuale dell'ilo.

(ansa) - ginevra, 4 nov --
il centro internazionale di perfezionamento professionale e tecnico, che ha sede a torino, subira' un contraccolpo finanziario in seguito alla decisione degli stati uniti di lasciare l'organizzazione internazionale del lavoro (ilo).

tra le misure destinate a far fronte alla situazione finanziaria creata dal ritiro degli stati uniti, che coprivano il 25 per cento del bilancio annuale di questa agenzia specializzata dell'onu, il direttore generale dell'ilo, pierre blanchard proporra' una riduzione di 778 mila dollari (23,3 per cento) del contributo riservato alla formazione professionale (che comprende il centro di torino) per il biennio 1978-79.

in un documento che sara' presentato al consiglio d'amministrazione dell'ilo (convocato a ginevra dal 7 al 18 novembre), blanchard propone, tra altre misure, la soppressione di due corsi che dovevano essere affidati al centro di torino: per il riciclaggio e per il funzionamento di veicoli a motore. alcune riduzioni sono anche previste per i crediti destinati ai servizi consultivi tecnici e alla diffusione di informazioni tecniche sulla formazione professionale nelle regioni rurali.- (segue)

(ansa) - ginevra, 4 nov --
il taglio piu' consistente di fondi, previsto per questo programma, lo subira', tuttavia, il servizio addetto alla pubblicazione di studi relativi alla formazione e allo sviluppo, che ha sede a ginevra.

tutte le attivita' dell'ilo, dovranno subire importanti restrizioni finanziarie e di attivita', alla commissione dell'industria sara' imposta una riduzione del bilancio del 44 per cento (circa un milione di dollari), al settore delle pubblicazioni, una riduzione del 14,1 per cento del suo bilancio (oltre due milioni di dollari), e' inoltre previsto il licenziamento di circa 180 funzionari, con un risparmio, per biennio, di circa un milione e mezzo di dollari.-

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio del Giornale* Sole d'Italie *di* Bruxelles *del* 5-11-77

# NON C'E CAROVITA PER GLI EMIGRATI

## Fermo il bilancio di previsione 1978 degli Esteri

293,410 miliardi di lire rappresentano lo stanziamento complessivo dello Stato a favore del Ministero degli affari esteri per l'anno finanziario 1978.

240,9 miliardi saranno assorbiti per le retribuzioni al personale mentre 55 miliardi e mezzo saranno destinati ad acquisto di beni e servizi; al pagamento delle quote di partecipazione ad organismi internazionali di vario tipo ed al sostegno alle attività di istituti di vario genere che operano nell'ambito nazionale.

Rispetto al bilancio dell'anno precedente si registra un incremento di 19,42 miliardi di lire interamente assorbito dalle retribuzioni al personale (cui va aggiunto un ulteriore mezzo miliardo dal conto capitale).

Disarticolando le cifre globali secondo la classificazione funzionale si ha che sui 240,9 miliardi di spese correnti 131,2 sono assorbiti dalle retribuzioni al personale in servizio, 3,11 dal personale in quiescenza (pensionati), 33,03 miliardi per l'acquisto di beni e servizi, 68,97 miliardi per trasferimenti.

Sul capitolo dei trasferimenti (68,97 miliardi) 12,3 sono destinati al personale delle istituzioni scolastiche e culturali all'estero, 20,85 sono destinati all'azione ed agli interventi in campo sociale (emigrazione) e 28,46 a sostegno di attività internazionali.

Nel settore delle relazioni culturali e dell'azione in difesa ed a sostegno della cultura italiana degli italiani all'estero i 2.287 membri del personale insegnante assorbono 32,75 miliardi di lire che sono offerti dai capitoli di bilancio delle Relazioni culturali e dei capitoli dell'Emigrazione.

Gli incrementi di bilancio previsti per il 1978 riguardano interamente i miglioramenti delle retribuzioni del personale per cui hanno subito lievitazioni soltanto i capitoli che registrano, appunto, le retribuzioni al personale.

Ecco il dettaglio (le cifre sono in miliardi) dalla rubrica 4 (Relazioni culturali con l'estero):

| | | | |
|---|---|---|---|
| Capitolo | 2501 | « Stipendi ed altri assegni fissi al personale addetto alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero » | 4,000 |
| | 2502 | Retribuzioni agli incaricati locali | 17,000 |
| | 2503 | Assegni di sede al personale addetto alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero | 10,475 |
| | 2560 | Fornitura di libri di testo agli alunni delle scuole elementari... | 0,150 |
| | 2652 | Assegni e sussidi agli Istituti di cultura italiana all'estero ed ai lettorati | 1,900 |
| | 2653 | Contributi in denaro, libri e materiale didattico alle scuole non governative all'estero | 0,500 |
| | 2654 | Premi, borse di studio e sussidi... | 2,300 |

Le somme attribuite a questi capitoli di bilancio raggiungono il totale di 36,325 miliardi di lire con un incremento di 3,991 miliardi dovuto agli incrementi sui capitoli 2502 (+ 1,991 miliardi) e 2503 (+ 2 miliardi). Tutti gli altri capitoli di cui si sono riportate le cifre non hanno subito modificazioni rispetto agli stanziamenti per il 1977.

Nella rubrica 6: « Servizi per l'emigrazione e le collettività all'estero », gli stanziamenti previsti per il 1978 sono i seguenti (in miliardi di lire):

| | | | |
|---|---|---|---|
| Capitolo | 3532 | Spese per la tutela e l'assistenza delle collettività italiane all'estero... | 2,000 |
| | 3533 | redazione notiziario emigrazione, abbonamenti a giornali e riviste, spese per l'incremento della diffusione della stampa italiana all'estero... | 0,990 |
| | 3535 | Spese per il funzionamento del CCIE | 0,100 |
| | 3571 | Contributi in denaro ad Enti, Associazioni e Comitati per la tutela e l'assistenza delle collettività italiane all'estero e dei connazionali all'estero di transito in Italia | 3,500 |
| | 3572 | Sussidi per l'assistenza di connazionali all'estero | 4,000 |
| | 3577 | Contributi in denaro, libri e materiale didattico ad Enti, Associazioni e Comitati per l'assistenza educativa, scolastica e culturale e per la formazione professionale dei lavoratori italiani all'estero e delle loro famiglie | 10,000 |

Il totale degli stanziamenti sui capitoli riportati ammonta a 20,590 miliardi di lire senza alcuna variazione rispetto agli stanziamenti iscritti in bilancio per il 1977.

### BILANCIO RISTRETTO PER L'EMIGRAZIONE

19,5 miliardi di lire è quindi l'ammontare complessivo che lo Stato prevede di spendere nell'intero prossimo anno a favore delle attività di sostegno e assistenza dei cinque e più milioni di connazionali che si trovano all'estero per ragioni di lavoro.

E' un esercizio troppo facile e scontato mettersi a calcolare quante lirette toccherebbero a ciascun italiano all'estero se lo intero stanziamento dovesse essere diviso pro-capite. E' già stato fatto ed è semplicemente sconfortante.

Ci si può obiettare che in effetti per l'emigrazione non vengono spesi soltanto i finanziamenti assegnati ai capitoli di bilancio della rubrica 6 ma anche parte dei finanziamenti assegnati alla rubrica 4 (relazioni culturali). E' un'obiezione limitatamente accettabile visto che la equivocità delle indicazioni di spesa stende una cortina impenetrabile ad ogni tentativo di lettura.

Vogliamo fare un esempio a beneficio del lettore? Facciamolo: il capitolo 2501 ha la seguente voce di spesa: « Stipendi ed altri assegni fissi al personale addetto alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero »; il capitolo 2503 recita: « Assegni di sede al personale addetto alle istituzioni scolastiche e culturali italiane e straniere all'estero ».

Viene spontaneo chiedersi se le indicazioni di spesa di questi due capitoli non siano per caso in sovrapposizione, magari parziale. Ma c'è di più, nelle indicazioni di spesa citate sono affastellate le retribuzioni destinate al personale degli Istituti di cultura (che nulla hanno a che vedere, finora, con l'emigrazione), le retribuzioni al personale italiano di istituti stranieri, cioè insegnanti che svolgono la loro opera verso i cittadini stranieri (e quindi nulla hanno a che vedere con l'emigrazione) e infine le retribuzioni agli insegnanti di ruolo, o comandati da Roma, nelle scuole per i giovani italiani emigrati; ma che a loro volta nulla hanno a che vedere con gli « incaricati locali » per gran parte, invece, impegnati nell'insegnamento nei corsi di lingua e cultura italiana per gli emigrati.

La inestricabile equivocità delle destinazioni inquina quasi tutte le indicazioni di spesa denunciate nei capitoli della rubrica 4 impedendo qualsiasi tentativo di analisi e di verifica delle destinazioni di spesa.

Perchè in questa sede si è ritenuto opportuno sottolineare la incomprensibilità del bilancio degli esteri? Non certo per chiedere che venga introdotto il criterio di una qualche trasparenza (sono ormai molti anni che questa sollecitazione viene rivolta a chi di dovere senza alcun risultato), ma semplicemente per far presente che queste forme di indifferenza del « Potere » sono subite, ma di certo non gradite.

Nelle analoghe precedenti circostanze, cioè alla presentazione in Parlamento, o in sede di inizio di esame parlamentare, dei disegni di legge di spesa per i singoli dicasteri, è capitato di esprimere rammarico e indignazione per l'esiguità degli stanziamenti proposti. Poichè non sembra opportuno ripetere le stesse cose, sembra più dignitoso riferire al lettore un solo dato: dal giorno di uscita dal serpente monetario europeo la lira ha subito una svalutazione del 33,97 % rispetto al dollaro e del 13,38 % sulle valute europee. Il dato riferito e' ufficiale e aggiornato al 26 ottobre scorso.

S.G.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Avanti *di* Roma *del* 5-11-77

IL RUOLO DEL MOVIMENTO COOPERATIVO NELL'EMIGRAZIONE E NELLA POLITICA SOCIALE INTERNAZIONALE: DICHIARAZIONI ALL'"INFORM" DEL SOTTOSEGRETARIO FOSCHI.-

L'attenzione rivolta dal Sottosegretario agli Esteri on. Franco Foschi ai problemi del movimento cooperativo non è di data recente: ha fondato e diretto il periodico "Sviluppo e cooperazione" ed è tuttora membro del Comitato di Presidenza della Confederazione delle Cooperative Italiane. Dopo la nomina a Sottosegretario agli Esteri, con delega per i settori dell'Emigrazione e degli Affari Sociali, nonchè della Cooperazione Culturale, Scientifica e Tecnica, a più riprese ha sottolineato la necessità di affrontare un argomento rimasto finora inesplorato, quello cioè dei rapporti tra movimento cooperativo, emigrazione, politica dei rientri e delle rimesse, cooperazione con i Paesi in via di sviluppo. In proposito su iniziativa dell'on. Foschi, il Comitato Interministeriale per l'Emigrazione ha approvato un programma che potrà avere graduale attuazione, d'intesa con le tre centrali cooperative italiane e con le Regioni. Inoltre, in occasione della prima Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, il Sottosegretario Foschi ha svolto un approfondito intervento, tracciando il quadro delle connessioni che intercorrono tra movimento cooperativo e l'emigrazione, soffermandosi su alcuni problemi di particolare rilievo come la politica dei rientri e quella delle rimesse.

Il testo di quell'importante intervento è stato ora raccolto in un volumetto della serie "notes", dal titolo "Emigrazione, politica sociale internazionale e movimento cooperativo". Ci è sembrato quindi opportuno chiedere al Sottosegretario di fare il punto sul ruolo delle cooperative nel mondo dell'emigrazione, nell'attuale fase di rientri e di organizzazione del convoglio delle rimesse e per l'assistenza agli emigrati. Ecco le dichiarazioni rilasciate all'"Inform" dall'on. Foschi.

Io credo che non debba essere ignorato - ha detto il Sottosegretario - il risultato delle indagini fin qui condotte in merito al fenomeno dei rientri, ai problemi che esso determina e all'utilizzazione dei risparmi e delle rimesse. In particolare, l'ultima indagine svolta dal Formez nelle aree del Mezzogiorno che sono più interessate al fenomeno, ha dimostrato come le rimesse vengano convogliate in modo individuale verso la costruzione della "casetta" nel paese di origine, in genere aumentando il disordine urbani-

o/o

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

stico e il dispendio dei mezzi, senza nessuna programmazione e senza nessun tipo di tutela dell'interesse degli emigrati che rientrano, e quindi senza una prospettiva di autentico reinserimento sociale, culturale, lavorativo e nel contesto urbano.

Il movimento cooperativo per gli emigrati che rientrano.-

Viceversa, le rimesse - ha aggiunto l'on. Foschi - possono essere molto utili al rilancio e alla rivitalizzazione dei centri di antica residenza, a condizione però che le cose vengano programmate adeguatamente. E in questo senso la formula cooperativa è quella ideale per riuscire a realizzare gli obiettivi dei singoli, associandoli in una forma partecipativa, paritaria, in cui si possano programmare gli interventi, ridurre i costi, evitare le speculazioni, inserire i programmi entro un contesto urbano moderno, collegare il problema della casa con i problemi relativi al lavoro, alla realizzazione di attività artigianali e piccolo-industriali per coloro che rientrano, all'utilizzazione delle qualifiche professionali acquisite all'estero, alla possibilità di inserimento nell'ambito dei servizi sociali per le famiglie, di avvio di attività turistiche e commerciali adeguate; attività sostenute dal movimento cooperativo attraverso la sua consulenza di carattere tecnico, nonchè centri e scuole di formazione professionale o di riqualificazione anche dal punto di vista linguistico specialmente per quella parte della famiglia eventualmente nata all'estero ovvero originariamente di altra nazionalità. Tutto ciò riesce a trovare, attraverso il movimento cooperativo, in questa fase della nostra società e della nostra economia, una risposta molto più adeguata e collegata con i nuovi compiti che a livello regionale devono essere sviluppati, tale da evitare che gli emigrati finiscano per diventare degli emarginati anche nel momento in cui rientrano in Patria.

Il ruolo della cooperazione nei confronti dell'emigrazione stabilizzata.-

Ciò non toglie che il movimento cooperativo abbia anche un suo ruolo nei confronti dell'emigrazione ormai stabilizzata in alcuni Paesi. Vi sono già degli esempi - ha ricordato l'on. Foschi - di iniziative che sono state realizzate attraverso il movimento cooperativo anche in collegamento con i movimenti cooperativi dei Paesi di immigrazione. Come è stato fatto sul piano sindacale, attraverso il collegamento tra le organizzazioni sindacali italiane e quelle dei Paesi di residenza in modo che gli emigrati siano sotto questo profilo tutelati dai sindacati locali, così anche il movimento cooperativo italiano può stabilire un collegamento più intimo con gli analoghi movimenti dei Pqesi di residenza degli emigrati. La formula cooperativa è un momento di solidarietà operante e diventa anche un momento di partecipazione che ha una influenza più larga che non quella di carattere puramente economico; essa diventa anche un momento di garanzia, di tutela dei diritti, di partecipazione e quindi di maturazione culturale: una forma completa di promozione sociale, culturale e umana.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

Cooperazione e Paesi in via di sviluppo.-

L'azione del movimento cooperativo non riguarda soltanto l'emigrazione in senso stretto, ma anche le nuove forme di intervento sul piano internazionale. Invece di lasciare che si sviluppino più o meno disordinatamente le iniziative nel settore dell'economia internazionale da parte delle multinazionali o comunque dei grandi gruppi industriali, io credo - ha affermato Foschi - che sia invece estremamente importante che si possano sviluppare delle autentiche iniziative del movimento cooperativo sul piano internazionale e particolarmente nell'ambito dei Paesi in via di sviluppo, attraverso la creazione di cooperative possibilmente miste, in modo che contribuiscano concretamente allo sviluppo dei Paesi e dei popoli in forme non di subordinazione ma autenticamente paritarie. Questo consentirebbe anche di evitare nuove forme di sfruttamento del lavoro umano nei Paesi emergenti in cui si aprono prospettive di grandi lavori a lunga durata. Mi pare - ha osservato Foschi - che questo campo di attività del movimento cooperativo, anche se a prima vista non sembra connesso all'emigrazione, riguardi comunque indirettamente tale settore perché le nuove attuali forme di emigrazione sono appunto di questo tipo.

Il Sottosegretario ha voluto infine precisare che quando egli parla di formula cooperativa vuole riferirsi al movimento cooperativo nel suo insieme e che pertanto la scelta dell'associazione alle varie confederazioni dev'essere libera e lasciata alla decisione di ciascuno. L'essenziale - ha detto Foschi - è che le confederazioni stesse si orientino, come pare stia avvenendo, in questo senso, e poi ciascuno sarà in grado di scegliere consapevolmente sapendo appunto che le centrali confederali italiane sono riferibili ai tre grandi raggruppamenti politico-ideologici.(Inform)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV -

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Inform *di* Roma *del* 5-11-77

UN DISCORSO DELL'ON. ZURLO A LIEGI (BELGIO) SULLA SITUAZIONE ITALIANA E IL VOTO AGLI EMIGRATI.- Il Sottosegretario all'Agricoltura on. Giuseppe Zurlo ha parlato a Liegi, in Belgio, nel corso di una "Festa dell'Amicizia" organizzata dalla Direzione centrale della DC per gli emigrati italiani. Dopo aver illustrato la situazione politica ed economica italiana nel quadro europeo - riporta l'Inform - l'on. Zurlo ha affermato l'esigenza che la libera circolazione degli uomini nell'area comunitaria avvenga in condizioni di parità economica e sociale tali da considerare gli emigrati come cittadini europei aventi gli stessi doveri delle popolazioni locali. Riferendosi all'elezione del Consiglio comunale consultivo di Liegi e alle elezioni a suffragio universale del Parlamento europeo, il Sottosegretario ha affermato che i democratici cristiani devono qualificarsi come forza popolare e democratica disponibile a collaborare con le forze politiche locali della stessa matrice ideologica e devono in particolare stabilire intese con il Partito Sociale Cristiano. Infine l'on. Zurlo ha sottolineato che la DC italiana in Belgio ha proposto per le elezioni del Parlamento europeo che gli emigrati votino in loco, al fine di esprimere una autentica rappresentanza dell'emigrazione. (Inform)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Informa di Roma del 5-11-77

1 UNA DICHIARAZIONE DEL SOTTOSEGRETARIO FOSCHI SULL'USCITA DEGLI STATI UNITI DAL'ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DEL LAVORO.- Dal 6 novembre gli Stati Uniti non fanno più parte dell'OIL, l'Organizzazione Internazionale del Lavoro che ha sede a Ginevra. La decisione è stata presa dal Presidente Carter, che ha confermato l'annuncio dato con due anni di anticipo dall'allora Segretario di Stato Kissinger, andando tra l'altro incontro alle richieste dei sindacati e degli imprenditori americani. Come è noto, da parte americana si lamentava da tempo la crescente politicizzazione dell'organismo ed il fatto che esso sarebbe finito per cadere sotto il controllo della cosiddetta "maggioranza automatica" dell'ONU, composta dai Paesi comunisti e del Terzo Mondo. La decisione americana è stata accolta con rammarico in numerosi Paesi dell'Occidente, anche per la gravi conseguenze d'ordine finanziario, in quanto gli Stati Uniti coprivano circa un quarto dei 120 milioni di dollari dell'organizzazione. Preoccupati anche i sindacati italiani: in un comunicato è detto che la Federazione CGIL-CISL-UIL condivide non da oggi la preoccupazione di salvaguardare la natura specifica e i compiti propri dell'OIL da una eccessiva politicizzazione, ma teme che il ritiro americano si traduca solo in un indebolimento di questa importante istituzione internazionale. Nella stessa nota la Federazione unitaria chiede al Governo italiano di adoperarsi per il normale funzionamento dell'OIL e si impegna ad assumere nelle diverse sedi sindacali internazionali le più opportune iniziative nella stessa direzione.

Sull'argomento l'"Inform" riporta la seguente dichiarazione del Sottosegretario agli Esteri on. Franco Foschi:

"La decisione del Governo di Washington di uscire dall'Organizzazione Internazionale del Lavoro non può che suscitare un senso di amarezza in chi si è tenacemente battuto per evitare una simile lacerazione nel sistema societario mondiale.

"Da parte italiana, se abbiamo condiviso l'insistenza americana per il mantenimento delle caratteristiche originarie dell'Organizzazione e quindi la preoccupazione per certi sviluppi avutisi in seno ad essa in senso contrario nel corso degli ultimi anni, abbiamo sempre tenuto ferma la convinzione che per rimediare a tali carenze e difficoltà fosse necessaria l'azione coerente e concorde di tutti i Paesi dell'Occidente estesa a quanti altri, tra i membri dell'Organizzazione, condividono l'obiettivo di salvaguardarne la funzione e l'efficacia.

"L'OIL - la più antica delle agenzie specializzate del sistema delle Nazioni Unite - conserva ai nostri occhi, pur nelle mutate condizioni dell'attuale società internazionale, il suo ruolo prezioso di elaborazione di norme

D/O

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

internazionali del lavoro e di politiche miranti alla elevazione del tenore di vita dei lavoratori del mondo intero. Recenti contatti che abbiamo avuto, anche personalmente, a Ginevra ci hanno persuaso della possibilità di trovare soluzioni di equilibrato compromesso ai problemi di adattamento strutturale posti nell'ultimo quindicennio dall'ingresso dei Paesi del Terzo Mondo nell'OIL.

"Tanto abbiamo ripetutamente fatto presente al Governo americano, sia a Wasginton che a Roma che a Ginevra, sia come Governo italiano che nel quadro dei Nove. Abbiamo rinnovato i nostri appelli, al massimo livello, fino agli ultimi giorni, sostenuti in questo anche dalla concorde opinione ed azione del mondo sindacale e imprenditoriale italiano.

"Prendendo ora atto della decisione di Washington, confermiamo il nostro impegno a difesa del ruolo, dell'efficacia e delle caratteristiche dell'OIL, cui si aggiunge ora l'azione volta a restaurarne l'universalità, ed auspichiamo che nel frattempo sia possibile trovare le forme per mantenere gli Stati Uniti in qualche modo associati ai programmi dell'Organizzazione.

"Ci sentiamo altresì sollecitati - ha concluso l'on. Foschi - a ricercare un approfondimento della collaborazione con gli Stati Uniti in altre istanze internazionali del settore sociale, quali l'OCSE ed il CIME; e ciò anche se rimaniamo convinti dell'insostituibilità dell'OIL quale unica organizzazione mondiale nel campo sociale nonché, grazie alla sua struttura tripartita, quale foro di incontro e di confronto per i sindacali e gli imprenditori a livello mondiale". (Inform)

1

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Informazioni *di* Roma *del* 5-11-77

INFORM-EMIGRAZIONE

INCONTRO TRA IL SOTTOSEGRETARIO FOSCHI E I SINDACATI SUI PROBLEMI DELLA SCUOLA ALL'ESTERO. IL TESTO DEL COMUNICATO CONGIUNTO.- Il 4 novembre si sono incontrati al Ministero degli Affari Esteri i rappresentanti dei Sindacati Scuola CGIL, CISL e UIL e una rappresentanza degli Uffici emigrazione confederali con il Sottosegretario agli Affari Esteri on. Franco Foschi, con la partecipazione di una rappresentanza delle Direzioni Generali del Personale, dell'Emigrazione e della Cooperazione Culturale.

Nel corso dell'incontro, le organizzazioni sindacali hanno preso atto della disponibilità del Sottosegretario alla ripresa del confronto sui temi di riforma della scuola e delle istituzioni scolastiche e formative all'estero ed in particolare è stato ribadito l'impegno per la rapida attuazione della recente direttiva governativa in materia di scolarizzazione dei figli dei lavoratori emigranti, nonché della direttiva della Comunità Europea sulla stessa materia.

In applicazione di questa nuova linea di politica scolastica all'estero è stata affermata la disponibilità anche per un confronto-trattativa sul disegno di legge sulla scuola all'estero.

Le organizzazioni sindacali hanno denunciato vigorosamente la grave situazione in cui versa il personale di ruolo e non di ruolo docente e non docente all'estero a causa del continuato e sistematico ritardo nel pagamento delle retribuzioni nonché della mancata corresponsione delle competenze arretrate.

Il Sottosegretario si è impegnato ad adottare misure straordinarie per il potenziamento dell'Ufficio XI della Direzione Generale del Personale al fine di consentire lo smaltimento dell'arretrato entro la fine dell'anno.

Nei prossimi giorni sarà tra l'altro indetta una riunione, alla presenza delle organizzazioni sindacali, tra i rappresentanti dei Ministeri competenti (Esteri, Istruzione, Tesoro), della Corte dei Conti, dell'Ufficio Italiano dei Cambi, della Ragioneria Generale dello Stato, per porre fine rapidamente ai ritardi nei pagamenti, comprese le pensioni, e, come hanno affermato le organizzazioni sindacali, alle gravi disfunzioni che non di rado farebbero pensare a forme speculative nei ritardi di pagamenti da parte degli Istituti di credito.

Sempre per ovviare ai ritardi nei pagamenti i sindacati hanno chiesto l'immediata utilizzazione del fondo di anticipazione previsto dal Bilancio di previsione del Ministero degli Affari Esteri. Il Sottosegretario si è impegnato a sostenere nelle sedi competenti (Ministero del Tesoro e Corte dei Conti) la necessità di norme attuative tali che consentano una sollecita utilizzazione del fondo stesso.

1/6

(2)

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

**RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII**

*Ritaglio dal Giornale* ..... *di* ..... *del* .....

Le organizzazioni sindacali hanno preso atto con soddisfazione dell'accoglimento delle loro richieste in merito alla valutazione ai fini delle fasce retributive del servizio prestato alle dipendenze dei COASCIT.

L'Amministrazione e le organizzazioni sindacali hanno convenuto di proseguire le trattative sugli altri problemi non ancora affrontati, quali, ad esempio: la modifica dello stato giuridico e la ristrutturazione del trattamento economico di tutto il personale, di ruolo e non di ruolo, docente e non docente, i corsi abilitanti, i problemi del personale non docente compreso quello degli Istituti di Cultura, i lettori ed il personale addetto alla cooperazione tecnica, fissando entro la fine dell'anno almeno tre incontri (due in novembre e uno in dicembre).

Nel corso dell'incontro è stato riconfermato l'impegno delle due parti ad esaminare e puntualizzare, attraverso il gruppo di lavoro sulla scuola (Federazione unitaria CGIL-CISL-UIL) le ristrutturazioni e i processi di riforma, compresi i necessari negoziati ed accordi con i Governi e i Sindacati degli altri Paesi, nonché con la Comunità Europea, secondo l'impostazione delineata dalla direttiva comunitaria.

I Sindacati Scuola CGIL, CISL e UIL - così termina il comunicato congiunto -, preso atto della ripresa delle trattative e di alcuni risultati conseguiti, mentre si riservano un giudizio complessivo a conclusione della trattativa e le eventuali azioni, sospendono l'occupazione dei Consolati prevista per l'8 novembre ed indicono per la stessa data una giornata di assemblee nelle proprie sedi di lavoro (Scuole e Istituti di Cultura) al fine di informare sull'andamento delle trattative in corso, valutare le varie condizioni ed esigenze locali e raccogliere contributi sulla piattaforma sindacale.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Popolo *di* Roma *del* 5.11.77

TAVOLA ROTONDA

## Le donne italiane cittadine europee

Nell'ambito delle manifestazioni «Roma per l'Europa» promosse dal Movimento federalista europeo, si è svolta ieri sera a palazzo Valentini, sede dell'Amministrazione provinciale, la prevista tavola rotonda «Donne italiane cittadine europee» organizzata dal Consiglio nazionale donne italiane. L'ora tarda in cui il dibattito è cominciato non ci consente ancora di riferirne lo svolgimento. Relatori sono stati la prof.sa Adriana D'Innocenzi, la prof.sa Adriana Bisi e l'avv.sa Alessandra Civetto.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Popolo di Roma del 5.11.77

## La posizione della DC sul progetto di legge

# *Sistema proporzionale per le elezioni europee*

### Dovrà essere previsto anche il voto di preferenza — Dichiarazioni di Darida dopo il vertice di Piazza del Gesù, presieduto da Zaccagnini, dedicato all'esame dei progressi compiuti tra i partiti nella elaborazione del testo

I risultati dei contatti avuti tra i partiti nei giorni scorsi sul progetto di legge per le elezioni dirette del Parlamento europeo sono stati esaminati ieri al vertice dei dirigenti di partito e di governo a Piazza del Gesù subito dopo l'esame dei problemi dell'ordine pubblico. Alla riunione, presieduta dal segretario politico on. Zaccagnini, hanno partecipato il presidente del Consiglio Andreotti, i capigruppo della Camera e del Senato Piccoli e Bartolomei, i vice segretari Galloni e Gaspari, il ministro degli Esteri Forlani, il sottosegretario agli Interni Darida e il dirigente dell'Ufficio relazioni internazionali della DC on. Granelli.

Il compiacimento per i progressi raggiunti nella elaborazione del testo del disegno di legge e la confermata disponibilità della DC all'incontro con il governo e gli altri partiti per il varo della legge sono stati espressi nel corso dell'incontro. In vista dell'esame del progetto di legge da parte degli organi di partito, proseguiranno i contatti bilaterali a livello tecnico per approfondire alcuni aspetti particolari.

Al termine della riunione il sottosegretario Darida ha fatto alcune dichiarazioni ai giornalisti. Il punto centrale della vertenza, ha detto Darida, è oggi questo: «La DC sostiene che le elezioni europee debbono avere luogo con un criterio che consenta la rappresentazione geografica della realtà nazionale e il diritto dei cittadini di scegliere con voto di preferenza i candidati. Obiettivo da realizzarsi con il cosiddetto quoziente naturale, cioè con la proporzionale pura, in modo da garantire la rappresentanza di tutti i partiti, anche i più piccoli, affinché tutti siano rappresentati al Parlamento europeo.

«Secondo la bozza democristiana — ha proseguito Darida — quanto detto dovrebbe avvenire sulla base di collegi interregionali con il recupero di tutti i voti al collegio unico nazionale. In questo modo si soddisferebbe la proporzionalità pura che interessa tutti i partiti, compresi quelli minori, la rappresentazione geografica e la partecipazione dell'elettorato, che altrimenti sarebbe espropriato perché per la prima volta si farebbe una votazione puramente partitocratica. Questa è la posizione della DC».

Alla domanda se la linea degli altri partiti sulla suddetta proposta della Democrazia Cristiana è identica o diversa, il sottosegretario Darida ha risposto: «Alcuni, come i socialdemocratici, i liberali, i repubblicani insistono perché ci sia un unico collegio nazionale con un lista unica e con i candidati in ordine di precedenza, disponibili, eventualmente, ad un voto di preferenza, però su un collegio unico nazionale. Il partito comunista si riserva di decidere. Ci saranno, comunque, ulteriori consultazioni tra i partiti».

Come noto, subito dopo la pubblicazione della prima stesura del testo del disegno di legge elaborato al ministero degli Interni furono espresse molte critiche e riserve da parte dei partiti minori che vedevano nell'articolato una struttura che non rispecchiava le esigenze di proporzionalità pura, a tutto loro danno, e che trovavano nell'esclusione delle preferenze il pericolo di una pressione partitica che avrebbe potuto ledere la più ampia e libera partecipazione alla consultazione europea, la prima a suffragio diretto, alla quale si annette il significato di una svolta storica per la costruzione dell'Europa.

L. La.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Popolo *di* Roma *del* 5.11.77

*La prima si è tenuta a Liegi*

# Vanno all'estero le feste dell'amicizia

## Grande partecipazione popolare — Un discorso dell'on. Zurlo sulla situazione italiana e sul voto agli emigrati

Nel corso della Festa dell'Amicizia organizzata a Liegi (Belgio) dalla Direzione Centrale della DC per gli emigrati italiani, festa che ha riscosso un grandissimo successo popolare, il sottosegretario all'Agricoltura on. Giuseppe Zurlo, illustrando la situazione politica ed economica italiana nel quadro europeo ha tra l'altro detto: «Le linee di politica economica e fiscale perseguite dal Governo Andreotti hanno consentito di frenare l'inflazione, di riequilibrare la bilancia dei pagamenti e di mantenere gli attuali livelli di occupazione».

«Non mancano, però, motivi di preoccupazione derivanti dalla pesante situazione della finanza pubblica, dal rallentamento della produzione industriale e dalla difficoltà di creare nuovi posti di lavoro per i giovani».

«Perciò, l'impegno del Governo, delle forze politiche democratiche e delle forze sociali e produttive è oggi diretto a favorire la ripresa degli investimenti soprattutto nel Mezzogiorno, a ristrutturare e riconvertire l'apparato industriale, a rilanciare il settore agricolo, ad agevolare la occupazione giovanile».

«Ma — ha osservato l'on. Zurlo — perché tale impegno produca risultati positivi, non solo sono necessarie la solidarietà delle forze vive del paese e la stabilità politica, ma occorre anche la concreta ed intensa solidarietà della Comunità Economica Europea».

«L'unità dell'Europa non può esaurirsi in una semplice unione doganale, ma deve costruirsi su un concreto spirito di collaborazione e di solidarietà che si traduca in un effettivo sforzo di sviluppo economico equilibrato di tutte le regioni europee».

«Ciò esige anche che la libera circolazione degli uomini nell'area comunitaria avvenga in condizioni di parità economica e sociale tali da considerare gli emigrati come cittadini europei aventi gli stessi doveri delle popolazioni indigene».

Riferendosi poi alla prossima elezione del Consiglio Comunale Consultivo di Liegi e alle elezioni a suffragio universale del Parlamento Europeo, il Sottosegretario Zurlo ha affermato che i democratici cristiani devono qualificarsi come forza popolare e democratica disponibile a collaborare con le altre forze politiche locali della stessa matrice ideologica e devono in particolare stabilire intese con il Partito Sociale Cristiano.

Il Sottosegretario ha concluso sottolineando che la DC italiana in Belgio ha proposto per le elezioni del Parlamento Europeo che gli emigrati votino in loco, al fine di esprimere una autentica rappresentanza dell'emigrazione.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Giornale di Milano del 5.11.77

## Sarà ritirato il progetto Cossiga

# Le elezioni per l'Europa col voto di preferenza

### La Dc, accettando il punto di vista dei « laici », osteggiato dal Pci, si è detta favorevole anche al sistema proporzionale

Roma, 4 novembre

La Dc ha accettato il punto di vista dei partiti minori e si è pronunciata per una legge che garantisca il voto di preferenza e il sistema proporzionale più aperto possibile per l'elezione del Parlamento europeo. Il progetto preparato dal ministro dell'Interno, che prevedeva l'abolizione del voto di preferenza e una limitazione del metodo proporzionale, a danno dei partiti più piccoli, sarà pertanto accantonato.

L'orientamento della Dc è stato messo a punto questa mattina in una riunione alla quale hanno preso parte il presidente del partito Moro, il segretario politico Zaccagnini, i vice segretari Galloni e Gaspari, il ministro degli Esteri Forlani, il sottosegretario all'Interno Darida, in rappresentanza del ministro Cossiga, trattenuto a Londra da altri impegni, e il deputato Granelli, responsabile dell'ufficio Esteri dello Scudo crociato.

Resta da decidere se le elezioni dovranno svolgersi in un solo collegio o in più collegi. Nel primo caso ogni partito presenterà una sola lista su tutto il territorio nazionale; nel secondo caso saranno presentate da ogni partito tante liste quanti saranno i collegi elettorali. Di questo problema si occuperanno i rappresentanti delle varie forze politiche in una serie di incontri che precederanno una riunione fra partiti e governo.

Sembra che i comunisti non siano molto soddisfatti degli orientamenti maturati nella Dc sotto la spinta dei partiti minori e grazie alle pressioni in particolare dell'onorevole Moro. I dirigenti del Pci preferirebbero le elezioni europee senza voto di preferenza per impedire che le scelte degli elettori non coincidano con gli interessi e i desideri dei partiti.

Se non ci fosse voto di preferenza, la graduatoria degli eletti sarebbe la stessa fissata dai partiti nella presentazione delle liste a prescindere dalla effettiva popolarità e dalla capacità organizzativa dei vari candidati. I comunisti sono del resto abituati a far nascere i loro parlamentari negli uffici del partito prima ancora che nelle cabine elettorali. Se l'elettorato comunista riserva sorprese, come è accaduto qualche volta, i dirigenti del Pci usano intervenire pesantemente sugli eletti per convincerli a dimettersi e a lasciare il posto ad altri compagni di lista.

f. d.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* l'Unità *di* Roma *del* 5.11.77

# Il voto di certi emigrati

*L'ex segretario della Camera dei deputati, Francesco Cosentino (tanto per intenderci quello delle sterline d'oro), è partito in battaglia sul quotidiano della destra romana per ammonire e ricordare a tutti che c'è «una occasione da non perdere». Sarebbe quella di dare il voto per corrispondenza ai cittadini italiani all'estero «nella certezza (sua non nostra; ndr) che il voto di tre milioni di elettori in tutti i continenti potrebbe alterare gli attuali rapporti di forza fra i partiti».*

*Libero l'emerito costituzionalista di non saper leggere l'articolo 48 della Costituzione che egli cita «ad abundantiam» e liberi di prenderlo sul serio quelli che gli avevano (Cosentino lo affermò) promesso un posto di deputato dc ed ai quali ora egli sembra chiedere un posto di deputato europeo, anzi mondiale. Per parte nostra, mentre i nostri deputati discutono seriamente delle cose serie in una Camera che non sembra soffrire troppo dell'assenza del dottor Cosentino, ci limitiamo a supporre che questa trovata abbia soprattutto lo scopo di permettere di votare ad un illustre amico dell'ex segretario della Camera, cioè a Camillo Crocioni e magari anche ai benemeriti Sindona, Lefebvre e Felice Riva. Perché sono poi costoro gli emigrati cari a certi signori e a certa stampa.*

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Tempo *di* Roma *del* 5.11.77

IN DISCUSSIONE AL PARLAMENTO

# La Comunità europea davanti alle Regioni

Relatore il senatore Luigi Noè, sono tornati così in discussione al parlamento europeo gli orientamenti di politica regionale comunitaria per il richiesto parere sulla comunicazione e le proposte della commissione Jenkins al consiglio. Non v'ha dubbio che l'instaurazione del mercato comune non ha avuto gli attesi effetti positivi per quanto riguarda una migliore distribuzione delle attività economiche della Comunità. Il distacco aumenta fra le regioni più prospere e quelle a strutture meno evolute, che trovano difficoltà sempre maggiori ad inserirsi nella dinamica del mercato.

Occorrono modifiche al FESR (Fondo Europeo di Sviluppo Regionale) perché, sottolinea Noè, la persistenza degli squilibri può intaccare il buon funzionamento del mercato comune e l'evoluzione convergente delle economie degli Stati membri. Queste sono le constatazioni essenziali, che già figuravano nei *considerando* della risoluzione approvata dall'assemblea nello scorso aprile sulla politica regionale comunitaria da svolgere nel futuro, insistendo particolarmente sulla necessità di definirne le linee.

Il parlamento richiede una politica molto più attiva e proposte appropriate, che devono servire da quadro al riesame del FESR. La commissione ha scelto un'impostazione globale, l'interpretazione alla nozione d'infrastruttura è ampia, insiste sul coordinamento delle politiche e degli strumenti finanziari e ricorda l'importanza dei programmi di sviluppo regionale per passare gradualmente dalla semplice gestione del fondo alla attuazione di una vera politica regionale comunitaria. Indispensabile il ruolo delle autorità locali e regionali per associare le popolazioni interessate al processo di sviluppo.

Si è messo l'accento sulla modifica del meccanismo del FESR la cui dotazione di bilancio dev'essere oggetto di discussione fra la commissione e l'autorità di bilancio sulla base di una scheda indicativa, allegata alle proposte della stessa commissione. Deplorato il fatto che la creazione di una riserva fuori aliquota e le azioni comunitarie specifiche siano vincolate all'approvazione del consiglio, caso per caso. Funzione di tipo consultivo quella del comitato del FESR, mentre la commissione deve riservarsi il diritto di pronunciarsi sui progetti di finanziamento, in via definitiva.

L'ampliamento della Comunità agli altri paesi mediterranei comporterà problemi di ridistribuzione delle risorse assegnate agli interventi di carattere regionale. E' evidente che le aliquote previste non potranno restare immutate. Occorre, dunque, preparare l'accesso di questi paesi ed è opportuno analizzare anticipatamente le ripercussioni di nuove adesioni per quanto, riguarda, in modo particolare, il trasferimento delle risorse finanziarie della Comunità verso gli Stati membri.

E' da escludere, a parere del relatore, che si possa assolvere questo compito costituendo un gruppo di lavoro composto da funzionari, che dovrebbero continuare a svolgere i loro compiti abituali. Per soddisfare ai nuovi occorre rafforzare i quadri della competente direzione generale e costituire un *gruppo d'elaborazione*, composto da elementi di diverse discipline, in maggioranza di giovani quadri, disposti a lavorare a tempo pieno e per un certo periodo. Questo gruppo interdisciplinare dovrebbe presentare le « sequenze » necessarie per valutare l'impatto delle diverse politiche della Comunità e consentire di pervenire progressivamente ad un coordinamento reale delle diverse politiche nel settore regionale.

Il parlamento europeo aveva istituito nel suo ambito, già dal 1961, un intergruppo di studio per i problemi regionali e locali, d'altronde conforme al desiderio espresso nella dichiarazione di Cannes del marzo 1960 dagli Stati generali dei Comuni d'Europa. Fu soppresso nel 1973; ma gli obiettivi sono sempre validi. La sua missione il senatore Alain Poher la definiva in questi termini:

*« In una prima fase la CEE non si è resa chiaramente conto delle difficoltà, che essa avrebbe potuto incontrare sul piano regionale. D'altro canto, gli Stati membri sono spesso gelosi delle loro prerogative per quanto attiene ai problemi regionali e locali. Si è avuto il presentimento che gli esperti si preoccupano dei problemi regionali in uno stato di spirito troppo tecnico, trascurando l'aspetto umano dei problemi che devono affrontare gli abitanti delle regioni interessate. Non possono esservi in Europa regioni sistematicamente trascurate. Occorre anche stabilire un collegamento permanente con le organizzazioni dei poteri locali onde consentire di allacciare un contatto più stretto fra le istanze comunitarie e le personalità rappresentative delle regioni ».*

Dalla relazione Noè e dagli interventi in aula è emerso che nel settore dei poteri locali e regionali — e in vista delle elezioni europee a suffragio diretto — il parlamento dei Nove, che anche se indirettamente è il rappresentante eletto dei popoli della Comunità, deve essere particolarmente attivo se vuole che esse si « risolvano in un successo » grazie ad una forte partecipazione popolare, che può essere suscitata solo dai rappresentanti locali e regionali. Il FESR non ha lo scopo di dare un semplice sostegno agli aiuti nazionali, ma li rafforza mediante il carattere complementare degli interventi comunitari.

DOMENICO M. ANGELINI

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Fiorino *di* Milano *del* 5.11.77

## DISOCCUPAZIONE PER I RIMPATRIATI

La legge n. 402 del 1975 che eroga il trattamento di disoccupazione ai lavorotori rimpatriati stabilisce che gli interessati possono nuovamente beneficiare del beneficio "sempre che abbiano effettuato un nuovo periodo di lavoro dipendente di almeno dodici mesi, di cui non meno di sette effettuati all'estero". Tale norma è discriminante se rapportata alla normativa dell'assicurazione disoccupazione in generale ed esclude quindi coloro che non riescono a raggiungere i requisiti, facendo perdere, quel che è più grave, l'assistenza di malattia. Le conseguenze sociali sono pesanti soprattutto nelle zone in cui i lavoratori che prestano attività stagionale all'estero sono numerosi: Como, Varese, Novara e Sondrio.

Per eliminare la discriminazione un gruppo di deputati socialisti e repubblicani hanno presentato una proposta di legge (numero 1564) con la quale è previsto che i lavoratori possono di nuovo beneficiare dell'indennità di disoccupazione quando nel biennio antecedente la data di cessazione di lavoro, sia per i periodi di lavoro dipendente prestato in patria, sia per quelli svolti all'estero.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Corriere degli Italiani di Lucerna del 5.11.77

# Chiusi i Consolati

*Salvo decisioni dell'ultimo momento i consolati sono chiusi per sciopero giovedì 3 novembre.*

*Inutile ripetere che la soppressione di un servizio, che danneggia, cioè gli utenti del servizio stesso e non il datore di lavoro, lascia sempre un po' perplessi sull'opportunità di scioperi di tal genere.*

*In ogni modo, se proprio non ci sono altri mezzi idonei di pressione oltre la chiusura dei consolati, ben venga anche questa forma di protesta se servirà a far cadere un po' di ruggine dagli ingranaggi, ormai inceppati da anni, del carrozzone del pubblico impiego in generale e del Ministero degli Affari esteri in particolare.*

*Alla Farnesina molto si attende dalla recente nomina di Francesco Malfatti come segretario generale del MAE, una carica, questa, della somma importanza in quanto costituisce il centro coordinatore tra il ministro e le varie direzioni generali e che era ricoperta da Raimondo Manzini il quale da almeno un anno era dimissionario dalla medesima.*

*Riuscirà, ci si consenta il dubbio un uomo a colmare tante deficienze, rese ancor più gravi da un'incuria di decenni? La modernizzazione e la moralizzazione dei vari servizi nel quadro di una profonda e democratica ristrutturazione di tutto il settore pubblico è quanto richiesto da anni dal sindacato unitario il quale, trovandosi impantanato nelle sabbie mobili delle assicurazioni, delle promesse e dei rinvii ha deciso questa nuova azione di forza.*

*Riforma dei ministeri, qualificazione della spesa pubblica, estensione dello statuto dei lavoratori e dei diritti sindacali, un nuovo ordinamento del personale... Argomenti dibattuti da tempo, ma per i quali manca una precisa volontà politica per affrontarli, per risolverli.*

*Così si esprimono i lavoratori dei consolati giustificando lo sciopero: «...E' necessaria una radicale riforma del Ministero degli Esteri, attraverso l'adeguamento delle strutture, una migliore utilizzazione delle risorse proprie degli addetti ai servizi che esalti la professionalità e la funzionalità di ognuno. Solo così potremo superare l'attuale momento di paralisi funzionale e strutturale, in prospettiva soprattutto delle pressanti richieste della nostra emigrazione e dei nostri operatori economici all'estero».*

*Solo per citare un esempio delle più gravi disfunzioni organizzative del ministero, basti ricordare di grosse sedi di ambasciate italiane che non hanno ancora il titolare, che in Svizzera è ancora vuoto il posto del ministro Migneco a capo dell'ufficio emigrazione e che i quadri dell'ambasciata a Berna sono incompleti, mentre in alcuni consolati c'è il soprannumero di consoli e di vice consoli... Che alcune sedi consolari, ambite perchè tranquille, hanno personale in esuberanza, mentre altre sedi non hanno il minimo indispensabile del personale per funzionare...*

*Uno sciopero impopolare, senza dubbio, quello che porta alla chiusura dei consolati, ma anche uno sciopero che sottolinea ancora una volta di più il disagio dei lavoratori dei consolati, disagio che in fondo si ripercuote sulla stessa emigrazione. Anche per questo, l'emigrazione non può che esprimere solidarietà all'azione del sindacato unitario degli Esteri e alla sua attuale lotta.*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Corriere degli Italiani di Lucerna del 5.11.77

**In un rapporto dell'E.K.A.**

# Il giuoco delle cifre

La scorsa settimana, la Commissione consultiva federale per i problemi degli stranieri (EKA) ha preso posizione sulle «Conseguenze della recessione economica sugli emigrati». Scarna di considerazioni umane, basata essenzialmente sulle cifre delle statistiche della Polizia federale degli stranieri e del BIGA e in perfetta armonia con la politica di quantità del Consiglio federale, la Commissione consultiva travisa la realtà delle cose per difendere i datori di lavoro ed il potere politico da comprensibili accuse.

Prima considerazione: le autorità governative, pur avendo perduto la società elvetica il 34% dei posti di lavoro nel secondo settore economico, sono riuscite a contenere le tensioni sociali giostrando sull'emozionalità xenofoba e sulla divisione della classe lavoratrice. Con lo slogan dello 0,3% di disoccupazione e manipolando le statistiche, sono riuscite addirittura a provocare la meraviglia di molti paesi industrializzati, compresa quella del Presidente Carter nel suo incontro a Ginevra con il Consigliere federale Furgler.

Seconda considerazione: dall'agosto 1973 all'agosto 1976 uno straniero su tre è stato costretto al rimpatrio per la perdita del posto di lavoro. Nello stesso periodo di tempo uno svizzero su venti, nella maggioranza oltre i sessantacinque anni oppure invalido, ha interrotto la sua attività lucrativa. Il rapporto di equilibrio prodotto dalla Commissione consultiva ci sembra perciò tendenzioso ed ingiusto. E tantomeno vale la scusante del rimpatrio volontario a motivo della fluttuazione, le cause della quale sono note: grossa percentuale di emigrati privi di assicurazione contro la disoccupazione nel periodo di tempo considerato, clima teso e di insicurezza a causa delle iniziative xenofobe e delle misure restrittive del BIGA, mancanza di condizioni adatte per avviare processi positivi alla loro integrazione economico-sociale, gravi difficoltà per l'inserimento dei figli nella scuola svizzera a motivo del sistema altamente selettivo, taglio dei rami secchi ad opera di molti datori di lavoro, prolungamento a singhiozzo del permesso di lavoro e di soggiorno ai lavoratori annuali.

Terza considerazione: ci dispiace che la Commissione consultiva si sia trasformata in portavoce degli aspetti negativi della politica emigratoria governativa, soprattutto per la presenza di sindacalisti e di rappresentanti dei partiti dei lavoratori al suo interno, come per la buona fede dei suoi funzionari. A nostro avviso, essa ha radicalmente invertito il proprio ruolo, cioè quello della soluzione dei problemi degli stranieri, per giustificare la mancata responsabilità della società organizzata elvetica nei nostri confronti. A riguardo, non hanno nemmeno più senso quei tentativi di sottoconsultazione avviati con l'emigrazione associata. Perchè, chi si lascia ingabbiare nel monologo della Commissione, perde la faccia nei confronti dei diretti interessati e la volontà di credere che esistano dei valori per cui vale la pena di battersi. **bosa**

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI II · V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Ritaglio dal Giornale* Il Corriere degli Italiani *di* Rochester *del* 5.11.77

# Stato, democrazia, scuola...

Fino a qualche anno fa si è condotta, qui in Svizzera, una battaglia, che a volte ha raggiunto toni di aspra polemica, contro le scuole private italiane.

Poichè queste scuole (materne, elementari e medie) erano per lo più delle missioni, cioè «confessionali», il grido di guerra degli abolizionisti era: basta con le supplenze, è lo stato che deve fare le scuole!

Questa polemica, che ha diviso il fronte degli emigrati, ha fatto il gioco degli svizzeri che si prefiggevano lo stesso scopo, ma con diverse motivazioni. Non politiche o confessionali, ma di semplice calcolo economico: integrare forzosamente i figli degli emigrati per crearsi un serbatoio di manodopera nel futuro. Preoccupazione ampiamente giustificata, come dimostrato dall'odierno fenomeno dei rientri che sarebbe stato senz'altro più veloce e tale da mettere in crisi l'industria svizzera se non ci fossero stati decine di migliaia di bambini che frequentano, con poche alternative, le scuole locali.

Il problema è complesso e merita senz'altro un più attento esame per individuare sempre più valide soluzioni.

In questa nota ci soffermiamo su un concetto più generale, ma di fondamentale importanza: quello della scuola di stato e della scuola privata.

In Italia la questione è di grande attualità specialmente per gli sbocchi applicativi che potrà trovare, in tale materia, la legge 382 sul decentramento regionale. Non sono poche le preoccupazioni di parte cattolica anche perchè ci sono dei grossi interessi di natura economica e di reimpiego del personale. Le preoccupazioni partono anche da altri presupposti di principio: difendere le scelte decisionali della famiglia, nel quadro del pluralismo culturale e religioso, senza con questo ledere i... doveri dello Stato.

Il punto è proprio questo. Quando si parla di scuola laica o confessionale i difensori della prima confondono, e di proposito, il concetto di 'dovere' e quello di 'diritto'. *Lo stato ha il dovere* di assicurare per tutti i cittadini il diritto alla scuola, all'educazione. *Non ha il diritto* di imporre un tipo di scuola «laica» obbligatorio per tutti, ma deve lasciare lo spazio alla iniziativa privata, pur esercitando su di essa il diritto-dovere del controllo affinchè essa risponda alle esigenze fondamentali dettate dal bene comune.

Il diritto di imporsi, uno stato, se lo prende quando si prende tutti i diritti dei cittadini in quanto è uno stato totalitario e vuole che si affermi solo l'ideologia del dittatore di turno o della classe dominante del momento.

Uno stato democratico è veramente tale perchè è espressione vera del popolo. Popolo nel quale convivono maggioranze e minoranze di idee che, seppur diverse, circolano liberamente fin dalla stessa scuola. Questo pluralismo arricchisce la comunità e la fa crescere culturalmente e prosperare economicamente.

La scuola privata o addirittura confessionale (ma nel senso aperto e non oppositivo del termine) svolge senz'altro un ruolo del genere nel seno di una società democratica e pluralistica e non va soltanto lasciata vivere, ma va finanziata con i mezzi pubblici, mezzi che anche i cittadini che vogliono una scuola privata, pagano allo stato.

In nazioni di non sospetta democrazia come l'Olanda, Belgio, Inghilterra e altre, la scuola privata è finanziata totalmente o in buona parte dallo Stato. In Francia l'orientamento è per l'appoggio. In Italia esistono contributi dello Stato, spesso irrisori e la tendenza è di far cessare anche quelli, mentre si accentua sempre di più la concorrenza degli istituti di stato, con lo scopo di far chiudere quelli privati, temuti proprio perchè concorrenziali sul piano culturale, oltre che scomodi su quello politico.

Se ci fosse il finanziamento dello Stato, cadrebbe anche l'altra accusa che si fa alla scuola privata di essere una scuola di classe, riservata ai ricchi. Il finanziamento dello Stato ne aprirebbe i battenti a tutti, anche ai meno abbienti. Ma allora dove manderebbero i loro figli i «laicisti» militanti la maggior parte dei quali inviano i loro rampolli proprio nella scuola privata?

In Svizzera la scuola privata, come tale è un fenomeno di piccola entità, ma il grosso decentramento locale in materia scolastica fa si che ogni villaggio «privatizzi» la propria scuola.

Che l'Italia voglia imitare la Svizzera? Mah...

Ministero degli Affari Esteri

D. G. E. A. S.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Financial Times

di Londra del 5-11-77

TV

# Tugendhat backs role of European Parliament

BY REGINALD DALE

IT WOULD be a matter of "great regret" if resistance in the House of Commons led to the cancellation or postponement of direct elections to the European Parliament, Mr. Christopher Tugendhat, EEC Commissioner for the Budget, said in London yesterday.

The effect of the European Parliament properly discharging its functions would not be to encroach on the legitimate preserves of national parliaments, but rather to secure an extension of democratic influence which could not otherwise take place, he told members of the English Speaking Union.

National parliaments could check and guide the actions of Ministers in EEC negotiations. But only a supra-national body organised on a Community basis could hope to perform the vital task of obliging the Council of Ministers to explain and justify its corporate acts.

Mr. Tugendhat, a former Conservative MP, said direct elections, the first of which is meant to take place next May or June, would bring other important gains for Europe's citizens. They would help to dispel the atmosphere of intense public suspicion and distrust in which the Community's institutions were having to work.

There was a widespread belief that those responsible for formulating Community policy were either too bureaucratically isolated, or too susceptible to organised vested interests.

"Once the public is satisfied that Community policy will always be fully and publicly thrashed out, and to some extent decided in a forum possessing the legitimacy which direct elections alone can confer, it will be willing much more easily to repose its trust in the Community and all its works."

Mr. Tugendhat's remarks followed Thursday's suggestion in the House of Commons by Mr. James Callaghan, the Prime Minister, that Britain might not be ready to hold direct elections until 1979 if the traditional first-past-the-post method was adopted.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II - IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 5.11.72

giunto a roma italiano graziato da governo etiopico -

(ansa) : roma, 5 nov - e' giunto oggi a roma da addis abeba ernesto de beni, gia' arrestato ad asmara nel giugno 1975 e successivamente condannato all'ergastolo, il quale e' stato graziato dal governo militare etiopico.

de beni era impegnato all'asmara presso un'agenzia straniera di trasporti marittimi ed era stato accusato di collaborazionismo con i guerriglieri eritrei.

negli ambienti del ministero degli esteri si afferma che ''la liberazione di ernesto de beni rappresenta il coronamento di una costante azione condotta dal governo italiano presso quello etiopico. il presidente della repubblica leone ebbe ad interessarsi personalmente a questo doloroso caso'',

''la decisione del governo etiopico -si sostiene ancora - va quindi considerata come una positiva indicazione delle intenzioni di addis abeba di procedere sulla via di un rafforzamento delle relazioni bilaterali in armonia con i tradizionali vincoli d'amicizia fra i due paesi e con la presenza della collettivita' italiana in etiopia. in tal senso si e' anche espresso il segretario permanente del ministero degli affari esteri etiopico, meaghiorghis, che, nel corso della sua recente visita di lavoro in italia, ha ripetutamente manifestato ai sottosegreari agli esteri foschi e radi le intenzioni del suo governo di fruttuosamente intensificare i suoi rapporti con quello italiano''.

Scuola: insegnamento all'estero -

(ansa) - roma, 5 nov - i sindacati scuola cgil, cisl e uil, in seguito alla ripresa delle trattative sui problemi della scuola e delle istituzioni scolastiche e formative all'estero, hanno sospeso l'occupazione dei consolati prevista per l'8 novembre prossimo ed hanno indetto per lo stesso giorno una giornata di assemblea nelle sedi di lavoro (scuole, istituti di cultura, ecc) per fare un ''panorama'' della situazione sindacale. ne da' notizia un comunicato congiunto del ministero degli esteri - segreteria confederali per la scuola all'estero, dopo l'incontro, avvenuto ieri al ministero degli esteri fra i rappresentanti del sindacato scuola cgil cisl e uil e una rappresentanza degli uffici emigrazioni confederali con il sottosegretario agli esteri on. franco foschi, e con la partecipazione di una rappresentanza della direzione generale del personale, dell'emigrazione e della cooperazione culturale.

nell'incontro, le organizzazioni sindacali hanno ''preso atto della disponibilita' del sottosegretario alla ripresa del confronto''. in particolare - dice il comunicato - e' stato ribadito l'impegno per la rapida attuazione della direttiva governativa in materia di scolarizzazione dei figli dei lavoratori emigranti, nonche' della direttiva della comunita' europea sulla stessa materia. per l'applicazione di questa linea di politica scolastica all'estero e' stata affermata - continua il comunicato - la disponibilita' anche per un confronto-trattativa sul disegno di legge sulla scuola all'estero. le organizzazioni sindacali hanno denunciato ''la grave situazione'' del personale di ruolo e non di ruolo, docente e non docente all'estero, per ''il continuato e sistematico ritardo nel pagamento delle retribuzioni'' e per ''la mancata corresponsione delle competenze arretrate''. (segue)

(ansa) - roma, 5 nov - al fine di consentire lo smaltimento dell'arretrato entro la fine dell'anno - continua il comunicato congiunto - il sottosegretario foschi ''si e' impegnato ad adottare misure straordinarie per il potenziamento dell'ufficio undicesimo della direzione generale del personale''. nei prossimi giorni sara' indetta - dice, fra l'altro, il comunicato - una riunione, alla presenza delle organizzazioni sindacali, fra i rappresentanti dei ministeri degli esteri, della pubblica istruzione e del tesoro, della corte dei conti, dell'ufficio italiano dei cambi, della ragioneria generale dello stato per porre fine rapidamente ai ritardi nei pagamenti, comprese le pensioni, e alle gravi disfunzioni''. per ovviare ai ritardi nei pagamenti i sindacati hanno pure chiesto l'utilizzazione dei fondi di anticipazione previsto dal bilancio di previsione del ministero degli esteri. il sottosegretario - continua il comunicato - si e' impegnato a sostenere neelle sedi competenti la necessita' di norme attuative tali che conentano una sollecita utilizzazione del fondo stesso.

sulla prosecuzione delle trattative sugli altri problemi non ancora affrontati (modifica dello stato giuridico e ristrutturazione del trattamento economico del personale, corsi abilitanti, problemi del personale non docente, ecc) e' stato deciso di fissare- dice ancora il comunicato - entro la fine dell'anno ''almeno tre incontri (due in novembre e uno in dicembre)''.

''nel corso dell'incontro - conclude il comunicato - e' stato riconfermato l'impegno delle parti ad esaminare attraverso il gruppo di lavoro sulla scuola (federazione unitaria cgil cisl uil) le ristrutturazioni ed i processi di riforma, compresi i necessari negoziati ed accordi con i governi ed i sindacati degli altri paesi, nonche' con la comunita' europea, secondo l'impostazione delinata dalla direttiva comunitari''.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ANSA di Roma del 5.11.77

conferenze sull'unita' europea all'universita' cattolica -

(ansa) - milano, 5 nov - il presidente del parlamento europeo, on. emilio colombo, il prof. giuseppe petrilli, presidente del consiglio italiano del movimento europeo, il vice presidente della conferenza episcopale italiana, mons. ismaele castellano e diversi docenti, tra cui il pro-rettore dell'universita' cattolica di milano, saranno relatori in una serie di conferenze organizzate dall'ateneo cattolico sui temi dell'europeismo. questo ciclo di manifestazioni, che si svolgeranno nella sede della universita' cattolica di milano, comincera' il 15 novembre prossimo per concludersi il 20 dicembre. gli interventi dell'on. emilio colombo (''l'unificazione europea: problemi e prospettive''), del prof. petrilli (''l'unita' politica e unita' economica dell'europa'') e di mons. castellano (''la chiesa e l'unita' europea oggi'') sono in programma rispettivamente nei giorni 29 novembre e 6 e 20 dicembre.

presentando la manifestazione, una nota del servizio stampa dell'ateneo cattolico sottolinea, tra l'altro, che ''tra le tante voci che si sono levate, in vista delle elezioni dirette del parlamento europeo, l'universita' cattolica intende non far mancare il suo contributo che, in coerenza con la natura della istituzione, non puo' che essere di natura culturale, cioe' orientato all'approfondimento delle relative questioni di carattere storico, ideologico, politico, economico e giuridico''.